

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Reintégrande

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 23 Mai 1936, à 14 heures.

PAR

PIERRE GILLES

PRÉSIDENT : M. SOLUS, Professeur.
SUFFRAGANTS : M. MOREL, Professeur.
M. ESCARRA, Professeur.

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

1936

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA REINTÉGRANDE



LISTE DES PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS ET DES ABRÉVIATIONS QUI LES DÉSIGNENT

ANCIEN DROIT

- ARGOU. — Institution au Droit français. Ed. 1771.
BEAUMANOIR. — Les Coutumes de Beauvoisis. Ed. Beugnot 1842.
BERTIN. — Pratique judiciaire pour les sièges subalternes de Normandie.
BOURJON. — Le droit commun de la France et la Coutume de Paris réduits en principe. Ed. 1770.
BOUTELLER. — Somme rurale (Ed. Charondas le Caron).
BRILLON. — Dictionnaire des arrêts. Ed. 1727.
CHABRÔL. — Coutume d'Auvergne.
CHARONDAS. — Notes sur le Grand Coutumier.
COUTUMIERS D'ARTOIS. — Edition Tardif.
DARREAU. — Des injures.
DENISART. — Collection des Décisions nouvelles. Ed. 1771.
FERRIÈRES (Claude de). — Dictionnaire de Droit.
FLAUST. — Explication de la Coutume de Normandie. Ed. 1781.
FLEURY. — Histoire du droit canonique.
FONTANON. — Pratique de Masuer (mise en français par).
FORMULES. — D'actes et procédures pour l'exécution de l'ordonnance de 1667 dressées par ordre de Sa Majesté. Ed. 1668.
GUYOT. — Répertoire universel de Jurisprudence. Ed. 1785.
IMBERT. — La pratique judiciaire tant civile que criminelle. Ed. 1665.
JOUSSE. — Commentaire de l'ordonnance civile de 1667. Ed. 1757.
JOURNAL DU PALAIS. — (Ed. 1754) par Blondeau et Guéret.
LE BRUN DE LA ROCHETTE. — Les procès Civil et Criminel. Ed. 1619.
LOYSEL. — Institutes coutumières. Ed. Dupin 1846.
PAPON. — Recueil d'arrests notables. Ed. Paris 1607.
POTHIER. — Orléans. — La Coutume d'Orléans, t. I.
— Poss. — Traité de la possession.
— Proc. Civ. — Traité de la procédure civile.
RHODIER. — Sur l'ordonnance de 1667.
SERPILLON. — Commentaire de l'Ordonnance de 1667.
SERRÈS. — Institutes.

DROIT MODERNE

- ALAUZET. — Histoire de la possession et des actions possessoires en droit français 1849.
- APPLETON (J.). — Essai sur le fondement de la protection possessoire 1892.
- AUBRY et RAU. — Cours de Droit Civil français 5^e édit.
- BAZENET. — Les actions possessoires (1923).
- BELIME. — Traité de la possession et des actions possessoires 1841.
- BIOCHE. — Dictionnaire de procédure Civile.
- BLAEVOET. — Note sous Dalloz 1931.1.78.
- BOURBEAU. — Th. de la procédure civile t. VII.
- BOUCART. — Etudes historiques et critiques sur les actions possessoires.
- BRISAUD. — Histoire du droit français t. II.
- CARRÉ et CHAUVEAU. — Procédure civile.
- CHAMPEAUX. — Essai sur la vestitura ou saisine et l'introduction des actions possessoires dans l'ancien droit français 1898.
- COLIN et CAPITANT. — Cours de droit civil t. I.
- CRÉMIEU. — Actions Possessoires 1848.
- CURASSON. — Traité de la compétence des juges de paix.
- DOUARD. — La Réintégrande. Thèse Caen 1899.
- FAVARD DE LANGLADE. — Répertoire de législation.
- FEILLARD. — La Réintégrande. Thèse Rennes 1900.
- GARNIER. — De la possession et des actions possessoires 1847.
- GARSONNET et BRU. — Traité de procédure civile t. I.
- GIRARD. — Manuel élémentaire de droit romain 4^e édit.
- GLASSON. — Histoire du droit et des Institutions de la France t. VII.
- GLASSON et TISSIER. — Traité de procédure civile 3^e édit.
- IHERING. — Du fondement de la protection possessoire. Edit. Meulanaere (2^e édit).
- JAPIOT. — Note au Sirey 1928.2.169.
- LECOURT. — Traité de l'action en réintégrande. Thèse Caen 1931.
- MILHAUD. — Les actions possessoires (1929).
- PARIEU (de). — Etudes historiques et critiques sur les actions possessoires.
- PIGEAU et CRIVELLI. — La procédure civile (4^e édit.).
- PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil.
- PLANIOL, RIPERT et PICARD. — Traité pratique de droit civil. T. III.
- RAVIART. — Traité des Actions Possessoires.
- RODIÈRE. — Traité de la procédure en matière civile (5^e édit.).

- SCHWAB. — La théorie possessoire objective. Thèse Paris 1907.
 TROPLONG. — Prescription.
 TOULLIER. — Droit civil français.
 WODON. — De la possession et des actions possessoires.
 ZACHARIAE. — Cours de droit Civil.

RECUEILS

- Arch. Achambault et Senly. — Dictionnaire pratique des actions possessoires et du bronage.
 A. J. P. — Annales des Justices de Paix.
 D. — Recueil périodique et critique de jurisprudence fondé par Dalloz.
 Rép. D. — Répertoire alphabétique de législation de doctrine et de jurisprudence fondé par Dalloz.
 Rép. Prat. D. — Répertoire pratique de Dalloz.
 C. P. Civ. D. — Code de Procédure Civile annoté de Dalloz.
 G. P. — La Gazette du Palais.
 J. P. Rép. — Répertoire alphabétique du Journal du Palais.
 Labori. — Répertoire alphabétique.
 J. CL. Pr. Civ. — Juris Classeurs de Procédure Civile.
 J. J. — Journal des Juges de Paix.
 S. — Recueil général des lois et arrêts fondé par Sirey.
 S. chr. — Recueil général des lois et arrêts par ordre chronologique de 1791 à 1830.
 Code de Proc. Civile de Tissier et Darras.
 Carpentier. — Rép. dr. fr. Répertoire général du droit français (Fuzier-Herman, Carpentier et Frère Jouan-du-Saint).
 Rev. Trim. Dr. Civ. — Revue Trimestrielle de droit civil.
-

Possession et détention.

Les choses peuvent faire l'objet d'actes matériels de la part de celui à la disposition de qui elles se trouvent.

On appelle « possession », dans le sens le plus large de cette expression, l'état ou la relation de fait, qui donne à une personne la possibilité physique, actuelle et exclusive d'exercer sur une chose ces actes matériels qui peuvent être des actes d'usage, de jouissance ou de transformation (1).

Lorsqu'une personne tient une chose sous sa puissance avec l'intention de la soumettre à l'exercice d'un droit de propriété (*animo sibi habendi*), ce fait constitue la possession proprement dite, dans le sens juridique du mot :

La loi attache certains effets juridiques à cette possession lorsqu'elle s'est prolongée un certain temps et avec certains caractères. Elle conduit notamment à l'usucapion et elle est protégée par les actions possessoires.

Lorsque ce fait est dégagé de toute relation avec l'acquisition ou l'exercice d'un droit, c'est-à-dire, lorsqu'une personne tient de fait une chose sous sa puissance, sans avoir l'intention de la soumettre à l'exercice d'un droit réel, ce fait prend plus particulièrement le nom de « possession naturelle » ou plutôt de « détention » (2).

La détention, au contraire de la possession, ne produit aucun effet juridique (3) ; mais le détenteur a toutefois deux moyens pour la faire respecter : il peut tout d'abord repous-

(1) Aubry et Rau 5^e édit. t. II § 177 p. 106.

(2) Zachariae Cours de dr. civ. t. I § 184 p. 369. Aubry et Rau loc. cit.

(3) Aubry et Rau loc. cit.

ser par la force les actes agressifs dirigés contre la chose qu'il détient, et lorsqu'il a été dépouillé de sa chose par violence ou voie de fait, en demander la restitution par l'action en réintégrande.

Ces deux moyens, il faut le remarquer, ne sont pas un effet de la détention, comme le serait l'action possessoire donnée à celui qui a eu la possession juridique d'une chose pendant une année ; la détention n'est pas alors la cause de ces droits et ce n'est qu'à l'occasion de cette détention que la détenteur peut les exercer (4).

Le premier de ces moyens dérive en effet du principe de la légitime défense (5), et le second, de considérations d'ordre public, qui interdisent la violence et qui sont exprimées par la règle « *Spoliatus ante omnia restituendus* ».

Leur fondement est donc différent et pour cette raison il est logique de les étudier séparément, bien qu'ils soient complémentaires l'un de l'autre.

Ces deux règles feront l'objet de la présente étude.

Le droit de légitime défense du possesseur sera tout d'abord examiné sommairement. Ensuite seront recherchés le fondement et les principes de l'action en réintégrande, dont les règles seront exposées par le détail.

(4) Aubry et Rau, loc. cit. Boucard. Etudes historiques et critiques sur les act. pos. P. 7. Planiol, Ripert et Picard t. III, n. 163.

(5) Cf. Code Pénal art. 322, 328 et 329.

La légitime défense des biens.

Le Code Civil français n'a posé nulle part le principe de la légitimité de l'emploi de la force contre la voie de fait illicite ; il suppose le délit accompli et ne s'ingénie aucunement à le prévoir ; il est donc nécessaire de se reporter aux textes antérieurs pour fonder la solution.

En droit romain, il était constant que tout possesseur avait le droit de repousser la force par la force, pourvu que cela se fit sur le champ ; mais ce droit n'était plus reconnu après l'accomplissement de la voie de fait : « Eum qui cum « armis venit, possumus armis repellere ; sed hoc confes- « tim, non ex intervallo (L. 3 § eum igitur de vi et vi « arm.) ».

Beaumanoir formule le même principe : « S'on me vout « me coze efforcier, je le puis bien rescorre à force, se le « force en est moie ; mes que ce soit présentement quant on « me yeut le force fere, et que ce ne soit contre le seigneur « qui de le coze me pot justicier. Mes se j'atent tant « c'on en ait me coze emportée à force, je ne l'ai pas à re- « porcacier par force mes par justice, et requerre que « drois me soit fes et me coze rendue » (6).

C'est ce que répète Basnage en rappelant un passage d'un ancien auteur (7) : « Le premier remède, dit cet auteur, pour « dessaisine, est al disseisi de recoiller à main et force, sans « délai faire, après ceo qu'il pourra saver en getter le dissei-

(6) Cout. Beauvoisis ch. XXII n° 26.

(7) Cité par Flaust. Explication de la cout. de Normandie. Edit. 1781, t. II, ch. II, p. 13.

« sour... » Il ajoute même : « Et non seulement nous pou-
 « vons résister à la violence que l'on nous veut commettre
 « et empêcher notre dépossession, il est encore permis d'ex-
 « pulser dans le même temps celui qui nous a dépouillé :
 « *sciamus non solum resistere permissum, ne deiciatur ;*
 « *sed etsi dejectus quis fuerit, eundem deicere non ex in-*
 « *tervallo, sed ex continenti* L 3 § *eum igitur de vi ;* car la
 « défense de nos personnes et de nos biens est permise par
 « le droit naturel. On se demande quel peut être cet inter-
 « valle de temps dans lequel il est permis de repousser la
 « force par la force. La Glose explique ces mots *ex conti-*
 « *nenti*, de cette matière, *antequam ad alia extranea diver-*
 « *tat negotia*, et par les Basiliques, lib. 60 titul. 17, c. 9, il
 « faut retourner à la charge dans les deux heures après
 « l'action : en ce cas celui qu'on met hors du lieu qu'il
 « avait occupé par violence n'a pas de raison de se plain-
 dre... (8) ».

Ces sont ces principes que la jurisprudence a adoptés à dé-
 faut de textes. La victime d'une violence provoquée par
 l'agression qu'elle a elle-même commise n'a pas d'action,
 et il en est de même de celui qui ne s'étant procuré la dé-
 tention d'une chose qu'au moyen d'actes violents a été dé-
 possédé à son tour, même par voie de fait (Req. 8 juil. 1845.
 S. 46.1.49). Mais il faut que la dernière agression ait suivi
 immédiatement la première de façon à constituer un acte
 de défense de la part du possesseur (9), et non une réponse
 plus ou moins lointaine à la violence primitive. C'est d'ail-
 leurs au juge du fait qu'il appartient d'apprécier d'après

(8) Bérime-Traité des Act. Pos. p. 402 cite un passage identique du Paler-
 mitain.

(9) Bazenot p. 159. Bérime p. 416 n. 382 et Bloche n. 284 p. 91 qui renvoie
 à Bérime. Répertoire Dalloz Supt. V. Act. Poss. n. 29. Comp. Aubry et Rau
 § 189 p. 250.

les circonstances de la cause si le second acte de violence peut être considéré comme un acte de défense.

L'espèce soumise à la Cour de Cassation était la suivante : Un sieur D..., après avoir demandé à l'administration l'autorisation d'établir un aqueduc sous un chemin public pour conduire des eaux sur un pré, fit creuser lui-même un fossé à travens le chemin. Le maire fit combler immédiatement le fossé et cet acte ne fut pas considéré comme une voie de fait (10).

Toutefois, il faut remarquer que l'article 328 du Code Pénal a limité formellement la légitime défense à la sûreté des personnes (11). Il suit de là que le possesseur ne peut se livrer à des actes de violence sur la personne de l'usurpateur sous prétexte de défendre son patrimoine, si sa personne ne se trouve pas en péril, quelle que soit l'importance de la perte qui peut en résulter.

Pour que le possesseur puisse repousser l'usurpateur les armes à la main, le texte de l'article 328 exige donc que l'agression menace sa personne même et que ce danger soit inévitable autrement. Toutefois, l'article 329 C. Pén. assimile aux actes contre la personne le fait d'escalader ou de fracturer de nuit les clôtures d'une maison habitée.

Par conséquent, si la voie de fait a été accomplie sans violence contre la personne, le dépossédé n'aura pas le droit de reprendre la chose par des actes contre la personne de l'usurpateur ; il ne pourra qu'agir sur les biens même de

(10) Cette situation peut être envisagée à un autre point de vue : Le détenteur violent sera-t-il en possession paisible et par conséquent fondé à agir par la voie de la réintégrande. Cette question sera examinée ci-dessous.

(11) Certains anciens auteurs l'étendaient également à la sûreté des biens. V. notamment le passage précité de Basnage. Mais cette extension était alors fort controversée - références à Pudendorf et Grotius citées au Rep. Gén. Dr. Fr. V. Légitime défense n° 22.

l'agresseur : arracher les haies que ce dernier a fait planter ; remettre les bornes qu'il avait déplacées. Par contre, le spolié qui se remettra ainsi en possession n'aura pas à craindre des représailles sur sa personne (12).

(12) V. Schwab « La théorie possessoire objective » thèse Paris 1907 p. 156 et s.

La réintégrande.

NOTION.

La réintégrande est le deuxième moyen servant à faire respecter la détention.

Si le détenteur n'a pas tenté de reprendre son bien de vive force, ou s'il a échoué, il ne peut plus agir arbitrairement par la violence, mais en s'adressant à Justice (13), par la voie de la réintégrande. Celle-ci est une action au moyen de laquelle le possesseur ou même le simple détenteur est autorisé à demander le rétablissement de l'état de choses qui par violence ou voie de fait a été anéanti ou modifié à son détriment (14).

Les caractères généraux de cette action sont les suivants :

1° Tout détenteur peut exercer cette action et il est donc inutile d'être possesseur, c'est-à-dire de se comporter comme un propriétaire.

2° Elle n'est accordée qu'au cas de dépossession par violence ou voies de fait (15).

3° Elle n'a pour effet que de faire rétablir provisoirement l'état de fait existant avant la spoliation.

COMPARAISON AVEC LA COMPLAINTÉ.

Il faut dès maintenant opposer la complainte à la réintégrande, car dans les développements ultérieurs il sera nécessaire de comparer ces deux actions.

(13) Beaumanoir Ch. 32 n° 26 précité.

(14) Aubry et Rau éd. t. II § 184 p. 179.

(15) La notion de dépossession et de violence est fort imprécise et sera examinée ci-dessous.

La réintégrande qui est donnée au détenteur et qui n'a pour effet qu'un rétablissement provisoire s'oppose à la complainte, qui, tendant à faire reconnaître la possession annale et à la protéger contre les troubles des tiers quels qu'ils soient exige une possession à titre de propriétaire, publique, paisible, non équivoque, continue et ininterrompue.

La complainte est l'action possessoire par excellence, car elle est fondée sur la possession annale et tend à la reconnaissance de cette possession qui en est la cause, alors qu'en matière de réintégrande la détention n'est que l'occasion de l'action en réintégrande (16).

Ainsi s'opposent à l'heure actuelle ces deux actions dans la jurisprudence, mais cette opposition a fait l'objet de vives controverses qu'il y a lieu de rappeler brièvement.

Dans une première opinion, qui a été surtout professée par nos anciens auteurs (Merlin, Toullier, Troplong, Boitard), ces deux actions ne devaient différer que par leur but et leur champ d'application. La complainte devait protéger contre tous les troubles et même contre la dépossession ; la réintégrande servir uniquement à recouvrer la possession perdue. Mais l'une et l'autre auraient été soumises aux mêmes conditions et auraient exigé une possession annale et conforme à l'art. 2229 C. Civ. Cette opinion a été formellement repoussée par la jurisprudence.

Dans une seconde opinion, la réintégrande différerait de la complainte en ce qu'elle n'exigerait pas la possession annale. Cette opinion a été professée par M. Glasson (17).

(16) Aubry et Rau § 187 p. 225 n° II.

(17) Glasson Précis de Procédure Civile t. I p. 168.

Une troisième opinion professée par MM. Aubry et Rau, et adoptée depuis longtemps par la Cour de Cassation, envisage la réintégrande comme une action distincte de la complainte et ayant un caractère personnel.

Cet aperçu très superficiel suffira au début de cette étude pour examiner le fondement et l'historique de cette action.

FONDEMENT.

Aucun des codes Français n'a posé le principe de la légitimité de la force contre les actes agressifs ; aucun de ces codes n'a non plus posé les principes de la réintégrande, mais ils y sont implicitement contenus car le fondement de la réintégrande est un principe d'ordre et de paix publiques.

Dans une société organisée il existe une institution chargée de faire respecter la loi, c'est la Justice. Il importe que les particuliers soient obligés de s'adresser aux juges pour la solution des difficultés qui surgissent entre eux, sinon les particuliers régleraient entre eux ces difficultés en recourant à la force.

C'est ce principe qu'exprime la règle « Nul ne peut se faire justice à soi-même ».

Cette interdiction empêche également les violences qui doivent être étrangères à une société organisée.

Or, le moyen le plus sûr de faire respecter ces principes c'est de donner à la victime d'une voie de fait ou violence la possibilité de faire rétablir immédiatement l'état de fait préexistant, rendant ainsi sans effet la violence commise.

Les décisions judiciaires posent en termes formels que ces règles sont le fondement de la réintégrande, employant tan-

tôt l'une, tantôt l'autre formule (18), tantôt les deux ensemble.

« Attendu en droit que nul ne peut se faire justice à soi-même
« *cur enim ad arma et rixam procedere patiaturs Praetor, quos*
« *potest jurisdictione sua componere* (L. 13 § 3 de usuf). Que
« celui qui a été dépossédé par violence ou voie de fait doit
« avant tout rentrer dans sa possession, *spoliatus ante amnia*
« *restituendus*. Que c'est sur ces principes conservateurs de
« l'ordre social et de la paix publique que repose l'action en
réintégration (Cas. 28 déc. 1826 S. chr.).

L'utilité de cette action est indéniable ; sa suppression amènerait fatalement une recrudescence de poursuites correctionnelles et multiplierait les atteintes portées à la propriété. La voie pénale ne suffirait d'ailleurs pas à assurer la répression des voies de fait ; nombreuses sont en effet les circonstances où la criminalité n'existe pas et où il y aurait pourtant péril pour la société à laisser l'auteur d'une voie de fait en recueillir les résultats (19).

(18) Cass. 21 mai 1928 D. H. 28.349. D. 28.1.246. G. P. 28.2.365. Cass. 15 juin 1898. D. 98.1.379. S. 98.1.460. G. P. 98.2.104. Cass. 18 juin 1866. D. 66.1.425. D. 66.1.425. 366.1.365.

(19) Bazenet p. 29. Bélimé p. 210.

PREMIERE PARTIE

Historique de la réintégrande.

SECTION I. — L'INTERDIT UNDE VI.

L'étude du fondement de la réintégrande a permis d'en apercevoir les raisons d'être : Prédisposition fréquente des parties à se rendre justice dans les questions du domaine du fait, et besoin d'ordre public. Les mêmes raisons avaient, en droit romain, amené le Prêteur à prohiber les violences en interposant son autorité (1), ainsi que le rappelle l'arrêt de la Cour de Cassation du 28 décembre 1826 précité, et c'est par la voie de l'interdit unde vi qu'il le fit.

Le but de l'interdit unde vi et de la réintégrande étant communs il serait intéressant d'étudier sommairement cet interdit unde vi et son histoire ; cette étude présentera même beaucoup plus qu'un intérêt historique car parmi les incertitudes qui existent sur l'évolution de la répression des violences et dépossessions, il paraît difficile de nier que la réintégrande ait sa première racine dans l'interdit unde vi et qu'elle doit son organisation au droit canonique qui, en prenant pour base l'interdit unde vi, en a transformé et étendu les règles.

L'interdit unde vi paraît avoir été anciennement, à l'époque des Actions de la Loi, un ordre pur et simple rendu par le Magistrat en connaissance de cause et par lequel il en-

(1) Girard Manuel de dr. rom. p. 1047 et 1049.

joignait au spoliateur de restituer (2). Sa formule était la suivante : « Unde in hoc anno tu illum vi dejicisti aut familia tua dejecit, cum ille possideret, quod nec vi, nec clam, nec precario a te possideret, illum quaeque ille tunc ibi habuit restituas (Girard *op. cit.* p. 278). Plus récemment, l'interdit n'est pas rendu par le magistrat en connaissance de cause, c'est un ordre conditionnel, des conditions duquel il reste à vérifier l'existence après qu'il a été rendu (3), suivant une procédure appropriée.

A toute époque, l'interdit unde vi fut par conséquent un ordre du magistrat interposant son autorité pour mettre fin aux violences.

CONDITIONS D'EXERCICE DE L'INTERDIT.

L'exposé qui va suivre déterminera ses conditions d'admissibilité quant aux faits qui y donnent lieu tout d'abord et ensuite quant aux personnes auxquelles il est accordé.

L'interdit est admis au cas de spoliation violente :

1° Il faut, comme le dit Ulpien (L. 1 § 3 D. de vi), qu'il y ait eu vix atrox, c'est-à-dire une véritable violence ayant pour but la spoliation du possesseur. Mais ces mots ne désignent pas forcément une voie de fait d'une nature grossière comme des coups et des blessures ; il suffit que la violence ait pour effet de rendre impossible la continuation de la possession.

2° Il faut que la perte de la possession résulte des violences exercées « hoc interdictum non ad omnem vim pertinet, verum ad eos qui de possessione dejiciuntur ». L. 1 § 3. D. h. t. Id. § 45.

(2) Girard *op. cit.* 4^e éd. p. 1047 et 1049.

(3) Girard *op. cit.* p. 1049.

Peu importe que cette violence ait été physique ou morale, qu'il y ait eu violence réelle, expulsion du possesseur ou qu'on l'ait seulement empêché d'y pénétrer ; il est même décidé que celui-ci qui prend la fuite pour échapper à un danger certain et imminent est considéré comme *vi dejectus* (L. 33 § 2 D. de usurpat. L. 1 § 29 D. de vi. L. 3 § 7 et s. h. t.) (4).

Mais l'interdit n'était accordé qu'au possesseur proprement dit et non au simple détenteur (5). Toutefois, dans le droit de Justinien, il peut être fait état d'une possession *vi vel clam vel precario* « *Proponitur interdictum unde vi, « per quod is qui deiecit cogitur restituere possessionem « (ei qui dejectus est), licet is ab eo qui deiecit, vi, vel clam, « vel precario possidebat (Inst. § 6 de interd) »* (6).

La possession n'est en outre soumise à aucune condition de durée.

L'interdit est donc donné au possesseur dépouillé par violence contre l'auteur de la spoliation, mais le droit romain a étendu le cercle des défendeurs à l'interdit.

La formule primitive était ainsi conçue « *Unde vi tu deiecisti* ». Elle paraissait donc seulement applicable à la personne qui avait exercé la violence spoliatrice et non à celle qui avait donné l'ordre à un tiers de le faire. Pour y remédier, le prêteur introduisit dans l'édit ces termes beaucoup plus généraux ; « *Unde dolo malo tuo... vi detrusus est...* » (7) ; et dès ce moment il importa peu que la spoliation eût été exercée par le défendeur ou par ses ordres « *Dejeciss...* » « *autam etiam is videtur qui mandavit vel jussit ut aliquis dejeceretur...* » (L. 1 § 12 D. de vi).

(4) Crémieu p. 85 et 86.

(5) Crémieu p. 84. Girard *op. cit.* p. 278 et note 3.

(6) Crémieu p. 91. Girard p. 278.

(7) Cicéron *Pro. Tullio*, ch. 29.30.44.46. V. Savigny p. 485.

Par application de ce principe, celui qui a ratifié, approuvé la spoliation faite par un tiers est censé avoir expulsé lui-même et il est soumis à l'action : « sed et si quod alius « deiecit, ratum habuero, sunt qui putent secundum Sabi- « num et Cassium, qui ratihabitionem mandato comparant « me videri deiecissee, interdicto que isto teneri ; et hoc ve- « rum est : rectius enim dicetur in maleficio ratihabitio- « nem mandato comparari (L. 1 § 14 D. de vi. — L. 152 D. « de diversis regulis) (8) ».

Mais les successeurs à titre particulier du spoliateur ne peuvent être atteints par l'interdit, même s'ils sont de mauvaise foi ; c'est ce qui résulte des termes de la loi romaine « non videor vi possidere ab eo quem scirem vi in posses- « sionem esse, fundum accipiam » (L. 3, § 10 D. uti possid.).

L'exercice de l'interdit aura alors pour effet la restitution de la possession si la chose est encore entre les mains du défendeur ; dans le cas contraire, la condamnation consistera dans le paiement de sa valeur (L. 1, § 35 et 36 D. de vi.) (9).

NATURE DE L'INTERDIT.

Cette étude sommaire et même bien superficielle de l'interdit unde vi suffit à en faire ressortir les caractères.

En premier lieu, il est à remarquer que le spolié puise son action dans une obligation ex maleficio, c'est-à-dire dans le caractère délictuel du fait de dépossession, ce qui explique que le tiers détenteur, même de mauvaise foi, ne puisse être inquiété. En effet, la spoliation faisait perdre au possesseur spolié non seulement le fait de la détention, la possibilité d'exercer le droit, mais encore le droit lui-même et

(8) Crémieu p. 93 et 94.

(9) Crémieu p. 96.

celui qui exerçait l'unde vi ne pouvait agir contre le détenteur de l'objet en vertu d'un jus in re dont il avait été privé par la spoliation (1).

L'interdit unde vi est donc fondé sur un droit purement personnel, sur le fait illicite.

En second lieu apparaît le caractère pénal de cet interdit. Le Prêteur défend le possesseur contre une attaque délictueuse puisque dans le droit de Justinien la possession peut être « vi vel clam vel precario », c'est-à-dire injuste, et que le Prêteur ne peut protéger une telle possession pour elle-même. Il agit ici en vertu de son impérium (11), il exerce un droit de police bien plus qu'un acte de juridiction (12).

Le caractère pénal de l'interdit unde vi est d'ailleurs reconnu par la majorité des auteurs (13), et même par Ihering qui pourtant conteste ce caractère aux autres interdits (14). Ce caractère pénal s'accroît d'ailleurs au Bas-Empire : le propriétaire qui s'empare violemment de sa chose détenue par un tiers et se rend ainsi justice à lui-même est forcé de la restituer ; non seulement la possession lui est enlevée, mais il perd même à titre de peine son droit de propriété (L. de Valentinien III. Cod. Théod. 9, 10, 3 ; 4, 20, 3 ; Cod. Just. de vi, 8, 4, 7. L. Rom. Wisig. p. 131 édit. Hoenel) (15).

(10) Crémieu p. 95.

(11) L'interdit ne peut être rendu que par les magistrats ayant l'impérium à l'exclusion des magistrats municipaux par exemple dont l'incompétence en cette matière est généralement admise. Girard p. 104 et note 8.

(12) Raviart. Traité des Actions Pos. p. 12, n° 10.

(13) Savigny. Traité de la possession du droit romain, traduction Faivre p. 8 et s. Crémieu p. 81 et s. ; Accarias. Précis de droit romain t. II, p. 1379.

(14) V. Ihering. Fondement de la protection possessoire. Le caractère pénal résulte notamment de ce fait que l'interdit est donné contre l'auteur seul de l'acte délictueux et non contre ses héritiers, (V. l'édition de Hoenel. Lex romana Visigothorum. Berlin 1849 p. 128, 132, 180 et 420 cité par Raviart. 3^e éd. p. 12, n° 2) et de l'annuité de l'interdit. Boucart p. 78.

(15) Références de Brissaud. Hist. du dr. fr. t. II, p. 1227.

L'interdit unde vi est donc une action ayant un caractère personnel et pénal. Cette action va passer dans le droit français et y subir des transformations.

SECTION II

PERSISTANCE DE L'INTERDIT DU V^e AU IX^e SIÈCLE.

Le fondement de l'interdit unde vi était un principe si essentiel dans une société organisée que l'institution devait subsister, même à travers les vicissitudes du droit français jusqu'au x^e siècle, et ce paraît être d'ailleurs sous l'influence de l'Eglise que les principes romains se conservèrent.

Du v^e au ix^e siècle en effet le clergé se soumet à la loi romaine, comme le prouvent des documents dont l'authenticité ne peut être contestée (16). Les monuments de l'époque mérovingienne posent en effet en principe que l'Eglise et ses Prêtres sont régis par le droit romain : « Ecclesia vivit » lege romana : Romanorum leges sacerdotes convenit ob-
« servare » (17).

La persistance de l'unde vi est d'ailleurs attestée par des textes sinon très nombreux, au moins parfaitement précis. Le 161^e capitulaire du 6^e livre réédita purement le principe pénal joint à l'ancien interdit unde vi par les dernières autorités de la jurisprudence romaine (L. 7 c. unde vi. Si possessor per violentiam expellatur). « Quicumque violentè expulerit possidentem priusquam pro ipso iudicis sententia praecedat, si causam meliorem habuerit, ipsam de qua agitur perdat : ille vero qui violentiam pertulit uni-

(16) Crémieu 2^e partie Ch. 1 n^o 175. Troplong. Prescription t. I n^o 293. Douard Thèse p. 50 et s.

(17) Viollet. Hist. du dr. civ. français p. 33.

versa in statu quo fuerant recipiat et quae possedit securus teneat. Si vero illud invadit quod per iudicium obtinere potuit et causam amittat et aliud tantum invadit reddat expulso (Walter Corpus juris. Germanici t. II, p. 618). Le livre qui porte le nom de Petri exceptiones, conforme aux usages de Barcelone (Ulsalii Barchinone patriae de 1068 art. 154), rappelle les principes sévères en matière de spoliation énoncés par le rédacteur des capitulaires (18).

Les développements suivants vont faire apparaître les transformations subies par l'interdit sous l'influence du droit canonique qui le rénove.

SECTION III

INFLUENCE DU DROIT CANONIQUE.

Du ix^e au xiii^e siècle, c'est le régime féodal. Le principe que nul ne doit se faire justice est oublié. C'est l'Eglise qui va amener une rénovation commencée au xii^e siècle par le décret de Gratien.

L'exposé de cette influence sera fragmentaire et ne tendra nullement à une reconstitution chronologique. Deux faits sont seulement à retenir : tout d'abord l'interdit unde vi est étendu, il peut être exercé contre le tiers détenteur qui a eu connaissance de la spoliation, lorsqu'il est par conséquent de mauvaise foi ; en second lieu apparaît un système de protection appelé généralement le *remedium spoliū*, qui en mêlant ses règles à celles de l'interdit est devenu la réintégrande.

(18) V. Esquirou de Parieu p. 82 et 83.

MODIFICATION DIRECTE DE L'INTERDIT.

Vers 1216 une véritable innovation est apportée par le droit canonique aux règles de l'interdit unde vi et elle est indiquée en termes exprès dans la décrétale d'Innocent III « Saepe contingit » (19). Il est clairement indiqué dans cette décrétale qu'une modification est apportée aux anciens principes et qu'une règle nouvelle est établie, contrairement à la rigueur du droit romain.

Et voici en quoi elle consiste : lorsqu'une chose avait été enlevée par violence et que le spoliateur l'avait transmise à un tiers, celui-ci ne pouvait, d'après la loi romaine, être poursuivi par l'interdit unde vi, lors même qu'en recevant la chose il avait eu connaissance de la violence exercée. Innocent III voulut remédier à l'inconvénient qui pouvait naître d'un semblable principe et admit au contraire dans ce cas l'interdit unde vi (20).

SYSTÈME DU REMEDIUM SPOLIÏ.

D'autre part apparaît le système de protection appelé le *remedium spoliï*.

Ce moyen nouveau est contenu dans une décrétale fameuse le canon *Redintegranda* ainsi conçu : « *Redintegranda sunt omnia exspoliatis vel ejectis episcopis, praesentialiter*

(19) « Saepe contingit quod spoliatus, per spoliatorem in alium re translata, dum adversus possessorem, non subvenitur per restitutionis beneficium spoliato, commodo possessionis amisso propter difficultatem probationum juris proprietatis amittat effectum. Unde, non obstante juris civilis rigore, sancimus ut si quis de cetero scienter rem talem receperit, quum spoliatori quasi succedat in vitium, eo quod non multum intersit praesertim quoad periculum animae injusto detinere ac invadere alium, contra possessorem hujus modi spoliato per restitutionis beneficium succuratur », (Décrétales Gregorif IX, liv. II; tit. XIII dans le corpus Juris Canonici t. II p. 280).

(20) Crémieu p. 198.

« ordinatione pontificum et in eo loco abscesserunt funditus
 « revocanda, quacumque conditione temporis aut captivate
 « aut dolo aut violentia malorum, aut per quascumque in-
 « justas causas res ecclesiae vel proprias substantias suas
 « perdidisse noscuntur, ante accusationem aut regularem ad
 « synodum vocationem eorum » (21).

Cette décrétale prévoyait le cas où un évêque accusé au criminel était dépouillé de son siège épiscopal. Elle lui accordait dans ce cas une exception, qu'on a appelé l'exception spoliï et qui lui permettait de se dérober à tout jugement avant d'avoir obtenu au préalable un plein et entier rétablissement. Les sources indiquées par l'auteur de cette fausse décrétale se rapportent à deux conciles, l'un de 364 tenu à Lampsacus, l'autre à Rome en 501 et à deux passages du bréviaire d'Alaric traitant de la restitutio in integrum. Quant aux prétendues décisions des conciles, elles se réduisaient à de simples vœux émis dans ces espèces toutes particulières et qui du reste n'avaient pas été pris en considération. Il s'agissait d'évêques privés de leur siège par un concile arien de Constantinople et de l'affaire du Pape Symmachus également destitué sous le coup d'accusations graves. Les conciles avaient émis le vœu qu'avant de juger les évêques ou le pape, ils fussent au préalable remis en possession de leur siège. Ce sont ces simples déclarations que l'auteur de la collection pseudo-isodorienne transforma en règles générales, en décisions formelles des conciles (22).

(21) Fausses Décrétales Epist. Eusebii. 2^e § 12 Hinchius p. 237. V. Brisaud. Hist. du dr. fr. p. 1.227. Le texte de cette fausse décrétale fut reproduit par Gratien, Decretum Gratiani pars II a causa III a quaest I a. can. 3 (dans le Corpus juris canonici ed. Richter (Leipzig 1839) t. I, p. 433 cité par Garsonnet t. I p. 581. n^o 1.

(22) Boucart *op. cit.* p. 146.

A partir du XII^e siècle le *remedium spoliū* prit un développement extraordinaire. La pratique des Tribunaux d'Eglise ne le laissa pas au rang d'exception qu'il était originellement, car elle autorisa le spolié à réclamer la restitution par voie d'action (*condictio ex canone redintegrata*) (23). Telle fut l'origine de la vieille maxime « *Spoliatus ante omnia restituendus* ». Puis ce moyen passa au rang de remède de droit commun. Les Etablissements de Saint-Louis (1270) le consacrent en ces termes : « Nul ne doit en nulle Cour plaider dessaisi » (24).

Les conditions d'exercice du *remedium* furent très larges.

La spoliation s'entend non seulement de la dépossession violente, mais de toute autre dépossession illégale (25).

C'est surtout sur la notion de violence que se sont produites les plus grandes innovations, car la doctrine canonique applique aux droits la théorie de la dépossession. Le plus souvent la *dejectio violenta* d'une *possessio juris* ne se conçoit pas et dans tous les cas la violence est inutile ; tout acte qui s'oppose au renouvellement de l'exercice d'un droit constitue une dépossession. C'est ainsi qu'est mentionné comme cas de dépossession tout refus d'acquitter un devoir ou une prestation (dûe périodiquement), par exemple le refus de l'archevêque de Cambridge d'accorder à l'archevêque d'York le droit qui appartenait à ce dernier dans toute l'Angleterre de faire porter devant lui une croix

(23) Glose sur le Décret. c. 3 c. III q. 2 v. Brissaud Histoire du dr. fr. t. II. P. 1.228.

(24) Bélime p. 202.

(25) cas où l'interdit de vi était refusé, mais pour lequel Cujas a cru (Obs. 1 I c. 20 et 1 19 c. 16) que sous le Bas-Empire un interdit général dit *momentariae possessionis* avait été imaginé Cod. Théod. 4, 20, 6 ; 2, 1, 8 ; Cod. Just. 3, 16, 1 ; 3, 6, 3 ; 8, 4, 8. V. Brissaud p. 1.229.

sur son passage (26) ; dépossession le cas d'omission d'un électeur pour élire l'abbé (27).

Le remedium appartient à tout possesseur que sa possession soit juste ou injuste, annale ou non, même au simple détenteur, même au praedo. On ne peut opposer au spolié le droit de propriété, lui reprocher d'avoir lui-même commis une spoliation (28).

SECTION IV

JUSTIFICATION DE L'ORIGINE CANONIQUE ET ROMAINE DE LA RÉINTÉGRANDE.

C'est sur ces bases romaines et canoniques que s'établit la théorie de la réintégrande (29). La justification s'en trouve dans des textes divers.

L'origine canonique en est expressément rappelée par les Etablissements de Saint-Louis (30) (Liv. II, chap. VI), qui renvoient à la décrétale qui commence par ces mots « Cum dilectus filius » (31). « Encore te dis-je que nus ne doit plaider, en nule court, dessaisis, mais il doit demander saisine avant tout œuvre ou droit, savoir le doit ou non. Drois s'accorde qu'il doit s'être ressaisis. Et n'est mie tenus à répondre despouillés ne le sien tenant, ne faire ne ni, ne connaissance, ne response nulle selon droit escrit en décrétales » disent les coutumiers d'Artois à la fin du XIII^e siècle (32).

La plupart des auteurs des XV^e et XVI^e siècles voient l'ori-

(26) C I Décrétales ut lie pendente II 16.

(27) Boucart *op. cit.* 152 qui cite divers cas de ce genre.

(28) Brissaud *op. cit.* p. 1.229. Boucard p. 148.

(29) Glasson Histoire du dr. fr. p. 289 et 311.

(30) Champeaux p. 467. L'expression de réintégrande paraît bien provenir du premier mot de la décrétale « Redintegranda ».

(31) V. Decretales liv. 2 t. X De ordine cognitionum et de Parieu p. 91.

(32) Edit. Tartif, titre VIII, I. V. Douard p. 68.

gine de la réintégrande dans le *remedium spoliū* : l'un d'eux dit expressément « *Frequentissimus est illius constitutionis (can. Red.) in foro etiam laico usus* », et un autre « *Recuperandae possessionis gratia « redintegration ou redintegrande » ex lege pontifica apud Gallos tralatitia est condictio, sive vi, metu, dolo, sive alia injusta causa despoliati simus rebus nostris* » (33).

Des auteurs plus récents considèrent aussi la réintégrande comme introduite par le droit canonique (34), Fontanon déclare que le remède de réintégrande est tiré du droit canon (35), Argou (36) parlant de la réintégrande termine ainsi son exposé « C'est ce que disent les canonistes : *spoliatus ante omnia restituendus* », Pothier rappelle la même maxime (37).

Mais d'un autre côté l'action *spoliū* ou *condictio ex canone Redintegrandae* est assimilée fréquemment à l'interdit unde vi. Les décrétales parlent expressément de l'interdit unde vi comme synonyme de l'action de spoliation (38). Guillaume Durand 4, 2 n'établit qu'une distinction verbale entre la restitution des spoliés et l'Interdit de vi (39). Cette assimilation paraît avoir été admise d'autant plus volontiers qu'elle pouvait s'appuyer sur la Constitution de Théodose et Valentinien, prononçant la déchéance de la propriété contre l'invasor et sur un rescrit d'Hadrien suivant lequel la question de violence devait être résolue avant tout (40). Il appert également selon Boutillier que l'action

(33) Boucart p. 192.

(34) Charondas sur Boutillier liv. I, ch. 27, v. Alauzet p. 252.

(35) Pratique de Masuer mise en français par Fontanon, 3^e éd. p. 204, V. Crémieu p. 222.

(36) Inst. du dr. fr. t. II ch. IX.

(37) Poss. n° 123. Boucard p. 192 et 193.

(38) De restit. Spoliat. cap. 15 tit. 3. de Parieu p. 97.

(39) Cf. Glose ad. recup. s. 1. I. D. de vi 43, 15.

(40) Cod. Théod. 9, 7, 2. V. Brissaud p. 1228.

de nouvelleté de force faite tenait lieu de l'interdit unde vi (41).

Toutefois, certains juriconsultes, tout en marquant le rapport entre cette action et l'ancien interdit unde vi, les distinguent cependant par certaines nuances (42). Imbert s'exprime à cet égard en ces termes (ch. XVII) « Quant est
« de l'interdit unde vi par le droit introduit pour recouvrer
« la possession dont l'on a été spolié, il n'est pas en si
« grand usage que la réintégrande, parce l'interdit récupé-
« ratoire de possession a lieu contre celui qui par force
« dejecte et spolié de la possession ou a pour agréable la
« spoliation faite par autrui en son nom et à son adveu.
« Mais la réintégrande a lieu contre tous qui injustement
« détiennent et occupent et peut estre formée par tous qui
« à droit et à bonne cause tenaient et exploitaient avant la
« spoliation... Il y a d'autres différences entre ces deux
« remèdes qui sont traictées en droit, mais parce qu'elles
« ne viennent souvent en pratique, je les laisse ». Charon-
das (43) distingue aussi la réintégrande de l'interdit unde vi, mais il reconnaît en même temps que plusieurs regardent la réintégrande comme établie aux lieu et place de l'interdit unde vi (44).

Au XVII^e siècle Le Brun de la Rochette traitant de la réintégrande renvoie formellement à l'interdit unde vi (45). Fontanon (46) déclare que l'interdit tendant au recouvrement de la possession est celui « que nous appelons réintégrande,

(41) Boutillier Somme rurale ch. 27 in fine. V. Wodon t. I, p. 153, de Parieu p. 132.

(42) De Parieu p. 133.

(43) Notes sur le Grand Coutumier ch. 21.

(44) De Parieu p. 134.

(45) Le Brun de la Rochette. Les procès civil et criminel édit. Lyon 1619. Procès civil livre III p. 405, Procès criminel II, p. 108.

(46) Pratique de Masuer tit. XI, n^o 26; p. 204. V. Crémieu p. 197.

« assez improprement, comme a remarqué M. Imbert en
« Ses institutions forenses, ch. XVII, pour ce que remède est
« tiré du droit canon... Mais en droit il est appelé inter-
« dictum unde vi ».

Il apparaît donc de l'exposé qui précède que l'interdit unde vi a continué à s'appliquer en droit canon postérieurement au x^e siècle, qu'il a subi directement une modification importante ; que d'autre part le *remedium spoli*, création du droit canon, qui restait en contact avec la législation romaine, s'est transformé en action en réintégrande avec des règles d'application très larges ; qu'au surplus les auteurs ont plus ou moins confondu ces deux actions, ce qui indique assez leur affinité.

Toutefois, il faut remarquer que l'interdit unde vi n'était accordé qu'au possesseur proprement dit et réglait la question de possession, alors que la réintégrande, accordée même au détenteur, statue provisoirement sur la détention. Il n'est donc pas possible de dire que la réintégrande vienne directement de l'interdit unde vi, mais il est permis de la considérer néanmoins, à raison de l'affinité de ces deux actions, comme un perfectionnement de l'interdit unde vi (47), perfectionnement se manifestant par une extension et une restriction consécutive des règles de l'interdit.

Extension en ce que la réintégrande est recevable de la part de tout détenteur.

Restriction en ce que la réintégrande ne tranche pas la question de la possession.

Ce point de vue aura d'ailleurs des conséquences pratiques : les règles de l'interdit unde vi s'appliqueront à la

(47) Pothier Proc. Civ. 2^e Pte, ch. III, art. 3. Censier Interdit unde vi
Thèse Paris 1892 p. 97.

réintégrande dans la mesure où elles pourront se concilier avec l'extension et la restriction signalées.

SECTION V

PERSISTANCE DE LA RÉINTÉGRANDE DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE.

Avant d'étudier par le détail les caractères de la réintégrande dans l'ancien droit et dans le droit moderne, il est intéressant d'examiner si la réintégrande a persisté du XVI^e au XVIII^e siècle.

Cette question a présenté au début du XIX^e siècle un caractère d'actualité. La discussion devait d'ailleurs avoir des conséquences pratiques : il s'agissait de savoir si à cette époque la réintégrande existait encore ou si elle ne s'était pas fondue à la complainte, action qui a pour but de faire reconnaître la possession annale ou saisine et de protéger le possesseur annal contre les troubles qu'il pourrait subir (48).

A l'heure actuelle, cette discussion n'a plus qu'un caractère documentaire puisque la Cour de Cassation a donné l'autorité de la chose jugée à la solution affirmative et cette étude n'aura d'autre but que le suivant : indépendamment de la question de savoir si cette persistance a eu lieu, dans toute l'étendue de la France de droit écrit et de droit coutumier et chez la majorité des auteurs, indiquer que certains documents et certaines décisions de jurisprudence consacrent l'existence de la réintégrande du XVI^e au XVIII^e siècle et que par conséquent il est inexact d'admettre une solution catégorique.

(48) Références d'auteurs s'étant prononcé dans le sens de la persistance de la réintégrande ou dans le sens contraire. V. C. Pr. Civ. Dalloz art. 23 n° 802 et s.

Le nom de réintégrande, comme action distincte de la complainte au cas de nouveau trouble, s'est conservé dans des monuments législatifs, tels que l'art. 63 de l'ordonnance Villers-Cotterets (1539). Lizet et Imbert (ch. XVII) dans leurs pratiques, Charondas (49), Gregorius Tolosanus dans son *Syntagma juris*, Papon (50) s'occupent d'une action à laquelle ils donnent le nom de réintégrande (51). Argou en expose les principes et renvoie par une note à la pratique d'Imbert (52). Ils en parlent comme d'une institution non seulement théorique mais pratique. D'autres auteurs moins connus consacrent également l'existence de la réintégrande. Le Brun de la Rochette (53) déclare : « C'est
« une règle générale et vulgaire en droit que celui qui est
« spolié du sien, ores qu'il en fust injuste possesseur, doit
« néanmoins avant tout œuvre estre réintégré et restitué
« en sa pristine possession... Et n'est recevable le spolia-
« teur d'opposer droit de propriété, de possession, que la
« réintégrande (qui est privilégiée) ne soit exécutée l. I
« § cum glos. F. F. de vi armata... ».

D'autre part, diverses décisions de jurisprudence consacrent l'existence de la réintégrande.

Un arrêt du Parlement de Paris du 28 mars 1577 confirme que la réintégrande est tellement privilégiée que le spolié doit être remis en possession, quoiqu'il soit au fond mal fondé et aux termes de cet arrêt doit être « toute audience
« desniée au spoliateur jusques à ce qu'il aye remis le
« spolié au mesme estat qu'il estait avant la spoliation » (54).

(49) Notes sur le Grand Coutumier ch. 21.

(50) II° notaire Civ. 847 de l'int. unde vi.

(51) De Parieu p. 133.

(52) Inst. au Dr. français lib. II. ch. 9. V. Bérime p. 406

(53) Les procès civil et criminel Livre II p. 108. Edit. Lyon 1619.

(54) L. Brun de la Rochette Le Procès criminel L. II p. 108 et Dictionnaire des Arrêts de Pierre Jacques Brillon (1727). V° Réintégrande.

Un autre arrêt du Parlement de Paris du 1^{er} mars 1554 établit d'autre part une distinction entre la complainte et la réintégrande en ces termes : « Si le dessaisi était seulement saisi par civile possession, comme celle qui est continuée du défunt à l'héritier, alors il ne peut agir en réintégrande, parce que l'héritier ne peut cumuler l'instance de complainte et réintégrande, excepté quand l'héritier est spolié par un étranger qui n'a aucun droit en l'hérédité et n'en peut prétendre ; il est plutôt censé être en sa possession, que fondé d'aucune possession ; l'on peut agir contre tel exploit en matière de réintégrande, car l'héritier est vu être possesseur réel » (55).

L'ordonnance d'avril 1667 reproduisit et consacra dans les deux premiers articles de son 18^e titre l'existence distincte de la réintégrande et de la complainte.

Toutefois, à raison vraisemblablement des lacunes de l'ordonnance sur les caractères distinctifs de chacune d'elles, apparut une tendance marquée à les assimiler et à ne voir dans la réintégrande qu'une espèce de complainte pour le cas d'expulsion violente (56).

Mais un certain nombre d'auteurs et la jurisprudence continuèrent à distinguer ces deux actions. Serpillon (57) signale plusieurs différences entre elles. Il renvoie d'autre part à Melenet et Lange (58). Pothier lui-même qui confond les deux actions dans certains passages reconnaît à la réintégrande certains caractères qui prouvent bien que c'est

(55) Dict. des Arrêts précité eod. v°.

(56) V. Rhodier sur l'ord. 1667 titre XVII, art. 1^{er}, q. 1 et 2, p. 243. Jousse sur l'art. I, titre 18 de l'ord. 1667. Claude de Ferrières Dict. de dr. V° Réintégrande.

(57) Ord. 1667. Edit. 1776, p. 250 et 275.

(58) V. également Bourjon. Droit commun de la France. Dareau, des injures, p. 39, éd. de 1776. Serre Instit. p. 594, v. Wodon t. I, p. 154.

une action spéciale (59). Chabrol (60) soutenait également le même point de vue et cite à l'appui de son opinion Charondas sur le Grand coutumier, Faber, Rebuffe, Gregorius Tolosanus et Aufrerius (61).

En dehors de ces auteurs cités fréquemment, certains auteurs qui enseignaient la même doctrine ne paraissent pas avoir été relevés. Tels sont Fleury (62) qui déclare : « Une exception célèbre chez les canonistes est celle de spoliatio. Sur ces fondemens on avait introduit plusieurs chicanes. Aussi, cette exception de spoliatio fût-elle restreinte en diverses manières au concile de Lyon et à présent il ne s'en parle plus en France... On tient cependant toujours pour maxime : « *Spoliatus ante omnia restitutus est* ». De là les demandes en réintégration qui tendent à être réintégré avant toute chose dans la possession et jouissance de la chose dont on a été dépossédé par violence et voie de fait. Ord. 1667, tit. 18 ». Pierre-Jacques Brillon (63) pose comme principe « *Qualis possessio necessaria sit, ut spoliatus admittatur ad remedium recuperandae possessionis* », et il cite les arrêts du Parlement de Paris de 1554 et 1577 rapportés précédemment. Flaust (64) indique au cas de dépossession par force : « le demandeur en ce cas ne sera pas obligé de prouver sa possession par an et jour ; il lui suffira de prouver qu'il a été dépouillé ou dépossédé par violence ».

C'est d'ailleurs cette opinion qui paraît avoir été consa-

(59) Coutume d'Orléans, n° 41, 52 et 53 comb. (v. Wodon eod. loco). Possession n° 106, 114, 123 comb. (V. Garnier p. 45).

(60) Cout. d'Auvergne, t. I, p. 60.

(61) V. de Parieu p. 135 et Douard p. 81.

(62) Hist. du dr. canonique II, 61.

(63) Dict. des arrêts V. Réintégration.

(64) Explication de la Coutume de Normandie, édit. 1781, tome II, ch. II, p. 13.

crée par la jurisprudence. Denizart (65) et Darreau (66) citent une quantité d'arrêts de 1603, 1749, 1764 et 1773 qui rejettent la possession annale pour la réintégrande. L'arrêt du 12 mars 1764 du Parlement de Paris, rapporté par Denizart est particulièrement précis et Lanjuinais (67) pour lui enlever toute autorité suppose que le continuateur de Denizart en a mal rapporté les termes « du moins, il vaut mieux, « dit-il, le croire ainsi que de supposer que le Premier Parlement du royaume a récompensé par la maintenue possessoire celui qui tout récemment avait fermé un chemin public ».

La jurisprudence du Parlement de Paris par ses arrêts des 1^{er} mars 1554, 28 mars 1577 et ceux cités par Darreau et Denizart paraît donc avoir été constante.

Enfin, il est intéressant d'extraire des « Formules d'actes et procédures pour l'exécution de l'ordonnance de 1667 dressées par ordre de Sa Majesté » (édition 1668) la formule d'exploit en matière de complainte ainsi conçue : « A la requête de tel... soit ajourné tel... pour ouïr une demande sur ce que le demandeur a joui pendant plusieurs années paisiblement et publiquement et comme propriétaire de tel et tels héritages.. néanmoins le défendeur l'a troublé... » et de l'opposer à la formule d'exploit en réintégrande ainsi conçue : « A la requête de tel... pour ouïr une demande qui est que le demandeur étant en paisible possession de telle chose en a été dépossédé par violence ou voie de fait... »

Ces formules paraissent bien montrer qu'il existait des

(65) V^o Voie de fait et Complainte n. 14 et 15.

(66) Des injures p. 59, édit. 1776.

(67) Répertoire universel de jurisprudence publié par Guyot édit. 1785 v^o Voie de fait p. 603.

différences dans les conditions d'exercice de ces deux actions puisque dans la dernière est passée sous silence la condition pour la possession d'avoir duré un certain temps, de même que celles d'avoir été publique et à titre de propriétaire.

SECTION VI

CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE LA RÉINTÉGRANDE DANS L'ANCIEN DROIT ET DANS LE DROIT ACTUEL.

L'exposé qui précède a permis de voir que les conditions d'admission de la réintégrante sont très larges. Il y a lieu maintenant de les résumer pour se faire une idée d'ensemble.

La première constatation est que l'on ne s'occupe pas tout d'abord de la qualité des personnes qui peuvent intenter la réintégrante ou contre qui on peut l'intenter. La réintégrante peut être employée par le détenteur (fermier) ; à plus forte raison par le possesseur d'an et jour et même par celui qui n'a aucun animus detinendi ou possidendi (68). Les termes de la constitution canonique sont en effet très généraux « Redintegranda sunt omnia expoliatis vel ejectis... in eo loco unde abscesserunt funditus revocanda », et divers textes admettent le fermier à l'exercice de la réintégrante [Coul. d'Auvergne (69), Imbert (70), Lange (71), Serpillon (72)].

Cette possession peut être juste ou injuste, vi, vel, clam vel precario (73). « De quelque chose que je soie en saisine

(68) Champeaux p. 471, Douart p. 83.

(69) V. Douart p. 83.

(70) V. de Parieu p. 140.

(71) Ord. 1667, p. 275.

(72) Ord. 1667, p. 275.

(73) Livre des droits et commandement n° 710.

« et que la saisine soit bonne ou mauvaise... », dit Beaumanoir.

Bien plus la question de propriété serait soulevée en vain (74) : le voleur lui-même l'aurait contre le propriétaire de l'objet volé qui le reprendrait sans recourir à justice. « Et convient que par justice la chose soit recouvrée... Et dit la loy quod et predo id est latro debet restitui... (75).

En conséquence, il est sans importance que la possession ait une certaine durée (76). Imbert déclare : « N'est point « nécessaire que le demandeur prouve possession d'an et « jour avant la spoliation ains seulement qu'il était possesseur au temps de la spoliation (77).

Mais si les conditions d'admission sont très larges, les effets en sont restreints : la réintégrande se borne à rétablir l'état de fait tel qu'il existait avant la spoliation ; le jugement ne fait rien préjuger non seulement sur le droit de propriété, mais même sur le droit de possession. C'est ce qui paraît résulter tout d'abord d'un passage de Beaumanoir qui rapporte un procès au cours duquel à la suite d'une instance en réintégrande est entée une seconde contestation semblant avoir pour but de faire décider à qui appartient la possession d'an et jour, la saisine (78).

La réintégrande qui ne donne pas la possession ne procure même pas la jouissance intérimaire pendant le procès

(74) C. I et X de rest. spoliat. V. Le Brun de la Rochette loc. cit. et la jurisprudence précitée.

(75) Livre des Droits et Commandements d'office de Justice. Edit. Beaumonts Beaupré t. I, p. 163. Beaumanoir XXX II 15, Gibert Corpus Juris. Can. de Contract. tit. I, sect. 7.

(76) Beaumanoir ch. XXXII § 25. Mais ce point n'est pas considéré comme établi par cet auteur. V. Glasson p. 299.

(77) *Op. cit.* liv. I, ch. 17, en outre les autorités citées ci-dessus Chabrol, Faber, Rebuffe, Gregorius, etc... V. de Parieu p. 135, Douard p. 81 et Champeaux p. 477.

(78) *Op. cit.* XXXII, § 23, 24, V. de Parieu p. 114.

possessoire ou pétitoire qui suit. Elle ne donne que les « couz et dépens ». C'est ce que nous disent les Et. de Saint-Louis « Cil qui perdra la querele rendra à l'autre ses couz » par droit qu'il aura mis ou plais » (79). Il est nécessaire en outre de donner caution de la restitution des fruits (80) et du paiement des dommages-et-intérêts.

Enfin, elle ne s'exerce pas contre les tiers-détenteurs, de même que l'interdit unde vi ; le droit canonique n'a fait que l'admettre contre les tiers de mauvaise foi.

Tels sont les caractères essentiels de la réintégrande qui se sont perpétués dans le droit français actuel.

(79) Ch. XXXX, XCVI Livre I.

(80) V. Champeaux p. 479.

DEUXIEME PARTIE

Nature de la réintégrande.

La réintégrande qui est donnée au détenteur contre l'auteur seulement de la voie de fait, et qui n'a pour effet qu'un rétablissement provisoire, s'oppose à la complainte qui, tendant à faire reconnaître la possession annale et à la protéger contre les troubles des tiers quels qu'ils soient, exige une possession à titre de propriétaire, publique, paisible, non équivoque, continue et non interrompue.

La complainte est l'action possessoire par excellence, car elle est fondée sur la possession annale et tend à la reconnaissance de cette possession qui en est la cause, à la différence de la réintégrande pour laquelle la détention n'est que l'occasion de l'action (1).

La réintégrande qui est citée parmi les actions possessoires n'a donc de possessoire que le nom (2).

Quelle est donc la nature de la réintégrande ?

Certaines observations vont permettre d'éclaircir la nature de la réintégrande.

On vient de voir quelle peut être exercée par un simple détenteur ; on sait d'autre part que la détention ne produit aucun effet juridique et qu'elle ne constitue donc pas l'exercice d'un droit sur une chose faisant l'objet de ce droit (3). Pour Toullier (4) notamment « c'est un principe reconnu,

(1) Aubry et Rau, *op. cit.* § 187, p. 225 n° 11.

(2) Bazenet p. 149 ; Aubry et Rau eod. loco Lecourt p. 244.

(3) Aubry et Rau II, p. 106.

(4) Droit Civil Français II, p. 126 et s. et 167 et s.

« un principe certain dans notre jurisprudence française
« que la simple possession ou détention qui n'a duré qu'un
« instant, qu'un jour, qu'un mois, en un mot moins d'une
« année, est un fait qui ne confère aucun droit au posses-
« seur ou détenteur de la chose, de quelque manière qu'il
« en ait acquis la possession ».

La réintégrande est donc accordée à une personne qui n'a aucun droit sur la chose, elle ne sanctionne donc pas un droit (5).

Cette observation fait ressortir un caractère particulier de la réintégrande qui la distingue de toutes les autres actions. En effet « l'action n'est autre chose que le droit
« lui-même, qui reste, pour ainsi dire, passif tant qu'il n'est
« pas contesté, mais qui se met en mouvement dès qu'il est
« méconnu ou violé » (6), et comme corollaire, pour pou-
voir intenter une action, il faut avoir un droit (7).

La réintégrande ne rentre donc pas dans la définition générale des actions.

Elle ne sanctionne donc pas un droit, mais il faut dire plus : elle ne sanctionne même pas l'usurpation de la détention. Elle n'est pas accordée pour la garantie et la conservation de la possession ou de la détention, mais pour la réparation du fait illicite et contraire à la paix publique dont s'est rendu coupable l'auteur d'une dépossession par voie de fait (8). Ainsi qu'on l'a vu, la détention n'est pas la cause mais seulement l'occasion de cette action (9).

Ce principe apparaît tout d'abord dans la règle qui per-

(5) Il n'y aura donc pas lieu d'examiner si le demandeur exerce un droit réel ou personnel. Milhaud p. 15 n° 8 s'en occupe à tort par conséquent.

(6) Garsonnet. *Traité de procédure* 2^e éd. t. I, p. 483.

(7) Garsonnet *op. cit.* p. 492.

(8) Civ. Rouen 17 juillet 1928, S. 28.2.169. Aubry et Rau II, § 189.

(9) V. p. 6.

met l'exercice de la réintégrante a raison d'une voie de fait commise contre la personne du détenteur et non contre le bien et également dans la règle qui l'interdit au contraire, contre l'ayant-cause à titre particulier du spoliateur alors même qu'il n'est en possession que depuis moins d'un an. C'est alors un simple détenteur luttant avec un détenteur dépouillé par la violence. Si ce dernier ne l'emporte pas, la seule raison qui puisse être invoquée c'est que la réintégrande est fondée exclusivement sur le fait illicite et non sur la détention (1).

Elle n'est donc pas une action possessoire, mais ne peut même pas être considérée comme détentoire (11), comme protégeant la détention (12).

Ce ne paraît pas être non plus une action en réparation comparable à celles fondées sur les dispositions des articles 1382 et 1383 du C. Civ. à raison d'une faute (13). En effet, l'action en réparation fondée sur ces articles suppose un droit lésé (14) ; or, en matière de réintégrande, il n'y a pas lésion d'un droit.

Ainsi apparaît le caractère tout particulier de la réintégrande qui paraît être un moyen pénal.

Ce caractère pénal est prouvé tout d'abord par son origine.

(10) Vilade, Les Actions possessoires. Thèse 1889, p. 398.

(11) Champeaux, p. 476, n. 153. Cujas par sa fameuse théorie de la *momentaria possessio* fit de la réintégrande une action détentoire protégeant la possession d'un moment. V. Douard, p. 99.

(12) Il sera donc inutile de savoir s'il y a eu possession ou même détention véritable. D'après cette théorie la réintégrande sera accordée à l'acte paisible et public. V. Douard, p. 158.

(13) V. à ce sujet Lecourt, p. 273.

(14) Un fait dommageable ne constitue un délit que sous la condition qu'il soit illicite, c'est-à-dire qu'il ait porté atteinte à un droit appartenant à autrui (Aubry et Rau, 5^e éd., t. VI, § 444, p. 339. Comp. Planiol, t. II, élém. dr. civ., 5^e éd., t. II, n. 863, p. 280, note ss. Cas. 24 janv. 1870, D. 70.1.77).

L'historique de la réintégrande a permis de voir qu'elle a très certainement pris sa racine dans l'interdit unde vi dont le caractère pénal est admis par la majorité des auteurs. Il est possible également de le vérifier dans la qualification de « meffès » que Beaumanoir et les juriconsultes de l'époque donnent à cette action. Au début de son chapitre XXX § 1 des Coutumes de Beauvoisis, Beaumanoir annonce qu'après avoir parlé de « plusieurs meffès et des cas de « crimes et d'autres et de la vengeance qui appartient à « chacun meffès « il va parler » d'autres manières de meffès « sur lesquels li rois a establi nouvelle voie de justicier et « nouvelle vengeance contre eix qui les font ». Les dessaisines sont encore admises au rang des violences et des crimes dans le très Ancien Coutumier de Normandie (15). De plus l'exercice de la réintégrande entraîne pour le défendeur qui succombe l'amende (16).

L'ordonnance d'avril 1667 maintient ce caractère répressif et pénal en l'exagérant même, car c'est le seul qui ressorte de ses termes et elle n'indique pas les différences qui la séparent de l'action en complainte. « Au reste, dit un auteur (17), la nouvelle dessaisine, qui donne occasion au « bref qu'autorise l'article 50 de la coutume, est une espèce « de crime ; c'est une espèce de vol sur la possession ; si « vrai qu'il serait permis d'intenter l'action par la voie extraordinaire et que suivant l'article VI du titre XVIII de « l'ordonnance de 1667, ceux qui succombent en la réintégrande « doivent être condamnés à l'amende ; c'est vrai- « semblablement parce que la nouvelle dessaisine est une

(15) Edit. Tardiff, ch. LIII, p. 43.

(16) Beaumanoir, ch. XXII, §§ 5-10-28, indique : « soixante sous pour hommes de poeste » et « soixante livres pour gentix hommes ».

(17) Flaust, Explication de la Coutume de Normandie, t. II, p. 14.

« espèce de crime, que la compétence en a été baillée au « bailli, dans l'article 3 de la coutume ».

Le caractère pénal résulte d'ailleurs directement de son fondement qui est la répression de la violence par la suppression du profit qui pourrait résulter de la voie de fait (18).

La réintégrante paraît donc être une action pénale.

Cette expression d'ailleurs n'est pas satisfaisante, car il serait nécessaire pour qu'elle fût exacte de prendre le mot action dans un autre sens que celui de « droit en mouvement » (19) puisque la réintégrante peut être accordée à une personne n'exerçant pas un droit. Il semblerait plus exact de l'appeler un moyen pénal, et d'entendre le mot dans le sens de moyen de procédure (20).

Le point de vue de M. Japiot (21) qui considère la réintégrante comme une « mesure policière ou procédurale » paraît donc répondre à une observation exacte de sa nature. Parmi les arguments qu'il propose, le plus intéressant paraît être le rapprochement qu'il fait de la mesure ordonnée sur la réintégrante et des mesures ordonnées en référé : dans les deux cas en effet il s'agit d'une décision provisoire (22). Ce rapprochement est d'autant plus intéres-

(18) V. Warnkenig, p. 310, cité par Champeaux, p. 310, Bourbeau, p. 48, et Douard, p. 79, et en sens contraire Lecourt, p. 254, qui considère comme une action en réparation par restitution du bien. Mais il estime que si la restitution du bien se trouve impossible, la victime peut obtenir des dommages-intérêts non par la réintégrante mais en vertu de l'article 1382 C. Civ., p. 254. Ces conclusions paraissent contradictoires. L'obligation de fournir caution de la restitution des fruits et du paiement des dommages-intérêts marque bien pour les auteurs le caractère pénal de la réintégrante. Bruns, p. 244 ; Rosshirt, p. 513 ; Boucart, p. 144, cités par Champeaux, p. 479, n. 156.

(19) Suivant la définition de Glasson, *op. cit.*

(20) A ce sujet il est intéressant de rappeler que les jurisconsultes de l'ancien droit parlaient de la « réintégrante » sans lui adjoindre de qualificatif ou celui de « remède de réintégrante ».

(21) Développée dans une note ss. Trib. Rouen, 17 juillet 1928, S. 28.2.169.

(22) Note précitée, p. 170, 2^e col.

sant que la jurisprudence présente des cas de réintégration exercés par voie de référé (23).

Ce point de vue de M. Japiot a déjà été discuté longuement, mais sans argument saillant (24), il n'est d'ailleurs pas nouveau (24 bis).

Il est possible d'ailleurs d'invoquer à l'appui de cette opinion des motifs d'arrêts ainsi conçus :

« Attendu que cette action ne peut être écartée sous le pré-
« texte que la voie de fait n'aurait été que la suite d'une pré-
« cédente voie de fait que le demandeur aurait lui-même com-
« mise », (Cass. 5 août 1845, S. 46.1.51 ; Cass. 15 juin 1898, S. 98.1.460).

La réintégration doit donc être considérée bien plus comme une action publique, comme une mesure de police nécessaire au maintien de la paix publique, que comme une action possessoire (25).

Le caractère pénal explique d'ailleurs bien le caractère personnel qui lui est ordinairement attribué (26). La réintégration n'est pas admise contre tout tiers-détenteur comme la complainte qui a le caractère d'action réelle. En effet, toute peine est personnelle. Toutefois, si le tiers est de mauvaise foi, s'il se trouve complice de la spoliation, la réintégration pourra être exercée contre lui.

Cependant, la réintégration ne peut être séparée des actions possessoires et s'y rattache par un point.

(23) Ordonnance de référé du Président du Trib. de Niort, 10 fév. 1909, D. 1911.1.109, confirmée par Poitiers, 27 déc. 1909, réintégrant les fidèles d'une paroisse dans la jouissance d'une Eglise et des objets du culte la garnissant pour la pratique de leur religion.

(24) V. Lecourt, Traité de l'action en réintégration, Thèse Caen 1931.

(24 bis) V. Douard, thèse 1899, *op. cit.*, p. 169.

(25) Chaque occasion de préciser ce caractère sera dans la suite relevée. D'autre part, sous le bénéfice des observations qui précèdent, il sera parlé dorénavant de l'« action en réintégration » puisque le « remède de réintégration » est appelé couramment ainsi.

(26) Bourbeau, p. 508 ; Bélimé, n. 386 ; Aubry et Rau, *op. cit.*, § 189 ; Baze-net, p. 128 ; Contra, Garsonnet, 2^e éd., t. I, § 369, p. 635

La complainte est une action possessoire à deux points de vue : Tout d'abord, elle est basée sur la possession an- nale et tend à faire reconnaître cette possession ; en second lieu, elle protège cette possession contre le trouble, c'est-à- dire contre tout fait impliquant de la part d'un tiers une prétention contraire aux actes de jouissance constituant cette possession.

Lorsque l'on considère que la réintégrande n'est pas une action possessoire, c'est en se plaçant au premier point de vue ; mais en envisageant la question du second point de vue, l'on doit admettre que la réintégrande a un caractère possessoire, car elle protège celui qui exerce des actes de jouissance contre tout fait impliquant une prétention con- traire. Ainsi qu'il sera exposé par la suite, la réintégrande en effet ne protège pas contre les simples voies de fait n'im- pliquant pas l'exercice d'une prétention contraire à celle du demandeur.

L'affinité de ces deux actions est donc indéniable et par suite les règles relatives aux actions possessoires doivent s'appliquer à la réintégrande lorsqu'elles ne sont pas con- traires aux principes de cette dernière action (Rép. D. V° Act. Poss. N. 130).

Ainsi, la réintégrande apparaît comme une action de même nature que l'interdit unde vi, ne sanctionnant pas un droit, à caractère pénal et par voie de conséquence per- sonnel (27), ayant toutefois un caractère possessoire partiel.

Mais il est impossible de considérer la réintégrande comme un diminutif de la complainte ainsi que le déclai-

(27) C'est donc avec juste raison que M. Japiot, note précitée, S. 28.2.169, se demande s'il y a lieu de classer dans les actions personnelles la réinté- grande, puisque ce n'est pas une véritable action et que son caractère personnel n'est avant tout qu'une conséquence de son caractère pénal.

rent certains arrêts (V. notamment Cass. 18 nov. 1874, S. 74.1.217). La réintégrande déborde le cadre de la complainte et l'on peut dire au contraire que dans toute complainte fondée sur un fait pouvant donner lieu à réintégration est implicitement compris l'exercice de cette réintégrande, et qu'alors la complainte vient seulement se greffer sur la réintégrande pour permettre au demandeur de faire reconnaître sa possession annale.

Après cet exposé général, il est possible de tenter de définir la réintégrande. La définition admise par la majorité des auteurs est celle d'Aubry et Rau (28).

C'est « l'action au moyen de laquelle celui qui a été dé-
« possédé par violence ou voie de fait d'un immeuble ou
« de la jouissance d'un droit réel immobilier, susceptible
« d'action possessoire, demande à être réintégré dans sa
« détention ou dans sa jouissance en vertu de la maxime
« *spoliatus ante omnia restituendus* ».

Mais cette définition ne paraît pas faire ressortir les principes de cette action qui sont :

Rétablissement provisoire :

1° d'un état de fait ;

2° sans examen du droit.

Aussi paraîtrait préférable une formule plus générale telle que celle-ci : la réintégrande est un moyen tendant à faire rétablir provisoirement un état de choses qui par voies de fait a été anéanti ou modifié arbitrairement au détriment d'une personne exerçant paisiblement sur un immeuble des actes de jouissance (29).

(28) *Op. cit.*, § 189, 5^e éd., p. 247. Raviart, 3^e éd., n. 59, p. 46. V. en outre Boucart, p. 102-106.

(29) Cf. Aubry et Rau, § 184, p. 179. Douard, p. 1.

Il convient maintenant d'étudier en détail les règles qui ont été exposées succinctement.

Seront examinées en premier lieu les conditions de recevabilité de la réintégrande en ce qui concerne le demandeur.

Sous ce titre l'on verra qu'est nécessaire une détention actuelle et matérielle ayant un caractère paisible et public.

L'énumération des personnes susceptibles de remplir ces conditions comprendra notamment les détenteurs précaires, les concessionnaires, les détenteurs en vertu d'une tolérance et les bénéficiaires de servitudes.

Ensuite sera indiquée la nature des biens pouvant faire l'objet de la réintégrande, et le délai d'exercice de l'action.

Seront examinées en second lieu les conditions de recevabilité du point de vue du défendeur.

Sous ce titre seront considérées les difficultés pouvant surgir par suite de l'exercice de la réintégrande notamment contre les mandataires et l'administration et contre une personne liée par une convention avec le demandeur.

En troisième lieu seront examinés les faits qui y donnent lieu : violence et dépossession avec une énumération des principaux cas jurisprudentiels.

Enfin, le dernier chapitre visera la compétence en cette matière et la procédure.

Le titre réservé à la procédure englobera notamment les questions relatives au cumul de la réintégrande et de la complainte, au contenu du jugement en ce qui concerne les destructions de travaux, dommages-intérêts et autres accessoires au cumul du possessoire et du pétitoire en cette matière et à l'autorité de la chose jugée.

CHAPITRE PREMIER

Conditions de recevabilité en la personne du demandeur.

SECTION I

DÉTENTION ACTUELLE ET MATÉRIELLE PAISIBLE ET PUBLIQUE.

La réintégrande n'exige de la part du demandeur qu'une possession de pur fait. Les décisions de jurisprudence insistent sur ce point pour opposer la réintégrande à la complainte qui, elle, exige une possession civile, c'est-à-dire remplissant les conditions prévues par l'article 2.229 C. Civ. pour l'usucapion.

Les formules employées sont d'ailleurs très diverses. Certaines décisions envisagent une « détention matérielle » (1), ou une « jouissance matérielle » (2), d'autres une « détention naturelle » (3). Mais les décisions les plus récentes formulent le principe par l'expression « détention matérielle et actuelle ».

« Attendu qu'en matière de réintégrande, il suffit au demandeur de prouver qu'il avait la possession de pur fait, c'est-à-dire la détention naturelle et simplement matérielle de la chose au moment où la violence ou voie de fait a été commise », (Cass. 19 août 1839 précité).

« Attendu que la simple détention, c'est-à-dire la possession matérielle et actuelle suffit... pour autoriser la réintégrande », (Cass. 14 février 1912, D. 13.1.176 ; S. 12.1.132).

(1) Cass. 4 mai 1868. D. 68.1.332. 27 fév. 1878. D. 78.1.277. S. 78.1.216.

(2) Cass. 28 déc. 1826. S. ch.

(3) Cass. 19 août 1839. S. 39.1.641. 28 déc. 1826. S. ch.

« Attendu que le jugement attaqué constate que G... avait « la détention matérielle et actuelle ». (Cass. 11 mars 1925, D. 27.1.32).

« Attendu que pour exercer l'action en réintégrande le demandeur doit justifier d'une possession matérielle et actuelle « au moment où il a été dépossédé ». (Cass. 28 juill. 1925, D. H. 25.553).

Tels sont donc les deux caractères de la détention protégée par la réintégrande qu'il y a lieu d'examiner.

DÉTENTION ACTUELLE.

Par détention actuelle, il faut entendre la détention de pur fait au moment même de la violence (V. Cass. 19 août 1839 précité). En conséquence, aucune condition de durée n'est exigée, et la simple détention de quelques instants suffira si elle est exercée.

« Attendu que le jugement attaqué ne relève aucuns faits « desquels il résulterait que la possession de M... ait été entachée de violence ou de clandestinité ; qu'il importe peu qu'elle « n'ait précédé de quelques jours, ou même d'un jour seulement, l'acte violent de dépossession commis par B... ». (Cass. 27 fév. 1878 précité. Adde 23 nov. 1846, Arch. V^o Réintégrande, n^o 14).

La recevabilité de la réintégrande n'exige donc pas une possession annale (4), comme la complainte. Cela se comprend fort bien car la complainte protège une possession pouvant conduire à la prescription et par conséquent fondée sur une présomption de propriété ; au contraire la réintégrande ne protège pas un droit, mais l'ordre public.

Toute personne doit donc pouvoir se faire protéger au moyen d'une preuve très simple à faire.

(4) Voir l'exposé historique qui précède.

« Que cette action doit être exceptée de la disposition générale de l'article 23 du Code de Procédure qui exige la possession paisible depuis une année pour que les actions possessoires soient recevables ». (Civ. 23 nov. 1846, D. 47.1.333 ; Adde, Req. 31 janvier 1871, S. 71.1.7 ; Req. 14 mars 1876, D. 78.1.68 ; Req. 1^{er} mars 1932, G. P. 32.1.790.

Ainsi la jurisprudence présente comme une exception à la règle de l'annalité le principe que la réintégrande est recevable de la part du détenteur actuel. Cette formule s'explique par l'existence de l'article 23 C. Pr. Civ. et par l'appellation « action possessoire » qui est donnée à la réintégrande, mais elle est inexacte. Tout d'abord en effet la réintégrande n'est pas une action possessoire. En second lieu, historiquement, la nécessité du délai d'an et jour exigé pour la complainte est apparue alors que la réintégrande avait ses règles spéciales et il faudrait plutôt considérer que l'annalité de la possession est une condition supplémentaire car ainsi qu'on l'a vu, dans le domaine de la dépossession par voie de fait, on devrait considérer qu'il y a toujours exercice de la réintégrande, et que la complainte peut y être jointe à charge de prouver la possession annale (5).

DÉTENTION MATÉRIELLE.

Par « détention matérielle » il faut entendre la possibilité de disposer physiquement de la chose.

La jurisprudence a ainsi décidé que le simple pacage de bestiaux et la plantation de quelques arbres sur un terrain

(5) La condition de la possession annale est écrite dans l'art. 23 C. Pr. Civ. pour la première fois dans un texte législatif. La règle de l'ancien droit était la suivante : si on laisse passer une année on perd la possession, l'action est annale. Mais cette règle signifie aussi que pour exercer la complainte il faut la possession d'an et jour. Les auteurs du C. Pr. Civ. en voulant rendre plus claire la règle de l'ancien droit n'ont fait que jeter la confusion.

constituaient une détention suffisante (6). Par contre « le
 « seul fait du passage des habitants sur un sentier est insuf-
 « fisant pour établir la possession par la commune de ce
 « sentier ; ...à une circulation continue des habitants doit
 « se joindre soit la preuve de la destination publique du
 « chemin, soit le fait d'actes réitérés de surveillance et de
 « voirie de l'autorité municipale » (Cass. 14 fév. 1928, G. P.
 28.2.52 ; S. 28.1.196). Et une plantation de bornes effectuée
 en vertu d'un jugement de bornage qui a été annulé sur
 appel est considérée comme une prise de possession insuf-
 fisante pour justifier l'exercice de la réintégrande au cas
 de déplacement des bornes (Civ. Bordeaux, 6 fév. 1895,
 G. P. T. Q. 1892.97. V° Act. Poss., n. 144).

Cette condition de « détention matérielle » n'exige pas
 néanmoins qu'au moment même de la dépossession le dé-
 teneur ait exercé un acte matériel d'appréhension sur la
 chose dont il a été dépouillé. Il est nécessaire d'accorder la
 réintégrande au détenteur d'une pièce de terre, si pendant
 son absence un tiers s'en est emparé et d'appliquer ainsi
 à la détention la règle que la possession se conserve par
 la seule intention (7). Mais il faut aller plus loin dans l'in-
 terprétation restrictive de la jurisprudence et il semble que
 l'on puisse tirer de la nature même de la réintégrande, qui
 n'est pas une action protégeant la détention que l'on pour-
 rait appeler détentoire, mais un moyen de répression des
 violences, deux conséquences importantes. La première est
 que la réintégrande pourrait être étrangère à toute idée de
 détention.

(6) Cass. 20 juillet 1880, D. 81.1.476. Mais l'exercice de l'action doit être li-
 mité à l'objet de l'occupation et le bénéfice ne peut en être étendu au
 terrain de la plantation si la détention n'était pas acquise au moment
 de la voie de fait. Trib. Toulouse, 10 Juil. 1909, G. Trib. 1909.2.29.

(7) V. Lecourt, p. 155.

Un fait matériel d'appréhension ne serait donc pas indispensable et la réintégrande serait recevable de la part d'une personne n'ayant qu'une détention ou à plus forte raison une possession fictive, tel l'héritier qui n'aurait jamais exercé un acte matériel sur un bien dont son auteur avait la détention, à la condition toutefois que le défendeur ne puisse prétendre lui-même à une détention fictive (8). En ce cas, ce serait le détenteur ayant exercé des actes matériels de jouissance avant le fait incriminé qui pourrait seul se pourvoir par voie de réintégrande (9). L'application du *remedium spoli* (10) et de la réintégrande (11) dans l'ancien droit justifie cette affirmation.

Il est donc inutile de savoir s'il y a eu détention véritable et la réintégrande paraît donc devoir être accordée au simple acte de jouissance, ce qui permet de l'étendre à des objets auxquels on ne pourrait appliquer l'idée de détention (12), et de l'accorder à des personnes étrangères à tout *animus possidendi* ou *detinendi*. Cette dernière conséquence, il faut le reconnaître toutefois, n'a pour se justifier que la base historique qu'ont pu lui trouver les auteurs, mais la jurisprudence moderne ne paraît pas avoir été saisie de cette question.

(8) L'arrêt du Parlement de Paris du 1^{er} mars 1554 précité (V. p. 25) paraît bien consacrer ce principe. D'autre part l'interdit *unde vi* était accordé à l'acquéreur lorsque celui-ci envoyé par le bailleur (son vendeur) pour prendre possession du bien ne pouvait y pénétrer à cause des obstacles que le fermier avait opposé à son entrée dans l'immeuble. L. 12 § 18 de vi.

(9) V. Cass. 25 oct. 1898, G. P. 98.2.717. Arrêté portant déclaration de vicinalité. Prise de possession fictive. Continuation de la détention. Actes de violence accomplis sur l'ordre du maire par les agents de la commune. Réintégrande ouverte au détenteur.

(10) V. Glasson, *op. cit.*, p. 288.

(11) Champeaux, p. 471, n. 151. Les termes de la constitution canonique sont en effet généraux : « *Redintegranda sunt omnia exspoliatis vel ejectis... in eo loco unde abscesserunt fuditus revocanda* ». Champeaux, *eod. loc.*

(12) Cf. Douard, p. 158.

Toutefois une décision est ainsi conçue :

« Attendu que ladite action n'est pas fondée, C... n'ayant « pas fait la preuve à laquelle il était tenu d'une détention par « lui ou ses auteurs ». (Paix Rouen, 5^e canton, 8 mars 1929) (13).

Une décision a été rendue dans les mêmes termes pour un créancier antichrésiste (Req. 16 mai 1820, Arch. II.3) (14). Une autre décision se reporte à un acte de partage pour constater la détention (Paix Poudensac, 17 juin 1902) (15). Toutefois, il serait inexact pour affirmer le contraire de faire état des décisions indiquant que la réintégrande est subordonnée à une détention actuelle et matérielle (16). En effet cette condition n'est indiquée par la jurisprudence que pour opposer la réintégrande à la complainte qui elle exige une possession civile, c'est-à-dire remplissant les conditions prévues par les articles 2.229 Civ. et 23 Pr. Civ.

La deuxième conséquence est que le demandeur pourra n'exercer la détention que par l'intermédiaire d'autrui, tel le bailleur ou le nu-propriétaire qui détiennent par le locataire ou l'usufruitier. Ainsi au cas où le fermier ou l'usufruitier n'exerce pas la réintégrande, le bailleur ou le nu-propriétaire pourra l'exercer (17). La jurisprudence n'a jamais eu l'occasion de l'affirmer, mais les décisions judiciaires montrent que ce cas s'est présenté aux tribunaux qui ont accordé la réintégrande à celui qui détenait par l'intermédiaire d'autrui. Un jugement de la Justice de Paix de Croiselles du 15 juillet 1844, confirmé par le Tribunal

(13) Inédit, cité par Lecourt, p. 154.

(14) Cf. Douard, p. 158.

(15) Déc. Just. Paix 1903-24 et Juris-Classeurs Pr. Civ., art 25, Applications.
V° Examen des titres.

(16) V. à ce sujet Lecourt, p. 76.

(17) En sens contraire, Lecourt, Thèse, p. 76-100 et 154, qui soutient que la réintégrande n'appartient qu'à celui qui est en contact direct et effectif avec la chose.

Civil d'Arras (Rapporté sous Req. 10 août 1847, D. 47.1.333) statue sur une réintégrande exercée par un détenteur dont la possession annale est contestée et non établie, qui avait affermé son terrain ; la recevabilité de la réintégrande de la part du bailleur ne fut pas discutée. Une autre décision (Req. 22 février 1888, G. P. 88.1.406), concerne une action en réintégrande exercée par un propriétaire qui avait la possession par ses fermiers et métayers et qui fut déclarée recevable.

Il est vrai que la question de droit n'était pas soulevée, mais ces décisions paraissent néanmoins appuyer le principe énoncé (18).

Il faut donc interpréter largement la formule jurisprudentielle « détention actuelle et matérielle ».

Au surplus, il est à noter que la réintégrande ne protégeant pas un droit, il n'y a lieu de tenir compte de l'utilité ou de la légitimité de la détention (19).

DU CARACTÈRE PAISIBLE ET PUBLIC DE LA DÉTENTION.

La réintégrande est donc accordée à celui qui a la détention actuelle et matérielle d'une chose. Mais cette détention doit être en outre « paisible et publique » ou encore « ni clandestine ni violente », suivant les formules employées par la jurisprudence.

« Attendu qu'elle (la réintégrande) ne suppose pas une possession caractérisée pour acquérir, mais la seule détention « paisible et publique de la chose dont on a été dépouillé par

(18) Au surplus, le droit romain accordait l'interdit unde vi à celui qui possédait par l'intermédiaire d'autrui. « Sive possidet civiliter et naturaliter... sive per se, vel per alium ». V. Garnier, p. 43, qui cite une observation de Vinnius augmentée par Schneidevin.

(19) Cass. 4 juin 1904. D. 04.1.475. S. 05.1.93. Adde. Cass. 25 mars 1857. D. 58.1.315. S. 58.1.453.

« force ». (Req. 25 mars 1857, D. 58.1.315. Civ. 16 déc. 1929, S. 30.1.100).

« Attendu que toute possession actuelle, même de pur fait, « peut donner lieu à l'action en réintégrande, à la seule condition qu'elle ne soit ni clandestine ni violente ». (Req. 18 nov. 1886, S. 89.1.100).

Il appartient d'ailleurs au Juge du fait d'apprécier souverainement si la détention est paisible et publique (Civ. 12 juin 1899, Sol. imp. D. 99.1.379 et renvois).

DÉTENTION PAISIBLE.

On entend par détention paisible celle qui s'exerce sans violence.

Cette condition n'est qu'une conséquence du principe même de la réintégrande : la répression des violences. Ce serait violer ce principe que d'accorder le bénéfice de cette action à celui qui n'est en possession que grâce à des violences semblables à celles dont il demande réparation (20).

Cette violence devra être matérielle. Il ne suffirait pas qu'elle fût morale (21). Pour que la détention soit considérée comme viciée par la violence, il faut que les actes incriminés soient nettement caractérisés et d'une gravité appréciable ; il faut notamment que le possesseur ait éprouvé, pour ^{jouir} du bien, une résistance certaine et sérieuse de la part d'autrui.

« Attendu que par suite de la résistance opposée par Ph... « les consorts Ch... n'ont jamais eu la possession paisible de « la conduite d'eau dont il demandaient la réintégrande », (Cass. 20 février 1893, D. 93.1.376).

(20) Cette condition était d'ailleurs exigée dans notre ancien droit. V. Lebrun de la Rochette, *op. cit.*, I, p. 405, et Formules pour l'exécution de l'ordonnance de 1667 — à la formule d'exploit en réintégrande citée ci-dessus, p. 27-28.

(21) Appleton, Thèse, p. 372. Une violence morale suffirait au contraire à faire considérer la possession comme violente en matière de complainte. V. Bazenet, p. 48.

Le vice de violence ne pourra donc résulter de simples réclamations (Cass. 17 nov. 1891. D. 92.1.424. S. 92.1.64), même si elles avaient lieu par actes extra-judiciaires (Cass. 15 juin 1898. S. 98.1.460. D. 98.1.379), n'ayant en aucune façon fait perdre la détention matérielle du bien au possesseur (22).

La violence ne doit d'ailleurs être prise en considération que si la résistance qui la cause provient du défendeur. Elle serait sans importance si elle était le fait d'un tiers. C'est ce que l'on exprime en disant que le vice de violence est relatif et non absolu.

« Attendu que le jugement établit clairement que la possession dans l'espèce a même été paisible, en constatant des faits « de dépaissance et des plantations d'arbres qui ont eu lieu... « sans contradiction de la commune ». (Cass. 20 juil. 1880, D. 81.1.476, S. 82.1.215).

Toutefois, ce caractère paisible ne doit exister qu'au moment de la spoliation (23) ; c'est là d'ailleurs une conséquence du principe qu'il suffit pour exercer la réintégrande d'avoir une détention actuelle. La détention peut donc avoir été acquise par violence pourvu qu'au moment de la voie de fait elle soit paisible ; en effet, aux termes de l'art. 2.333 C. Civ. la possession acquise par violence devient utile, c'est-à-dire paisible dès que la violence a cessé (24).

(22) Une action en justice intentée immédiatement après la violence n'empêcherait pas la détention de devenir paisible et de fonder une action en réintégrande au cas où le détenteur serait victime d'une spoliation. Baze-net, p. 162, paraît toutefois dire le contraire.

(23) Cass. 16 déc. 1929. S. 30.1.100. Par suite la question de continuation de la possession sans violence, qui est étudiée en matière de complainte et de prescription est sans intérêt ici.

(24) Le droit romain au temps de Justinien ne subordonnait pas l'exercice de l'interdit unde vi à la condition de la possession « nec vi »... parce que la possession acquise par violence infectait perpétuellement la possession à la différence du droit français.

« Attendu que le Tribunal a rejeté la demande possessoire « de B... en se fondant... sur ce que ladite possession n'avait « pas été paisible en raison de la voie de fait de son origine « et des réclamations réitérées de la commune... Mais attendu « que la voie de fait alléguée comme marquant l'origine de la « possession de B... n'avait été que momentanée et avait été « consommée d'après les constatations même du jugement, onze « mois au moins avant le trouble ». (Cass. 17 nov. 1891 précité).

Mais la question d'appréciation du caractère paisible de la détention originairement violente se complique par suite de la légitimité de l'emploi de la force contre la voie de fait illicite (25). Il a toujours été admis que l'on pouvait ressaisir immédiatement par force ce qui vous a été ravi par violence, en un mot tant que dure la lutte.

Quelle doit être la durée de ce laps de temps pendant lequel la légitime défense peut être exercée ?

Une réponse précise ne peut être donnée : la détention sera paisible lorsque l'intervalle entre les deux violences ne pourra faire considérer la seconde comme un acte de légitime défense (26). Ce sera d'ailleurs au juge du fait d'apprécier souverainement cette circonstance d'après les faits de la cause (Cass. 12 juin 1899. D. 99.1.379 et les références citées sous cet arrêt). Cette conséquence peut sembler injuste puisqu'elle protège un détenteur violent, mais elle est conforme au fondement de la réintégrande : il est permis de défendre son bien, mais quand la lutte a cessé, l'ordre public, que protège la réintégrande, exige que les violences ne renaissent pas à l'occasion du même bien.

La vérité d'ailleurs est qu'en matière de réintégrande la question de « détention paisible » est plutôt celle de savoir s'il y a effectivement détention. Si la lutte continue, c'est

(25) Sur ce point, v. p. 7.

(26) V. p. 7 et s. et Lecourt, p. 35.

que la détention n'est pas certaine. Dès que la lutte cesse, c'est que l'un des deux adversaires a triomphé et s'est mis en possession. A partir de ce moment, il n'y a plus lieu de savoir si sa possession est paisible (27).

DÉTENTION PUBLIQUE.

« La possession est clandestine, ou en d'autres termes, « non publique, lorsque les actes par lesquels elle a été « appréhendée et continuée n'étaient pas de nature à être « connus du public, et particulièrement de ceux contre lesquels on veut s'en prévaloir » (28). La jurisprudence paraît exiger pour la réintégrande cette condition à laquelle est subordonnée la recevabilité de la complainte ; mais l'exigence de cette condition paraît anormale en cette matière.

Le droit romain en effet accordait l'interdit unde vi sans exiger que la possession ait un caractère public, pas plus qu'un caractère paisible « nec vi, nec clam » suivant la formule. Des auteurs anciens enseignaient les mêmes principes en ce qui concerne la réintégrande, tel Papon (29), qui indique que le vice de clandestinité n'est pas opposable au demandeur en réintégrande. La lecture des formules pour l'exécution de l'ordonnance de 1667 (v. p. 38) permet de

(27) Il n'y a donc pas lieu, comme en matière de complainte, de considérer si la détention n'a pu être conservée que par des voies de fait souvent répétées. Admettant même en matière de réintégrande que le caractère paisible de la détention est nécessaire, ce caractère ne serait pas soumis aux mêmes règles qu'en matière de complainte.

(28) Aubry et Rau, t. II, § 180, p. 96.

(29) 11° notaire Liv. VIII de l'interdit unde vi « Pour la fin de cette matière sera noté que si en toutes actions possessoires, n'est reçu fait ni exception qui seront trouvés de haute disquisition et de longue connaissance, certes en cet interdit de réintégrande n'en est reçu point du tout et doit être déniée au spoliateur toute audience jusqu'à ce qu'il aura réintégré le spolié. Ne vaudra contre ce opposer par le défendeur au demandeur : tu jouissais par force, tu t'étais clandestinement saisi, tu tenais de moi à titre précaire ce dont je t'ai déchassé ».

se rendre compte que le caractère public de la possession était exigé pour la plainte, alors qu'il n'y est pas fait allusion pour la réintégrande.

D'ailleurs un examen attentif des décisions fait voir que la Cour de Cassation n'a jamais jugé qu'une possession clandestine fût inefficace. Les considérants seuls de ses arrêts semblent exiger cette condition de publicité (30), et un certain nombre d'arrêts ne font pas la moindre allusion à cette condition (Cass. 19 août 1839, S. 1839.1.641 ; Req. 21 mai 1928, G. P. 28.2.365).

Il paraît donc nécessaire d'admettre que cette condition est superflue : si donc mon voisin creuse des caves sous ma maison et que, m'en apercevant, je les comble de ma propre autorité, mon voisin sera fondé à agir en réintégrande (31).

L'exigence d'une détention publique serait d'ailleurs d'autant plus extraordinaire que la réintégrande suppose simplement une détention actuelle : une détention d'un jour serait difficilement publique et pourtant elle suffit en principe.

La différence qui se révèle ainsi avec la plainte s'explique d'ailleurs aisément. En matière de plainte, le possesseur clandestin n'a pas l'*animus domini* puisqu'au lieu d'affirmer son droit il se cache pour l'exercer (32) ; mais en matière de réintégrande, le demandeur n'a pas à avoir l'*animus domini*, la publicité de sa détention est donc indifférente.

(30) Cf. 8 juil. 1845. S. 46.1.49 ; 6 juin 1866. S. 67.1.258. Appleton, Thèse, p. 372.

(31) Appleton, *loc. cit.* Bourbeau, p. 572, formule la même opinion. V. également notes du Dalloz sous Req. 10 août 1847, D. 47.1.333 et Req. 4 mai 1868, D. 68.1.332 qui critiquent ces arrêts en ce qu'ils exigent une possession paisible et publique, et Wodon, t. I, p. 163, n. 124, 2^e édit. V. cependant Aubry et Rau, § 189 texte et note 6.

(32) Garsonnet, § 136, p. 585.

Aussi, le caractère clandestin paraît avoir de l'importance non pas comme viciant la détention, mais comme rendant la preuve de la détention difficile.

Ainsi, une action en réintégrande ne fut pas admise dans un cas où le demandeur avait « coupé et laissé sur place quatre jeunes sapins aux quatre angles de la forêt litigieuse. » (Cass. 12 juin 1899, D. 99.1.379 ; S. 1900.1.78). La demande paraît donc avoir été rejetée parce que la preuve de la détention n'était pas faite.

Le principe de la réintégrande justifie d'ailleurs cette solution. La réintégrande ne protège pas un droit ; elle prévient et réprime les violences ; il n'y a aucune raison pour que les violences contre une possession clandestine ne soient pas réprimées.

En résumé, la jurisprudence exige que la détention soit paisible et publique, mais les règles relatives à ces deux conditions en matière de complainte ne paraissent pas devoir s'appliquer à la réintégrande. Et il faut comprendre les diverses décisions quand elles énoncent que la détention doit être paisible en ce sens qu'elle doit être certaine (33).

Il est intéressant de noter à l'appui de ce point de vue que M. Japiot dans un article récent (Rev. trim. dr. civ. 1928, p. 993) relève que l'arrêt Req. 21 mai 1928 ne fait pas allusion au caractère paisible et public de la détention et déclare : « On peut le noter en tant que manifestation d'une « tendance pouvant fort bien exister à l'état plus ou moins « latent. L'arrêt place au premier plan la violence commise « et ne montre aucune préoccupation expresse des conditions à remplir par le détenteur. C'est peut-être une manifestation de la souplesse de la réintégrande jurispru-

(33) Wodon, *op. cit.*, p. 170, n. 130.

dentielle qui pourrait s'adapter plus ou moins aux circonstances. Le juge n'exigera jamais plus qu'une détention paisible et publique, mais il est possible que plus la violence sera caractérisée du côté du défendeur, moins le juge se montrera regardant en ce qui concerne les caractères bien nets de la détention paisible et publique du côté du demandeur ».

Ainsi, la réintégrande suppose une détention actuelle matérielle paisible et publique, mais l'exposé qui précède a tendu à montrer que la jurisprudence ne devrait pas être présentée sous une forme rigide et ferme, mais qu'au contraire elle montre une grande souplesse dans ses applications.

SECTION II

ENUMÉRATION DES PERSONNES RECEVABLES

A EXERCER LA RÉINTÉGRANDE.

La réintégrande n'exigeant qu'une simple détention est accordée même à ceux qui n'ont pas « l'animum domini », c'est-à-dire qui ne possèdent pas à titre de propriétaire.

Les détenteurs précaires qui reconnaissent le droit d'autrui sont donc admis à la former. C'est là le point le plus caractéristique de la jurisprudence en cette matière.

On désigne sous la qualification de détenteurs précaires trois catégories de personnes :

1° les détenteurs précaires proprement dits qui ne détiennent qu'avec la permission et pour le compte d'autrui.

2° les concessionnaires de droits révocables sur le domaine public.

3° ceux dont la possession n'est que le résultat de la tolérance d'un tiers (34).

(34) Bazenet, p. 163.

DES DÉTENTEURS PRÉCAIRES.

La détention précaire consiste à exercer des actes de jouissance sur une chose avec la permission et pour le compte de son propriétaire (35). Sont détenteurs précaires les locataires, fermiers, antichrésistes, dépositaires, usufruitiers, emphytéotes, séquestres, mandataires conventionnels ou légaux, etc...

De ces cas de détention, le plus important est celui du locataire ou fermier. Dès le début du siècle dernier, la Cour de Cassation avait jugé que la réintégrande peut être intentée par un tel détenteur. Elle ne faisait d'ailleurs que suivre l'opinion de nombreux commentateurs de l'ancien droit (36).

« ... Considérant... que toute demande en réintégrande peut « être formée par un fermier ou toute personne qui cultive ». (Cass. 10 nov. 1819, S. 1820.1.209, Arch. et Senly 113).

Depuis lors de nombreuses décisions ont confirmé cette jurisprudence (V. Req. 22 janv. 1878), et un arrêt assez récent décide : « Attendu... qu'un fermier, bien qu'il possède « pour le compte d'autrui et que son bail ne lui confère « qu'un droit personnel, peut exercer cette action possessoire (la réintégrande) » (Civ. 14 fév. 1912, D. 13.1.176 ; S. 12.1.132 (37). Dans toutes ses décisions antérieures, la jurisprudence n'a d'ailleurs jamais hésité à appliquer le principe énoncé. C'est ainsi qu'elle a accordé la réintégrande au créancier antichrésiste (Req. 16 mai 1820 Arch. 11.3). La

(35) Cf. Planiol et Ripert, t. III, n° 158 et art. 2.236 C. Civ.

(36) Jousse sur l'art. 2, t. XVIII de l'ord. de 1667, note 1 ; Serpillon sur le même article ; Mélenet, id. ; Lange, Praticien franç., ch. XXXIII, t. I, p. 575.

(37) Cet arrêt est inexact en sa formule « bien que son bail ne lui confère qu'un droit personnel », car la réintégrande n'est pas subordonnée à l'exercice d'un droit.

réintégrande compète également à l'usufruitier (Trib. Civ. Muret 23 déc. 1869. S. 70.2.87) qui est un détenteur précaire en ce qui concerne la nue propriété.

La jurisprudence accordait encore la réintégrande, avant la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, aux curés et desservants, en ce qui concernait les presbytères et leurs dépendances (Cass. 17 déc. 1884 S. 86.1.205).

Depuis la loi du 9 décembre 1905, ceux-ci, (qualifiés désormais de ministres du culte) peuvent encore occuper les anciens presbytères à titre gratuit lorsqu'ils sont laissés à leur disposition. En ce cas la circulaire du ministre de la justice du 3 février 1907 les qualifie d'« occupants sans titre juridique ». Mais rien ne s'oppose à ce qu'ils exercent le cas échéant la réintégrande. La réintégrande paraît en effet devoir s'accorder même aux personnes qui n'ont sur les immeubles qu'un droit de jouissance analogue à celui du locataire (38), sans constituer néanmoins une véritable détention précaire (39).

Ainsi les ministres du culte et les fidèles paraîtraient fondés à exercer la réintégrande au cas où le libre exercice du culte leur serait interdit dans les édifices culturels.

En effet aux termes de la loi du 2 janvier 1907 les édifices continueront jusqu'au décret ou à la loi de désaffectation visés par la loi du 9 décembre 1905 (art. 13) à être *laissés à la disposition* des fidèles et des ministres du culte pour la pratique de leur religion (art. 5).

Il est difficile de déterminer la nature du droit ainsi conféré, mais il n'est pas possible de considérer cette mise à la

(38) Feillard, Thèse Rennes 1900, p. 113.

(39) Cette affirmation se justifie par l'énoncé du principe formulé précédemment que la réintégrande peut être étrangère à toute idée de détention.

disposition des fidèles comme une simple tolérance (40). La Cour de Cassation dans deux arrêts des 5 et 6 février 1912 (D. 12.1.122) a reconnu cette « attribution de jouissance » au ministre du culte, sans lui donner d'autre qualification. Les fidèles ont également un droit personnel et distinct de leur curé à la jouissance des églises (V. note M. Bureau D. 1911.2.106, 2^e col.), et ils peuvent exercer ce droit soit séparément sans le concours du curé (Poitiers 27 déc. 1909 D. 11.2.108) soit collatéralement avec le curé (Civ. Angoulême 22 juin 1910, D. 11.2.117). La jurisprudence ne détermine pas le caractère de l'action susceptible de sanctionner cette « attribution de jouissance », mais au cas de dépossession violente, rien ne s'oppose à ce que la réintégrande soit exercée (41). D'ailleurs, diverses décisions ne sont que la consécration de la réintégrande en cette matière. Ainsi les juridictions civiles ont consacré le droit pour les fidèles de garantir la libre disposition de leurs églises contre les voies de fait d'un préfet ou d'un maire assurant l'effet d'un ordre de murer une galerie de cathédrale ou de supprimer une porte donnant, l'une ou l'autre, accès à une sacristie ou à un dépôt de matériel cultuel (42). Une ordonnance de référé rendue par Monsieur le Président du Tribunal de Niort à la date du 10 fév. 1909 (D. 11.1.109), confirmée par la Cour de Poitiers, est ainsi conçue :

(40) V. Bazenet, p. 389.

(41) La plainte au contraire ne serait pas recevable car il ne s'agirait pas là de protection d'un droit réel. Toutefois Milhaud, p. 134, n° 107 déclare « la loi de séparation ayant concédé aux fidèles l'usage des églises, ces fidèles ainsi que les ministres du culte seraient recevables à intenter l'action possessoire à toute personne qui les troublerait dans l'exercice de cet usage.

(42) Paris, 8 février 1912, cité au Rep. Dr. Fr. supplément. V° Edifices religieux, n. 95. V. également les décisions rapportées à ce mot.

« Disons que les demandeurs (fidèles) seront immédiatement « réintégrés dans la jouissance de l'Eglise d'Ardin et des objets « du culte la garnissant pour y pratiquer leur religion ».

DÉTENTEURS BÉNÉFICIAIRE D'UNE CONCESSION.

La seconde catégorie de détenteurs précaires comprend ceux qui ont obtenu une concession révocable sur le domaine public.

Il faut nettement distinguer la précarité dont les principaux cas viennent d'être énumérés, à qui s'applique plus particulièrement l'expression « détention précaire » en droit français, du « *precarium* » du droit romain qui survit encore de nos jours dans quelques situations. La précarité romaine était en effet un contrat conférant à une personne « la pleine jouissance du bien d'autrui en laissant au concédant une faculté de révocation » (43).

Le cas le plus fréquent dans lequel se retrouve le « *precarium* » romain est la concession de jouissance d'immeubles dépendant du domaine public. Ces concessions sont révocables et leurs bénéficiaires sont de véritables détenteurs précaires au sens romain du mot. Ils ne possèdent pas à proprement parler pour autrui, mais pour leur propre compte dans la limite de leur concession. Ces détenteurs précaires peuvent exercer la réintégration (44).

DÉTENTEURS BÉNÉFICIAIRE D'UNE TOLÉRANCE.

Enfin, la troisième catégorie de détenteurs précaires est constituée par ceux dont la possession n'est que le résultat

(43) Planiol et Ripert, t. III, n° 159.

(44) Civ. 25 juin 1889, D. 90.1.151. Ils peuvent d'ailleurs exercer la complainte. Toutefois les compagnies concessionnaires d'eaux sont en général des possesseurs précaires ne tirant de leurs contrats que des droits personnels et auxquels la complainte est refusée. Cass. 30 avril 1889, D. 89.1.373. 17 janv. 1898, D. 98.1.447. A ceux-ci la réintégration est néanmoins ouverte pour les raisons précédemment développées.

d'une pure tolérance de la part d'autrui ; la réintégrande leur est accordée également.

La jurisprudence a été assez longue à se fixer sur cette question. La réintégrande fut d'abord refusée (Civ. 11 juin 1828 S. chr), mais les motifs d'une décision postérieure (Req. 4 juin 1935, S. 35.413) (45), admettent la solution contraire. Plus récemment, la Cour suprême refusait la réintégrande au détenteur par tolérance (Req. 6 juin 1866. D. 67.1.119, S. 67.1.257) mais depuis lors la jurisprudence paraît s'être fixée pour la recevabilité.

« Attendu qu'il est établi et reconnu par la commune que « les époux G... ont planté sur le terrain des peupliers ; que « le juge ne peut se dispenser de reconnaître que ces faits « constituent une jouissance et par conséquent une possession « actuelle ; qu'il ne suffit pas que la commune prétende avoir « laissé par tolérance planter sur le terrain contesté ». (Req. 20 juil. 1880, S. 82.1.215. Adde, Civ. 27 fév. 1878, D. 78.1.277, S. 78.1.216 ; Cass. 17 nov. 1891, D. 92.1.424, S. 92.1.64).

La réintégrande serait d'ailleurs admise même contre l'auteur de la tolérance (Cass. 25 avril 1865. S. 66.1.223).

On objecte à cette doctrine qu'accorder la réintégrande à celui qui ne possède qu'en vertu d'actes de tolérance contre l'auteur de cette tolérance, c'est interdire en conséquence les relations de complaisance et de bon voisinage dont ils découlent, chacun pouvant craindre que sa tolérance ne crée un droit contre lui. Cette objection ne peut paraître exacte que si l'on oublie le fondement de la réintégrande. Action garantissant la paix publique par l'interdiction des voies de fait ; elle ne protège pas le droit. Dès lors qu'un état de fait se trouve établi, il ne faut pas que des violences soient

(45) Cité par Bioche, *Traité des Actions Possessoires*, n. 282, p. 91, qui approuve cette décision.

exercées pour le faire cesser ; si le détenteur se refuse à le faire cesser, il faut pour l'y contraindre recourir à justice.

DÉTENTEURS PRÉTENDANT A L'EXERCICE D'UNE SERVITUDE.

L'étude de cette troisième catégorie de détenteurs conduit naturellement à examiner l'exercice de la réintégrande en matière de servitudes. En effet, des actes identiques peuvent être accomplis à titre de tolérance ou constituer l'exercice d'une servitude, tels des faits de passage.

La jurisprudence accordant la réintégrande à celui qui exerce des actes de tolérance, on ne peut qu'admettre à plus forte raison la réintégrande de celui qui soutient en outre exercer un droit de servitude, prétention superflue en cette matière où le demandeur ne réclame pas la protection d'un droit. Il suffirait en conséquence de poser ce principe qui paraît consacré par la jurisprudence récente en matière de servitudes et par plusieurs auteurs, mais la jurisprudence ancienne pour refuser la réintégrande dans certains cas se livre à des distinctions nombreuses.

Il est donc nécessaire pour les besoins de la discussion d'examiner la question, telle qu'elle est envisagée par la jurisprudence et les auteurs qui l'approuvent, et de la discuter pour aboutir à l'exposé de la jurisprudence récente.

Auparavant, il peut être utile de rappeler la division des servitudes indiquée par les articles 688 et 689. Aux termes de ces textes, les servitudes sont continues ou discontinues, apparentes ou non apparentes. Les servitudes « continues » sont celles dont l'exercice ne consiste pas dans un fait actuel de l'homme et qui s'exercent ainsi par elles-mêmes, une fois que les choses se trouvent placées dans l'état que suppose la servitude (46). Telles sont les conduites d'eau, vues,

(46) Aubry et Rau, t. III, § 248.

égouts, etc... Les servitudes « discontinues » sont celles dont l'usage consiste dans des faits successifs, exercés par le propriétaire du fonds dominant sur le fonds servant. Tels sont les droits de passage, puisage, pacage et de lavage, d'abreuvement, d'évier et autres semblables. Les servitudes « apparentes » sont celles qui s'annoncent par des signes extérieurs (portes, fenêtres, aqueducs) etc... visibles pour le propriétaire du fonds servant. Les servitudes « non apparentes » sont celles dont l'existence ne se manifeste par aucun signe de cette nature, telle que la prohibition de bâtir ou d'élever une construction au delà d'une hauteur déterminée (47).

Certains auteurs (48) refusent la réintégration à celui qui prétend exercer une servitude. Les motifs de cette opinion sont divers.

En premier lieu, une servitude ne semble pas pouvoir être l'objet d'une détention réelle, effective, puisqu'il s'agit d'une chose incorporelle. De même pour qu'une dépossession violente puisse être accomplie, il faut qu'une détention effective ait existé et comme en fait il est impossible de posséder matériellement une servitude, il ne pourra jamais y avoir réellement dépossession (49).

Un deuxième argument consiste à dire qu'une servitude discontinue qui s'exerce sans titre est présumée se poursuivre à titre de tolérance, à titre précaire.

Par un troisième argument on fait remarquer que l'on ne peut considérer comme une voie de fait « l'œuvre quelconque pratiquée par le défendeur sur son propre terrain » (50).

(47) Aubry et Rau, *loc. cit.*

(48) Bourbeau, n. 387. Wodon, t. I, p. 143. Arch. et Senly. V° Réintégration, n. 17. Milhaud, p. 20.

(49) V. Raviart, n. 315, p. 198. Bazenet, p. 467.

(50) Cass. 5 mars 1828. Arch. et Senly. Adde. civ. 28 oct. 1885. D. 86.1.309.

Admettant ce raisonnement, il faut l'appliquer à toutes les servitudes. Si certains auteurs (51) admettent cette conséquence, d'autres la restreignent aux servitudes discontinues ou non apparentes (52). La jurisprudence ancienne commet la même inconséquence et refuse la réintégration en matière de servitudes discontinues ou non apparentes (53), mais elle l'accorde formellement en matière de servitudes continues et apparentes (54).

Cette première restriction aux principes généraux n'est pas la seule, et la jurisprudence, tout en proclamant le principe de l'irrecevabilité de la réintégration en matière de servitudes discontinues ou non apparentes admet divers palliatifs.

En premier lieu l'existence d'un titre en faisant cesser la caractère de précarité permet l'exercice de cette action (Req. 9 juil. 1918. S. 20.1.115 et les renvois). Même en l'absence de titre il pourrait y avoir lieu à réintégration, si la demande avait pour seul but de faire remettre en état des ouvrages détruits sur le fonds dominant et qui servaient à l'exercice de la servitude ; la destruction de ces travaux constitue alors la dépossession ou expulsion violente, car la détention s'applique dans ce cas aux signes matériels de la servitude, sinon à la servitude elle-même (55).

(51) Arch. et Senly, Bourbeau, Wodon, *loc. cit.* Appleton, p. 401.

(52) Raviart, *loc. cit.*

(53) Cass. 5 mars 1928 précité. Req. 7 juil. 1852. D. 52.1.167. Arch. et Senly, II.127 ; Req. 29 mars 1882, Arch. II ; 491. Aux termes de ce dernier arrêt la fabrique d'une église a même l'action possessoire pour obtenir la remise en possession d'une servitude acquise au presbytère. Spécialement elle a le droit de conclure au rétablissement des lieux dans leur état primitif et à des dommages-et-intérêts contre le maire d'une commune qui s'est permis d'enlever violemment les volets d'une fenêtre du presbytère, de faire désceller et arracher les serrures et de murer ladite fenêtre de manière à faire disparaître un droit de vue.

(54) Req. 26 juil. 1882, D. 83.1.348. V. Zeglicky, *Revue critique* 1894, p. 179.

(55) Raviart, n° 316.

Ainsi, il a été jugé que la dépossession violente d'un pont qui facilitait l'exercice d'un droit de passage pouvait donner ouverture à la réintégrande, malgré l'absence de titre, le litige pouvant être réputé porter exclusivement sur la possession de l'ouvrage (Req. 17 juil. 1837 S. 38.1.73). La destruction d'une porte ou d'une barrière, signe apparent d'une servitude de passage, pourrait également donner lieu à réintégrande, à la condition que le demandeur ait soin de conclure au rétablissement de la porte ou de la barrière considérée isolément et non à sa réintégration dans la possession du droit de passage dont elle constituait le signe apparent (Arg. Req. 12 déc. 1853 D. 54.1.346, v. Bazenot p. 469 et 470).

Mais la jurisprudence ajoute une condition : il faut que l'ouvrage dont le rétablissement est demandé puisse être considéré abstraction faite de la servitude de passage, tel un pont. Au contraire la réintégrande ne serait pas admise s'il était absolument impossible de distinguer les ouvrages de la servitude elle-même, par exemple s'ils consistaient dans la construction et l'empierrement d'un chemin sur lequel s'exerçait une servitude de passage (Req. 9 juil. 1918 précité et la note).

Une restriction également importante est celle qui fait admettre la réintégrande au cas où l'objet du litige porterait sur la possession du sol ou d'un chemin plutôt que sur le droit de servitude lui-même. Ainsi, en presumant que les chemins et sentiers d'exploitation sont la propriété des riverains et en affectant ces chemins à leur usage commun, l'art. 33 de la loi du 20 août 1881 crée par cela même aux intéressés un titre légal pour réclamer le passage et on ne

saurait leur objecter qu'ils exercent une servitude discontinue (56).

Telle est la conception de la jurisprudence dont le principe est le refus de la réintégration au titulaire d'une servitude discontinue ou non apparente. Il convient maintenant d'examiner les critiques qui peuvent être faites à cette théorie en prenant tout d'abord le contre-pied des arguments exposés au début à l'appui de cette théorie et en relevant ensuite les contradictions de la jurisprudence.

Le premier argument était l'impossibilité d'avoir la détention matérielle d'une servitude. Ce point de vue est discutable, et la solution contraire paraît admissible. Les servitudes discontinues sont en effet susceptibles d'une possession continue : il suffit pour cela de les exercer aussi souvent que le ferait un propriétaire (57). La détention de la servitude consistera donc à exercer des actes de jouissance en nombre suffisant, sans que la continuité soit d'ailleurs exigée, cette condition étant étrangère à la réintégration. Au surplus, il est à remarquer que cette action suivant une théorie ne suppose pas forcément la détention mais tout acte de jouissance et que cet argument est alors sans aucune portée.

Le deuxième argument était la question de précarité. Mais cet argument qui pourrait être intéressant en matière de complainte est sans portée pour la réintégration. En effet

(56) Bazenet, n. 244, p. 466 et Cass. 2 fév. 1904, D. 1904.1.176. Civ. 5 fév. 1878, S. 78.1.322. Civ. 15 mai 1889, S. 91.1.122. Il suffit de signaler ce point, mais il est inutile de s'étendre plus longuement, la complainte étant également admise dans ce cas.

(57) Garsonnet, § 136, p. 581. V. Lecourt, p. 133 ; Cass. 4 juil. 1838, S. 38.1.882. Celui à qui appartient une servitude discontinue de tour d'échelle peut être réputé avoir la possession bien qu'il n'en ait pas usé depuis plusieurs années.

de simples actes de tolérance sont protégés même à l'égard de celui qui a toléré ces actes (58).

Enfin, l'argument qui consiste à dire qu'il ne peut y avoir voie de fait dans l'œuvre faite par quelqu'un sur son propre fonds est bien faible. Si l'on peut en effet trouver dans la jurisprudence une vague tendance à l'admission de ce principe, nombreuses sont les décisions qui le contredisent (59).

Les points d'appui de la jurisprudence sont donc très faibles et il n'est pas étonnant dans ces conditions de relever l'illogisme de ses décisions. Tout d'abord, il faut rappeler que la réintégrande est recevable dans le cas d'une servitude continue et apparente, alors que les mêmes arguments peuvent être proposés, ce qui est inexplicable. De plus l'admission de la réintégrande en ce qui concerne les ouvrages apparents oblige le demandeur à veiller avec soin à la rédaction de sa citation en évitant de conclure à une réintégration dans la jouissance du droit de servitude lui-même (60). Cette importance de la réaction de la citation condamne la jurisprudence puisque des situations identiques seront jugées sur une question de forme de procédure

D'autre part, diverses décisions contraires peuvent être citées, et notamment un arrêt de la Cour de Cassation du 28 décembre 1826 (1). Un arrêt de la Chambre Civile de la Cour de Cassation du 4 juin 1904 (D. 1904.1.475 S. 05.1.93), rendu sur une instance tendant à faire réintégrer les demandeurs dans leur détention : 1° d'une porte qu'ils avaient établie dans l'épaisseur de leur mur séparant leur propriété d'un cimetière communal ; 2° ensuite, d'un droit de pas-

(58) V. ci-dessus.

(59) V. notamment Req. 10 fév. 1864, D. 64.1.343 ; Civ. 11 mars 1925, D. 27.1.32 et ci-dessous, p. 106.

(60) Bazenet, p. 469. Raviart, n. 316.

(61) Répertoire du Journal du Palais, V° Act. Pos. n. 158.

sage, par et à partir de cette porte, pour se rendre à l'église en traversant le cimetière, décide :

« Attendu qu'après avoir reconnu que le mur construit sur
« les ordres du maire d'A..., dans l'encadrement de la porte,
« de façon à l'obstruer, constituait une dépossession violente
« des consorts G... », et en admettant à titre d'hypothèse sub-
« sidiaire, l'exercice de la réintégrande, pour la porte, le juge-
« ment attaqué déclare cette action en tout cas irrecevable,
« parce que les consorts G... ne pouvaient prétendre avoir la
« possession du mur d'enceinte du cimetière placé hors du
« commerce et qu'en dehors de la servitude de passage, cette
« porte n'a aucune utilité possible ; mais attendu que s'agis-
« sant d'une réintégrande, le demandeur n'avait pas à justi-
« fier soit la légitimité, soit l'utilité de sa détention. D'où il
« suit qu'en repoussant dans ces circonstances l'action en réin-
« grande, le jugement attaqué a violé l'article 6 de la loi du
« 25 mai 1838 ».

Il semble donc bien que la Cour Suprême ait accordé le bénéfice de cette action pour la servitude de passage dont s'agit. Un arrêt de la Cour de Cassation de Belgique (62) admet également l'exercice de cette action en matière de servitude de passage.

L'erreur de la jurisprudence paraît être en l'espèce de prendre en considération la question de « droit » alors que la réintégrande en prohibant les violences maintient un pur état de fait.

« Attendu que l'action en réintégrande est une action pos-
« sessoire dont le Juge de Paix ne peut connaître qu'autant que
« le droit réclamé pourrait être déclaré et maintenu par ce
« magistrat ». (Req. 7 juil. 1852, Arch. II, 127).

La jurisprudence paraît également craindre qu'en admet-

(62) 18 mai 1893. D. 95.2.73. Cet arrêt, bien qu'émanant d'une juridiction étrangère, présente néanmoins de l'intérêt les dispositions législatives relatives à la réintégrande étant identiques en France et en Belgique.

tant la réintégrande, le défendeur se trouve dans une situation de preuve délicate par suite de la réintégration du demandeur dans l'exercice d'actes identiques à ceux fondés sur une servitude. Mais le défendeur n'aura qu'à intenter la complainte négatoire pour se faire maintenir en possession de son héritage libre de toute servitude et il n'aura à faire aucune preuve. Celle-ci incombera en effet au défendeur (63).

De nombreux auteurs sont d'ailleurs d'avis de ne faire aucune restriction (64). En effet disait fort justement Bérime « Si j'ai sur vous un jus projicendi et que vous détruisiez la partie de mes constructions qui avance sur votre héritage, si j'ai un droit d'aqueduc sur votre fonds et que vous l'interceptiez méchamment, si j'ai même un simple droit de passage et que vous me repoussiez avec violence, pourquoi me priverait-on du bénéfice de la réintégrande ? Ne suis-je pas aussi dejeté et n'avez-vous pas employé contre moi des moyens contraires à l'ordre public ? »

Il paraîtrait donc logique d'admettre une solution conforme à la décision de l'arrêt de Cassation du 4 juin 1904.

DÉTENTEURS AYANT UNE POSSESSION ÉQUIVOQUE.

L'énumération qui précède comprend les cas principaux qui ont donné ou qui donnent lieu encore à des difficultés sérieuses ; elle se terminera par quelques précisions sur certaines solutions qui découlent des principes exposés précédemment.

La réintégrande étant fondée sur la détention matérielle

(63) Arch. II, v Servitudes, n. 49 ; Req. 6 juil. 1926, D. 27.1.153.

(64) En ce sens Bérime, n. 385, p. 419 ; Rodière, t. I, p. 77 ; Rép. Journal du Palais, v° Act. Poss., n. 158 ; Glasson et Tissier, t. I, p. 532 ; Japiot, Précis de Procédure Civile ; Douard, Thèse, p. 174 ; Lécourt, Thèse, p. 141.

et actuelle, il n'est pas nécessaire comme dans la complainte que la possession ait été continue et ininterrompue (65). Ces conditions supposent en effet une certaine durée dans les faits qui s'accomplissent.

De même la réintégrande n'exigeant pas une possession à titre de propriétaire, la possession peut être équivoque. Il importe peu que les actes de jouissance du demandeur puissent « s'expliquer de deux façons », suivant la formule de Planiol (66), la seule chose qui importe c'est le fait de la détention matérielle. La jurisprudence a d'ailleurs eu très souvent l'occasion d'en décider ainsi. Il a été notamment jugé que la possession, résultant d'une simple tolérance, pouvait être de nature à donner ouverture à cette action (67). Cependant, deux arrêts examinés avaient refusé la réintégrande.

« Attendu que le Tribunal d'Avesnes a pu sans excéder les « limites de ses pouvoirs souverains et sans violer l'article 23 « C. Pr. Civ. induire des faits ainsi constatés que la possession « de G... était équivoque et de pure tolérance », (Cass. 6 juin 1866, D. 67.1.119 ; S. 67.1.257).

Mais d'autres décisions, en plus grand nombre, contrairement à ces arrêts, ont proclamé qu'une possession équivoque pouvait servir de base à la réintégrande.

De même en matière d'indivision, la jurisprudence a décidé que cette action était recevable même entre communistes ou concessionnaires indivis (Cass. 25 juin 1889, D. 90.1.151 ; S. 91.1.123). Cependant, un arrêt a décidé en sens contraire :

(65) Bourbeau, p. 572 ; Lecourt, p. 162 et s.

(66) Planiol, Ripert et Picard, t. III, n° 157 ; Lecourt, p. 169 ; Archambault, v° Réintégrande, n. 16.

(67) V. les décisions rapportées précédemment sur ce sujet.

« Attendu que la commune de S... a saisi le juge de paix de
« Verpillière d'une demande en réintégrande dans le droit de
« puiser de l'eau à la fontaine dont les héritiers G... sont
« propriétaires ; qu'en déclarant cette action irrecevable, parce
« que la possession de la commune, confuse avec celle des dé-
« fendeurs éventuels, n'était qu'une possession promiscue, le
« Tribunal de Vienne dont le jugement est suffisamment motivé
« n'a violé aucun texte ». (Cass. 27 fév. 1905, S. 1905.1.448).

Mais cette décision se heurte à toute la jurisprudence et notamment à un récent arrêt de la Cour de Cassation qui a réintégré un demandeur dans l'exercice d'un droit de copropriété sur un puits (Cass. 11 mars 1925, D. 27.1.32).

Ces rares décisions isolées au milieu de toute une jurisprudence contraire, ne peuvent donc empêcher de conclure que la réintégrande est recevable nonobstant le caractère équivoque de la possession du demandeur.

CHAPITRE II

Des biens protégés par la réintégrande.

MEUBLES.

Notre ancien droit protégeait par la réintégrande la déposssession violente des meubles (1).

Mais le droit coutumier ayant fait peu à peu prévaloir la maxime « En fait de meubles possession vaut titre », il en résulta qu'en matière de meubles la possession ne pouvant plus se séparer de la propriété, devait désormais être protégée comme elle par les seules actions pétitoires.

Actuellement, il est universellement reconnu par les auteurs que les actions possessoires ne s'appliquent pas aux meubles individuels (2).

Aucune chose mobilière corporelle ou incorporelle ne saurait donc être l'objet de l'action en réintégrande, pas plus une chose matérielle qu'un fonds de commerce. La réintégrande, pas plus que les autres actions possessoires ne saurait s'appliquer à des choses mobilières. C'est ainsi que la suppression d'une enseigne, chose purement mobilière, ne saurait donner lieu qu'à une action en dommages-intérêts (3).

La théorie opposée pourrait cependant être logiquement

(1) « Complainte de nouvelleté se peut asseoir sur chose mobilière personnelle, etc... » Boutillier Somme rurale Ed. Charondas Le Caron, Titre XXXI, p. 318. Sic. Denizart, V^o Complainte.

(2) V. Raviart, n. 235 et s.; Bazenet, n. 170.

(3) Raviart, n. 313 en note Leligeois, n^o 14.

soutenue (4). En effet la réintégrande a pour but d'interdire les violences en permettant au spolié d'être remis en possession en faisant seulement la preuve de sa dépossession. La violence devrait donc être interdite non seulement quand elle est dirigée contre le possesseur d'un immeuble, mais aussi quand elle est exercée contre le possesseur de n'importe quel bien, même mobilier.

Il paraît inutile toutefois d'insister sur cette question. Tout d'abord en effet celui qui a demandé la restitution d'un meuble n'aura à faire la preuve que d'un fait : sa dépossession. Cette circonstance établie, ce sera au défendeur à prouver que le meuble n'appartenait pas au spolié. Celui qui agit en revendication mobilière se trouve donc dans une condition aussi avantageuse que le demandeur en réintégrande.

En second lieu, en matière mobilière, il serait souvent bien difficile de rentrer en possession de la chose litigieuse, car un meuble peut souvent être facilement dissimulé. En matière immobilière au contraire la décision qui ordonne la réintégration peut être exécutée sans difficulté.

Enfin, les sanctions pénales, du vol notamment, s'appliquent en matière mobilière.

Ces raisons expliquent l'inutilité de la réintégrande en cette matière, qui fait d'ailleurs que la jurisprudence n'ait jamais eu à se prononcer sur cette question de façon formelle (5). Mais théoriquement, son admission paraît conforme aux principes.

(4) Milhaud, p. 15, semble admettre cette opinion et renvoie à la jurisprudence qui admet à l'exercice de la réintégrande celui qui exerce un droit mobilier. Ce paraît être une erreur d'invoquer cette jurisprudence en la circonstance. V. également Lecourt, p. 143 et 144.

(5) On ne peut considérer l'espèce jugée par le Tribunal Civil de Bordeaux le 8 déc. 1913, Gaz. Pal. T. Q. 1912.20, v° Act. Pos. n. 46 s. comme un cas de réintégrande en matière mobilière. Ce tribunal avait décidé que le

L'application aux meubles de la réintégration se pose de façon identique pour la réintégration et pour la complainte. Ne seront donc examinés que les points de divergence qui peuvent se révéler à ce sujet. D'ailleurs, la jurisprudence est assez large en cette matière et elle paraît avoir abordé cette question pour les immeubles par destination et pour les récoltes.

IMMEUBLES PAR DESTINATION.

Les immeubles par destination sont des meubles par leur nature, considérés comme immeubles à titre d'accessoires du bâtiment ou du terrain auquel ils se rattachent (art. 524 et 525 C. Civ.).

Cette fiction qui leur donne un caractère immobilier a pour résultat de permettre à leur propriétaire d'exercer la réintégration en cas de déplacement ou de vol.

Ce principe s'applique non seulement aux immeubles par destination spécifiés par l'art. 524 C. Civ. (6), tels que les animaux attachés à l'exploitation d'un fonds, mais à ceux énumérés par l'art. 525, tels que les objets scellés en plâtre ou à chaux.

Mais suivant les auteurs, l'action possessoire serait recevable pour les immeubles dont il est question dans l'article 524 du Code Civil seulement contre un tiers qui voudrait

fait d'avoir arraché des crampons et enlevé des pots de résine dans une forêt de pins donnait ouverture à la réintégration. En somme, il s'agissait alors de meubles devenus immeubles par destination.

Toutefois l'exercice de la réintégration peut aboutir à la restitution de meubles lorsque ces meubles se trouvaient dans l'immeuble faisant l'objet principal de l'action.

(6) « Des bœufs attachés à la culture d'un fonds, s'ils ont été placés par le propriétaire du domaine lui-même, ont le caractère d'immeubles par destination, et, comme tels, peuvent faire l'objet d'une action en réintégration. Civ. Lyon 7 déc. 1899 rapporté au C. Pr. Civ. Dalloz, art. 23, n. 865.

manifeste sa prétention à la possession de l'immeuble lui-même en détériorant les objets en question ou en les détachant du bâtiment. L'action ne pourrait être exercée à raison de ces actes préjudiciables, ni contre le locataire qui les aurait commis, ni contre un tiers ayant agi par pure intention malfaisante. Ces troubles ne pourraient être réprimés que par l'action personnelle en dommages-intérêts (7).

RÉCOLTES ET COUPES DE BOIS.

Les récoltes et les coupes de bois font partie d'une catégorie de choses immobilières qui dans certains cas sont réputés meubles d'avance, en vue de leur prochaine séparation du sol. Aux termes des articles 520 et 521 du Code Civil, les récoltes pendantes par les racines et les coupes à faire de bois taillis ou de futaies sont des immeubles. Elles ne deviennent meubles que lorsqu'elles sont détachées du sol. Par exception elles sont considérées comme meubles, même avant leur détachement, savoir : les récoltes dans le cas de saisie et dans le cas de vente, et les coupes de bois dans le cas de vente (8).

La Cour de Cassation en a conclu avec raison que le droit des acheteurs d'une coupe de bois à faire étant purement mobilier, « les acheteurs n'acquerraient donc aucun droit réel immobilier, qui fût pour eux susceptible d'une possession annale, pouvant en conformité de l'art. 23 C. Pr. Civ., servir de base à une plainte contre les tiers qui troublent l'exploitation » (Civ. 13 fév. 1899, D. 99.1.146).

Cette solution se justifie très bien pour la plainte

(7) V. Bazenet, p. 333, Code de Pr. Civ. Tissier et Darras, art. 23, n. 38.

(8) Arg. art. 626 C. Pr. Civ. qui fait de la saisie-brandon une exécution mobilière et des lois des 22 frimaire an VII et 5 juin 1851 (art. 1) qui considèrent la vente de ces choses comme mobilière.

qui suppose de la part du demandeur l'exercice d'un droit réel, mais la solution contraire devrait être admise en matière de réintégration, où, ainsi qu'il a été dit, il importe peu que le demandeur exerce un droit mobilier ou immobilier ou même qu'il n'en exerce aucun. La solution de la Cour de Cassation ne comporterait aucun argument en ce cas.

IMMEUBLES.

Si des controverses ont pu s'élever sur l'application de la réintégration aux meubles, aucune discussion n'existe au sujet des immeubles.

Les immeubles dont la possession est protégée par l'action en complainte peuvent être l'objet d'une action en réintégration.

Une seule question est à examiner : l'application de la réintégration aux biens du domaine public. On appelle biens du domaine public ceux qui sont la propriété collective de la nation personnifiée par l'Etat. Ces biens ont pour caractère propre d'être inaliénables et imprescriptibles. L'Etat ne peut en disposer et les particuliers ne peuvent acquérir sur eux aucune possession utile, ni aucun droit réel, servitude, ou autre.

En dépit de ces caractères, les biens du domaine public donnent lieu à réintégration lorsque celui qui en avait la détention paisible et publique en a été dépouillé violemment. Cette règle est absolue et la réintégration est recevable, non seulement contre les tiers, mais contre l'Etat, le Département ou la Commune à qui sont attribués les divers biens composant le domaine public (9).

(9) En matière de complainte le vice de domanialité est simplement relatif et n'est pas opposable par les tiers mais la complainte ne peut être exercée contre l'Etat, le Département ou la Commune. V. Bazenet, n. 37 et 93.

Elle se justifie d'ailleurs entièrement : du fait que cette action ne suppose pas une possession caractérisée pour acquérir, mais simplement la détention, il importe peu que cette détention porte sur un bien imprescriptible. Au surplus, « Nul ne doit se faire justice à soi-même » l'ordre public exige que soit interdite toute violence, et il n'y a pas de raison que cette règle ne s'applique pas à l'administration.

La jurisprudence en ce sens est constante. Ainsi, la Cour de Cassation eut à trancher la question suivante : Le sieur C..., riverain de la rivière canalisée du Lez, avait établi un mur et planté des arbres sur le chemin de contre-halage de cette rivière. Le sieur G... au cours d'une instance devant le Conseil de Préfecture fit démolir la construction et abattre les plantations que le sieur C... avait effectuées. Celui-ci intenta l'action en réintégration qui fut accordée tant en première instance qu'en appel. Sur ces jugements la Cour de Cassation rendit un arrêt rejetant le pourvoi (10).

Il résulte de l'application de la réintégration aux choses du domaine public que la juridiction saisie d'une telle action n'a pas à statuer sur le caractère domanial du bien litigieux (11).

« Attendu que saisi de la sentence définitive rendue... conformément aux conclusions du demandeur en réintégration, le « Tribunal n'avait à rechercher ni si la possession s'était exercée à titre de propriétaire, ni si le chemin était public ou communal ». (Cass. 3 juil. 1850, D. 50.1.198. Add, Req. 18 juin 1866, D. 66.1.426).

(10) Cass. 25 mars 1857, D. 58.1.315, S. 58.1.453. Adde. Civ. 20 nov. 1877, S. 78.1.64, Civ. 27 fév. 1878, S. 78.1.216.

(11) En matière de complainte la solution contraire est applicable, Cass. 10 fév. 1864, D. 64.1.343, S. 64.1.257.

L'exercice de la réintégrande contre l'administration en matière de biens du domaine public pourrait être examinée ici. Il est préférable d'étudier cette question dans un chapitre suivant qui va être consacré aux défendeurs à la réintégrande.

CHAPITRE III

Conditions de recevabilité en la personne du défendeur.

Jusqu'ici ont été étudiées les conditions d'exercice de la réintégrande du point de vue du demandeur surtout ; l'exposé qui va suivre va envisager la question du point de vue du défendeur, qui peut être l'administration, une personne agissant pour le compte d'autrui ou liée au demandeur par une convention.

SECTION I

EXERCICE DE LA RÉINTÉGRANDE CONTRE L'ADMINISTRATION.

En examinant l'application de la réintégrande au domaine public s'est présentée l'occasion d'aborder la question d'exercice de cette action vis-à-vis de l'administration ; celle-ci va faire l'objet des premiers développements de ce titre ; les suivants détermineront les conditions d'exercice de l'action dans le cas où l'auteur de la voie de fait agit pour le compte d'un tiers, et dans le cas où une convention existe entre le demandeur et le défendeur.

La réintégrande peut être exercée en ce qui concerne les biens du domaine public contre l'administration elle-même ; toutefois elle ne paraît pas devoir être admise contre l'agent administratif agissant en vertu de son pouvoir réglementaire.

La réintégrande, on vient de le voir, peut être exercée

par un détenteur d'un bien du domaine public contre les tiers. Mais elle peut être également exercée contre l'administration elle-même. De très nombreux arrêts l'ont décidé, consacrant ainsi le caractère absolu des règles de la réintégration et ces décisions se justifient fort bien. C'est en effet à l'autorité administrative, autant et plus même qu'aux particuliers, qu'il appartient de ne pas faire usage des voies de fait et de donner l'exemple en agissant exclusivement par les voies légales. La Cour de Cassation (Cass. 31 août 1836 S. 37.1.132) a notamment statué sur les faits suivants : B... maire d'Aprien, s'était transporté, à la tête de plusieurs habitants, près des ouvrages effectués par P. et T... sur une voie publique et les avait détruits de vive force sous prétexte que ces ouvrages étaient établis sur un chemin public. Le Tribunal avait admis la réintégration pour les motifs suivants :

« Attendu qu'il est constant que les travaux faits par les
« sieurs P... et T... pour conduire dans leur domicile la source
« du fonds de Marie F..., ont été détruits par B... de vive force
« et sans mandat de justice ; qu'il n'est permis à personne de
« se faire justice soi-même et que la qualité de B... ne peut
« dans cette circonstance lui donner plus de droits qu'à un
« simple particulier ».

La Cour de Cassation rejetant le pourvoi formé contre ce jugement admit également la réintégration (1).

De cette jurisprudence il faut rapprocher celle des Tribunaux administratifs qui ne se révèle dans les recueils que par un seul arrêt (Conseil d'Etat 14 déc. 1862, D. 63.3.3) ainsi conçu :

(1) Dans le même sens Civ. Mortagne, 22 nov. 1934, G. P. 95.1.33 ; Civ. Saint-Quentin, 6 nov. 1896, G. P. 97.1. Sup. 6.

« Considérant que par sa décision en date du 12 avril 1861, « le Préfet du département du Calvados, après avoir déclaré « que le terrain qui fait l'objet de la contestation actuellement « engagée entre l'Etat et le sieur L... avait été réuni — indû- « ment par celui-ci — à la cour de son auberge et qu'il devait « être rendu au domaine, a ordonné que ledit sieur L... serait « tenu de délaisser ce terrain, faute de quoi il serait pris des « mesures pour qu'une instance en revendication fût engagée « au nom de l'Etat ; que cette revendication était fondée sur « ce que le terrain dont il s'agit ferait partie du chenal de « l'ancien port dont la construction avait été entreprise par les « Evêques de Bayeux, qui a été réuni au domaine national « par les lois des 28 octobre, 5 novembre 1790, mais qui n'aurait « pas été aliénée par l'Etat en même temps que le port lui- « même ; *que ce terrain n'est point revendiqué comme faisant « partie soit de la route départementale n° 6, le long de laquelle « il est situé, soit du port actuellement existant dans la com- « mune de P... ; qu'il est seulement prétendu par l'Administra- « tion que, depuis l'aliénation du port, il est resté confondu « avec une place publique et livré à l'usage de tous ; que le « sieur L... troublé de vive force dans la possession de ce ter- « rain par le sieur M..., conducteur des Ponts et Chaussées, a « formé contre l'Etat devant le Tribunal de justice de paix du « canton de R..., une action à l'effet d'être réintégré dans cette « possession ; que dès lors c'est à tort que le conflit d'attribu- « tion a été élevé devant le Tribunal Civil ».*

La réintégrande est donc également autorisée par la jurisprudence administrative sur les biens du domaine public contre l'administration elle-même (2).

Toutefois, alors que les décisions judiciaires semblaient admettre sans réserve l'exercice de cette action, le Conseil d'Etat paraît faire une restriction pour le cas où le bien dont s'agit aurait fait partie de la route départementale. Cette

(2) L'offre faite par le demandeur en réintégrande de prouver que l'immeuble dont il a été dépouillé et que le défendeur prétend être un terrain public est une propriété privée n'implique pas de sa part une renonciation au droit de réintégration immédiate qui lui appartient quelle que soit le caractère de cet immeuble. Cass. 3 juil. 1850, A. J. P. 1850, p. 304.

restriction qui paraît ainsi posée s'éclaire à la lueur des observations présentées par le Commissaire du Gouvernement dans l'affaire jugée par l'arrêt rapporté ci-dessus. Celui-ci après avoir conclu à l'adoption de la réintégrande ajoutait : « Mais il pourrait se présenter telles circonstances dans lesquelles le préalable devrait appartenir à l'administration. Il pourrait arriver par exemple qu'il s'agit de rétablir immédiatement la circulation sur une voie publique, sur un pont ; nous ne voudrions pas pour ces cas, pour d'autres semblables, courir le risque de compromettre l'intérêt public et de désarmer l'autorité chargée de la sauvegarder ». Cette opinion a été partagée par le Conseil d'Etat qui, dans sa décision, a tenu à faire une réserve pour le cas où le bien litigieux aurait fait partie de la route départementale et où une mesure urgente serait nécessaire.

Cette restriction toutefois ne paraît pas en être une véritablement. Et il ne faut voir là qu'une application insoupçonnée de la règle posée au début de cette étude : la légitimité de l'emploi de la force contre les voies de fait. Si une voie de fait a été accomplie sur un bien quelconque et si immédiatement le possesseur dépouillé par violence le reprend, il se défend, et la réintégrande n'est pas recevable contre lui. La même règle, on l'a déjà vu, est applicable à l'administration.

Mais si l'administration était restée inactive et n'avait pas repoussé tout de suite l'usurpateur, le laissant ainsi prendre une détention certaine et actuelle, la réintégrande serait recevable si l'administration venait à l'expulser ensuite violemment. Si vraiment il y avait eu urgence à retirer les biens des mains de l'usurpateur, l'Administration devrait s'en prendre à elle-même d'un retard dû à son seul fait. Elle n'avait en effet, aussitôt l'usurpation commise, qu'à

résister et reprendre le bien. Par son inaction elle a d'ailleurs laissé supposer que la gêne causée n'était pas bien sérieuse et que l'urgence n'était pas très grande (3).

Cependant, il serait juste d'admettre en l'espèce une notion assez large du « délai moral » pouvant séparer la voie de fait originaire de la violence émanant de l'Administration (Lecourt, p. 123. Bazenet n. 93, p. 69). Sur ce point, les juges du fait, qui ont tout pouvoir d'appréciation, pourraient tenir compte notamment du temps nécessaire à l'autorité administrative pour avoir connaissance de l'usurpation et prendre toutes dispositions pour la réprimer. Il ne faut pas que l'usurpateur bénéficie des lenteurs inévitables ; inhérentes au régime administratif et qu'au bout d'un temps trop bref il puisse être considéré comme détenteur alors que l'administration n'aurait encore pu avoir connaissance de la dépossession ni prendre aucune mesure pour protester ou se défendre.

La réintégration peut donc être exercée contre les voies de fait exercées par l'administration contre le détenteur d'un bien du domaine public. Il est évident a fortiori qu'elle peut être exercée de même à l'occasion d'un bien dépendant du domaine privé de l'Etat, des départements ou des communes, ou d'un bien susceptible de propriété privée. Ainsi le maire d'une commune peut être poursuivi par voie de réintégration lorsqu'il a requis arbitrairement la force publique dans l'intérêt de la commune : par exemple lorsqu'il fait expulser des particuliers occupant publiquement et paisiblement des terrains prétendus communaux (Cass. 7 juil. 1862, Arch. et Senly v. Réintégration n. 7), ou lorsqu'il fait détruire un barrage dont un tiers a la détention

(3) Lecourt, p. 120 et s.

(Cass. 18 nov. 1873, Arch. eod. loc. Adde Cass. 29 mars 1882. 17 déc. 1884 eod. loc) ; lorsqu'il s'est emparé d'un terrain servant au pacage des bestiaux pour y pratiquer des excavations et y établir un lavoir public (Cass. 20 juil. 1880. S. 82.1.215) lorsqu'il fait obstruer une porte de manière à priver un propriétaire d'un droit de passage qu'il prétend avoir pour se rendre au cimetière (Cass. 4 juin 1904. D. 1904.1.475).

L'application de la réintégration est donc absolue contre l'administration en tant notamment que gérante du domaine public, mais ainsi qu'il a été indiqué, cette action ne paraît pas devoir être admise contre l'agent administratif agissant en vertu de son pouvoir général et réglementaire (4). Il faut admettre en effet que les décisions du pouvoir exécutif doivent à peine d'être illusoires s'exécuter au besoin par la force. La jurisprudence a surtout eu l'occasion d'appliquer ces principes et de les opposer à l'occasion d'instances dirigées contre des communes.

Le maire d'une commune en qualité d'administrateur est en effet chargé de conserver et d'administrer les propriétés de la commune, de faire tous actes conservatoires de ces droits, de passer les baux des biens, et les adjudications de travaux communaux, etc... (art. 90 de la loi du 5 avril 1884). A l'exécution violente de ces actes s'applique la jurisprudence précitée.

Mais par opposition à ces actes, le maire en fait d'autres auxquels convient avant tout la qualification « d'actes administratifs ». Ce sont ceux que le maire accomplit dans un intérêt public. Ils sont plus spécialement visés dans les articles 91 à 95 de la loi du 5 avril 1884 qui investissent le

(4) Bazenet, n. 93, p. 169. Planiol et Ripert, III, n. 207, p. 211).

maire d'un pouvoir réglementaire de police lui donnant le droit de prendre des arrêtés pour assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques, et de faire exécuter les ordres de l'autorité administrative supérieure. Il est encore chargé de la police rurale, de la police des routes à l'intérieur de l'agglomération, etc...

Tous ces actes, le maire ne saurait être empêché de les accomplir sous prétexte qu'ils portent atteinte à la détention d'un particulier. Ce dernier peut sans doute exercer contre eux un recours gracieux et contentieux devant la juridiction administrative, mais il ne peut intenter la réintégrande contre le maire qui en a assuré l'exécution au besoin par la force. (V. Cass. 5 déc. 1842 ci-dessous. Adde. 11 août 1856 Arch. et Senly II 159).

« Attendu qu'il est établi par les motifs du jugement de la
« justice de paix adoptés par le Tribunal que la mesure ordon-
« née par le maire de la commune de L... avait pour but d'as-
« sainir la principale rue du village, en facilitant l'écoulement
« des eaux, qui en rendaient l'entrée impraticable ; que cet
« acte concentré dans les limites du terrain communal, rentre
« essentiellement dans les fonctions attribuées au maire comme
« administrateur de la commune, chargé de la police et de tout
« ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans
« les rues ; que le recours à l'autorité administrative supé-
« rieure était la seule voie ouverte aux demandereses pour
« obtenir, s'il y avait lieu, la réformation de cet arrêté muni-
« cipal ». (Cass. 5 déc. 1842, Arch. et Senly).

De même lorsqu'un maire prescrit l'ouverture dans un cimetière d'un chemin destiné à faciliter la circulation, il agit comme magistrat spécialement chargé par la loi de la police et de la surveillance des cimetières (Cass. 24 août 1864 Arch.).

Mais il est certain néanmoins que dans ces divers cas l'administration doit faire exécuter les prescriptions régle-

mentaires suivant les voies légales. L'inobservation des formalités prescrites ferait, de l'exécution des actes administratifs, de simples voies de fait. L'application de cette règle sera examinée ultérieurement lors de l'étude des faits de violence et de dépossession donnant lieu à réintégration.

SECTION II

DES PERSONNES AGISSANT POUR LE COMPTE D'AUTRUI.

La réintégration peut donc être exercée contre l'administration ; mais, l'administration n'étant pas une personne physique pouvant commettre une voie de fait, se pose alors la question de savoir contre quelle personne l'action sera dirigée.

La solution dépend d'un caractère essentiel de l'action qui a été exposé : sa personnalité, et dont les applications vont être examinées.

La réintégration est une action qui a été dénommée au début pénale. Elle est destinée à punir les voies de fait et les violences de façon que les particuliers n'aient aucun intérêt à se faire justice eux-mêmes. Toute peine étant au surplus personnelle, la réintégration atteint l'auteur de la voie de fait.

Par application de ce principe, le maire qui, assigné en réintégration en son nom personnel pour une voie de fait opérée en sa qualité de maire, ne s'est pas fait autoriser à plaider au nom de la commune, peut être condamné personnellement aux dépens (Cass. 31 août 1836, A. J. P., 1^{re} série t. IV, p. 325, cité par Jay n. 248). Ce qui vient d'être dit du maire agissant au nom et dans l'intérêt de la commune s'appliquerait au préfet agissant au nom de l'Etat ou du département. Les autres agents de l'Administration ne

sont pas davantage protégés contre les actes violents et abusifs qui leur sont personnellement imputables. Ils sont exposés à être poursuivis par voie de réintégrande et la jurisprudence offre plusieurs applications de cette règle (5).

Il en est de même des mandataires ou des préposés qui commettraient un acte de dépossession.

La mise en cause par l'agent de l'administration ou le mandataire, de l'administration qu'il représente ou de son mandant, serait d'ailleurs sans influence. Le défendeur ne peut en effet repousser la réintégrande en offrant de prouver qu'il a agi sur l'ordre d'un tiers (6). De même le mandataire ne pourrait s'abriter derrière un mandat car « si en principe, le mandataire représente son mandant à l'égard des tiers, il n'en est plus ainsi en matière de délits », Cass. 25 juin 1889 S. 91.1.122.

Toutefois, il faut poser à ces principes une limite et admettre que la réintégrande exercée contre une personne ayant agi pour le compte d'autrui peut être écartée par la preuve de la bonne foi du défendeur. Il convient alors de lui accorder recours contre celui pour le compte de qui il a agi ou même de prononcer sa mise hors de cause. S'il s'agit par exemple d'un ouvrier qui a barré un chemin sur l'ordre d'un propriétaire ; d'un fermier qui, sur les instructions de son bailleur, s'est opposé à l'exercice d'un droit de passage, d'ouvriers qui ont exécuté des travaux sur l'ordre du gouvernement ou d'une administration publique, il faut leur reconnaître le droit d'exercer un recours contre ceux de qui ils ont reçu les ordres ou les instructions (Req.

(5) V. notamment Cons. d'Etat, 14 déc. 1862, A. J. P. 1863, p. 368. Il s'agit d'un conducteur des ponts et chaussées qui avait dépossédé un particulier par violence. Raviart, n. 324, p. 313.

(6) Justice de Paix Mauron 23 avril 1926, J. des Juges de Paix 1926, p. 365. Bazenet, n° 131 et 275. Milhaud, p. 24, n. 12 et p. 154, note 441.

15 juil. 1834, Arch. et Senly (7). Cette restriction s'impose en présence surtout de la jurisprudence récente qui paraît ne pas exiger que la dépossession ait eu lieu avec violence (8) et qui suppose donc qu'il peut y avoir dépossession sans délit ou quasi-délit.

Il en serait de même toutes les fois que le fait dont on argue n'est pas imputable à son auteur, qui n'a agi que sous l'empire d'une nécessité légale (9).

Le caractère pénal de la réintégrande et le principe de la personnalité de la peine conduiraient même à décider que l'auteur de la voie de fait peut seul être atteint. C'était la règle du droit romain primitif. Mais ainsi qu'on l'a vu le prêteur étendit le cercle au mandant, ou à celui qui avait ratifié, approuvé la spoliation faite par un tiers. Cette extension n'est d'ailleurs pas à vrai dire une entorse au principe de la personnalité de la peine, car celui qui a donné des ordres ou celui qui a ratifié est en somme complice de la dépossession (10) et de ce fait il encourt également une peine.

La réintégrande est donc exercée contre l'auteur de la voie de fait qui ne peut éviter la condamnation en invoquant les ordres d'un tiers. Toutefois, il pourra le faire en prouvant sa bonne foi et en mettant en cause ce tiers. Mais cela n'empêcherait pas le spolié d'exercer son action tant contre l'auteur de la voie de fait que contre celui qui en a profité (11).

(7) Cette décision a été rendue en matière de complainte mais doit s'appliquer à la réintégrande. Contra, Bazenet, n. 121, p. 229.

(8) Cette jurisprudence sera examinée dans le chapitre consacré aux faits donnant lieu à réintégrande.

(9) Aubry et Rau, II, § 187.

(10) Le caractère pénal de la réintégrande apparaît donc encore ici.

(11) Lecourt, p. 262.

SECTION III

DES AYANTS-CAUSE DU SPOLIATEUR.

La dernière application du principe de la personnalité de la réintégrande, dérivant de son caractère pénal, concerne les effets de la réintégrande vis-à-vis des ayants-cause du spoliateur.

En ce qui concerne les successeurs à titre universel, la réintégrande les atteint incontestablement (12).

Quant aux ayants-cause à titre particulier, la solution est différente. Celui qui a acquis du spoliateur le bien ayant fait l'objet de la spoliation ne peut être recherché par la voie de la réintégrande, en effet cet ayant-cause à titre particulier est en principe complètement étranger à la spoliation et il n'a pas à en subir les conséquences. Cette situation qui pouvait d'ailleurs en matière de mutation se produire autrefois, ne paraît pouvoir être que théorique à l'heure actuelle.

Mais il faut remarquer que la réintégrande protège toute espèce de détention et que l'ayant-cause du spoliateur peut n'avoir acquis que la détention. Un jugement du Tribunal de Lannemezan du 2 juillet 1930 (G. P. 30.2.507) a fort bien appliqué le principe dans l'espèce suivante : Un bailleur profitant de l'absence de son locataire avait déménagé le mobilier de celui-ci et installa un autre locataire. Le locataire expulsé forma une demande en réintégrande contre son bailleur, mais la réintégration ne put être obtenue par suite de la présence dans l'immeuble du nouveau locataire. Ces principes viennent du droit romain « Paul le décide formellement dans le fragment suivant Cum a te

(12) Bazenet, n. 164. C. Pr. Civ. Dalloz, art. 23, n. 1753 s.

« vi dejectus sim, si Titius eandem rem possidere coeperit, « non possum cum alio quam tecum interdicto exariri (L. « 7 de vi et de vi arm). Et pour justifier cette décision « Zœzius remarque avec raison que l'interdit unde vi se « donne plutôt odio spoliantis, que favore spoliati (Zœzius « in Dig. de vi et de vi arm n. 1) en s'appuyant de l'opinion de Bartole (Bélime n. 386 p. 420) ».

Cette règle ne s'applique toutefois qu'aux tiers détenteurs de bonne foi. Le tiers-détenteur complice de la spoliation pourra être l'objet de l'action en réintégration. Pourrait être considéré comme complice celui qui, aussitôt la dépossession, se rendrait acquéreur de la chose usurpée ou en deviendrait détenteur quelconque s'il y a lieu de présumer que la spoliation a été effectuée dans le but de lui remettre immédiatement le bien usurpé.

Mais hors ce cas l'on peut douter que la réintégration puisse s'exercer d'une manière générale contre le tiers acquéreur ou détenteur même de mauvaise foi (13). Il y a une différence en effet entre le tiers qui prend la détention d'une chose usurpée pour faciliter au spoliateur le maintien de la dépossession et celui qui entrant en possession et sachant simplement que la chose a été usurpée est par conséquent de mauvaise foi. Cette solution est admissible, elle est en tout cas une application logique de l'opinion qui fait de la réintégration une action avant tout pénale.

Il apartiendrait bien entendu au juge du fait d'apprécier souverainement le caractère de complicité.

(13) V. Appleton, p. 183, qui s'appuie sur l'opinion de Pothier. Mais Bélime a l'appui de la doctrine opposée cite également Pothier. Le texte invoqué est le suivant : « Celui qui a été dépossédé par violence n'est pas fondé à exercer cette action en réintégration contre celui qu'il trouve en possession de la chose dont il a été dépossédé par violence, si ce possesseur n'y a eu aucune part » (Pothier, Poss., n° 122). Raviart, p. 310, n. 2, parle également du complice et non du tiers de mauvaise foi.

SECTION IV

DES PERSONNES LIÉES PAR UN CONTRAT.

Après avoir examiné l'exercice de la réintégrande contre l'administration, les personnes agissant pour le compte d'autrui, et les ayants-cause du spoliateur, va être traitée la question importante de l'exercice de cette action entre personnes ayant des liens contractuels.

Certaines décisions de jurisprudence paraissent poser le principe que l'action possessoire est irrecevable dans le cas où les parties sont liées par une convention.

« Attendu que l'inexécution prétendue d'une convention qui « lierait respectivement les parties en cause ne peut donner « lieu à l'action possessoire, que celui qui se plaint de cette « inexécution ne peut agir que par l'action personnelle ou « réelle, selon les cas, pour ramener son adversaire à l'obser- « vation de ladite convention ». (Cass. 20 oct. 1914, D. 16.1.188 ; S. 15.1.8. Adde, Cass. 26 oct. 1914, D. 16.1.188).

Ces décisions ne posent pas le principe de façon formelle et l'on peut même hésiter à l'en déduire. Mais des décisions plus récentes ne laissent pas de doute que c'est là un principe admis en matière de complainte et de réintégrande. Ainsi en décide un arrêt de la Chambre des Requêtes du 21 oct. 1929 (D. H. 1929. G. P. 1929.2.785). Dans le même sens Trib. Civ. Rhône, 9 nov. 1927, Mon Lyon 17 avril 1928, et divers auteurs sont du même avis (14).

Suivant cette opinion la réintégrande ne serait donc qu'une action subsidiaire, analogue à l'action de *in rem verso*, qui ne pourrait être exercée lorsque le demandeur dispose d'une

(14) Labori, Répertoire, v° Act. Pos., n. 81 et 94. M. Solus, Revue trim. dr. civ. 1930, p. 149. Planiol et Ripert, III, n. 209, p. 213. Zachariac, § 190 b, texte *in fine* et n. 3. Garsonnet, t. I, § 350 p. 589).

autre voie de droit pour obtenir satisfaction (15). Cette solution qui n'est pas justifiée par des raisons bien sérieuses pour cette dernière action (16), ne paraît pas fondée en matière de réintégration.

L'étude de cette question au point de vue de la complainte permettra de voir que le principe posé ne s'applique pas et facilitera d'autant mieux la critique sur la matière de la réintégration.

Il est exact que certaines décisions ont refusé l'exercice de la complainte dans des cas où les parties se trouvaient liées par une convention. Mais elles se fondent alors sur l'application des principes généraux.

Certaines se justifient par la précarité de la possession du demandeur. C'est le cas de la complainte qui serait exercée par un locataire contre son bailleur, ce dernier prouvant facilement le caractère précaire de la possession du demandeur.

Certaines autres décisions se justifient par le fait que l'auteur du trouble n'exerce pas un droit réel.

Ainsi jugé « que le demandeur en complainte doit justifier de « la possession d'un droit réel, exercé *animo domini* et prolongée pendant plus d'une année ; qu'il appartient aux Tribunaux statuant au possessoire de déclarer que le propriétaire d'un terrain troublé dans la jouissance d'eaux qui y sont amenées par des conduites publiques, ne peut exercer la complainte alors que des documents de la cause, il ressort que cette jouissance ne s'exerçait qu'en vertu de polices annuelles d'abonnement constituant des contrats de location renouvelables chaque année au gré des parties et n'engendrant que des droits personnels ». (Req. 17 janv. 1898, D. 98.1.447).

(15) Sur le caractère subsidiaire de l'action de *in rem verso* V. Civ. 12 mai 1914, S. 18.1.41 ; 12 fév. 1923, D. 24.1.129 et note de M. Rouast).

(16) Colin et Capitant t. II, n. 240.

De même le créancier d'un droit de complant ne peut agir par action possessoire contre son débiteur qui ne le paie pas (Civ. 11 fév. 1833, Arch. II, p. 17).

Par conséquent, l'énoncé du principe paraît fondé sur une coïncidence. En effet, dans les espèces ci-dessus, les parties se trouvent liées par une convention, mais les juges n'ont même pas fait allusion à cette circonstance et ils ont rejeté la demande pour d'autres motifs.

Ce principe serait d'ailleurs tellement fragile que les auteurs admettraient des restrictions. Aubry et Rau (17) est d'avis que l'action possessoire pourrait être exercée contre un ancien fermier qui, près l'expiration du bail, prétendrait se maintenir en possession pour son propre compte et critique notamment l'opinion de Zacchariae (18) en ces termes. « Cet auteur qui enseigne qu'au cas de refus du preneur « de restituer en fin de bail la chose louée, le bailleur est « non recevable à agir au possessoire et ne peut procéder « que par l'action personnelle naissant du contrat a eu le « tort d'émettre une proposition beaucoup trop générale et « de ne pas distinguer l'hypothèse individuelle au texte de « celle où la résistance serait fondée sur des motifs tirés « de la convention intervenue entre lui et le bailleur ».

Au surplus, beaucoup de décisions de jurisprudence ne prennent pas en considération l'existence d'une convention entre les parties. Ainsi décidé « La Convention qui règle et répartit la jouissance des eaux pluviales entre deux propriétaires est légale et obligatoire entre eux et le trouble apporté par l'une des parties à ce mode de jouissance peut servir de fondement à l'action possessoire » (Req. 11 juillet

(17) T. II, § 187, p. 225, n. 8.

(18) § 190 b, texte in fine et note 3.

1859 Arch. II p. 188). De même « Le débat auquel donne lieu l'action en complainte motivée par l'établissement d'un chemin sur le terrain dont le demandeur est en possession conserve son caractère purement possessoire bien que le tiers appelé en garantie par le défendeur excipe d'un droit de passage qui aurait été constitué sur le terrain litigieux *par un acte de partage intervenu entre les auteurs des parties* ». (Civ. 1^{er} juin 1881. D. 82.1.351).

Il est également décidé que l'action possessoire peut être exercée entre usufruitier et nu-propiétaire. Or la constitution de l'usufruit peut résulter d'une convention entre les parties et cette circonstance paraît étrangère à la question de recevabilité. Il est vrai que sur ce point particulier une seule décision se trouve rapportée mais sa solution ne paraît avoir jamais été critiquée par les auteurs.

« Considérant que les actions possessoires... peuvent être exercées par l'usufruitier, non seulement contre les tiers, mais encore contre le nu-propiétaire lui-même ; que le principe est absolu. Qu'il doit s'appliquer sans qu'il soit nécessaire de rechercher le mode constitutif de l'usufruit, car en effet l'usufruit une fois établi confère à l'usufruitier des droits et des obligations identiques, *soit que le titre qui le constitue émane d'un acte administratif, judiciaire, de dernière volonté, ou de la convention des parties* ». (Civ. Muret, 23 déc. 1869, Arch. II, 328).

Dans une espèce où l'usufruit avait été l'objet d'une donation, une action possessoire entre nu-propiétaire et usufruitier fut également admise. De même on décide que l'emphytéote, durant son bail investi de tous les droits utiles qui sont attachés à la propriété, a les actions possessoires contre les tiers et même contre le bailleur (19).

(19) Garsonnet t. I, § 355, p. 599.

Il paraît donc possible de conclure qu'en matière de complainte ce principe est loin d'être absolu. Il serait fort étonnant que la réintégrande, accordée au simple détenteur, qu'il détienne sans droit ou à plus forte raison précairement en vertu d'un droit personnel, fut soumise à ce principe.

Les développements qui vont suivre permettront de se rendre compte que dans de nombreuses espèces la réintégrande a été admise sans contestation entre parties liées par une convention et cet exposé aboutira à l'examen de la question dans les rapports de bailleur à locataire.

Un arrêt de la Cour de Cassation du 16 mai 1820 (S. 20.1.430) admet un créancier antichrésiste à l'exercice de la réintégrande. Or, le créancier antichrésiste avait été en la circonstance spolié par l'ayant-cause à titre particulier de celui qui avait constitué l'antichrèse (20). De même la réintégrande est accordée entre communistes ou entre concessionnaires indivis qui peuvent se trouver liés par un contrat.

A ce sujet un arrêt de la Ch. Civile du 25 juin 1889 (D. 90.1.152) est fort intéressant. Le pourvoi invoquait pour troisième moyen :

« Violation des articles 23 s. Pr. Civ. en ce que : 3° l'action « en réintégrande était non recevable soit de la part d'un communiste contre un autre communiste, soit de la part d'un « concessionnaire par indivis, *lié vis-à-vis de son concessionnaire par un contrat ou un quasi-contrat* ».

L'arrêt rendu était ainsi conçu :

(20) Cette particularité n'apparaît pas des termes de l'arrêt de la Cour de Cassation, mais du jugement entrepris rapporté sous l'arrêt. V. également Zeglicky, *Revue Critique de Jurisprudence* Année 1894 p. 173.

« Sur le troisième moyen. Attendu que l'action dont le juge « était saisi étant une action en réintégration, il (le juge) n'avait « pas à se préoccuper des titres que Carpentier pouvait faire « valoir contre Broussais ; qu'il lui suffisait de constater, d'une « part la détention matérielle de l'immeuble par celui-ci, d'autre part la dépossession violente dont il se plaignait pour déclarer son action recevable ».

Enfin le cas le plus important est celui du concessionnaire d'un bien du domaine public. La réintégration est accordée sans difficulté au concessionnaire contre l'administration, auteur de la concession (Civ. 18 juin 1866, D. 66.1.426. 20 nov. 1877, S. 78.1.64 et les autres références citées au Juris-Classeur Pr. Civ., art. 23, n. 228) (21).

Par conséquent dans toutes les espèces qui viennent d'être rappelées, l'existence d'une convention est sans aucune influence et la question ne paraît même pas avoir fait l'objet de la moindre discussion.

Mais dans les rapports entre preneur et bailleur au contraire, cette discussion est apparue.

Certaines décisions ont admis la réintégration.

« Attendu en droit que l'action en réintégration admise avant « tout dans l'intérêt de l'ordre et de la tranquillité publique « peut être intentée par tous possesseurs et même par tous « détenteurs précaires et ce quand même l'expulsion provient « du fait du bailleur et du propriétaire du fonds ». (Paix, Auxerre, 28 déc. 1891, G. P. 92.1, ^{sup} 53. (22)

D'autre part, la Cour de Cassation a rendu dans les circonstances suivantes un arrêt en date du 14 fév. 1912 (S.

(21) V. également Aubry et Rau § 185 p. 197 n. 43 § 189 texte et note 9.

(22) Dans le même sens Trib. Alpes Maritimes 25 oct. 1927, G. Trib. 4 mars 1928 ; Civ. Marseille 8 fév. 1928, G. P. 28.1.639 ; Paix St. Flour 23 août 1924, Journal des Juges de Paix 1925, p. 166, cf. Civ. Troyes 11 déc. 1868, D. 71.1.172 ; Civ. Rouen 17 juil. 1928, S. 28.2.169 ; Paix Lannemezan 2 juil. 1930, G. P. 1930.2.507. Paix Rouen (1^{er} canton) 9 sept. 1930, inédit cité par Le-court p. 98.

12.1.132) : La Société R. et B. était locataire de deux pièces de terre appartenant à T. et Q. Un domestique de Q., agissant pour le compte de ce dernier, avait usurpé une partie du terrain loué à la Société. Celle-ci intenta une action en réintégrande et le Tribunal Civil de Cambrai la débouta.

« Attendu que le locataire d'un immeuble, détenteur précaire, n'a vis-à-vis de son bailleur, tenu de le faire jouir (art. 1719 Civ.) qu'un droit de créance à l'exclusion d'un droit « réel ».

La Cour cassa ce jugement et accorda la réintégrande à la Société locataire contre le propriétaire admettant implicitement l'exercice de cette action de la part du locataire contre son bailleur.

Et nombreux sont les auteurs qui émettent la même opinion (23).

L'argument qui peut être donné à l'appui de cette solution est celui qu'indiquent les motifs des décisions ci-dessus : le but même de la réintégrande. La réintégrande a pour but l'ordre et la paix publique par l'interdiction de se faire justice à soi-même. Mais la protection de l'ordre public n'est pas une règle simplement relative, c'est un principe absolu qui doit sanctionner les voies de fait commises par une personne en quelque qualité que celle-ci ait agi (Cass. 16 déc. 1929, S. 30.1.100, G. P. 30.2.507). Si le propriétaire a en vertu d'un bail le droit certain d'expulser son locataire, une seule attitude lui est permise : recourir aux voies légales.

(23) Favard de Langlade. Répertoire de la nouvelle législation. V^e complainte sect. 2, n. 7. Bérime n. 393, p. 416 et 417; Zeglicky. Revue critique de jurisprudence 1894, p. 173; Bloche p. 219, n. 711; Wodon t. I, p. 138, n. 146; Leligeols v. Réintégrande n. 5; Pandectes Françaises, v. Action. Pos. n. 688; Douard. Thèse p. 195; Milhaud p. 20; Japlot, Revue Trim. de Dr. Civ. 1928 p. 977; Lecourt thèse p. 99.

C'est le même motif qu'indiquaient les anciens auteurs « Succumbit (dit Vimnius Inst. de Interd.) qui ab adversario vel vi vel clam vel precario possidet. In interdicto autem unde vi, etiam ille vincit. Nimirum in hoc interdicto visum est dejectum statim et sine exceptione restituendum est, ne detur occasio tumultus » (Cité par Favard de Langlade, *loc. cit.*).

A côté de ces décisions admettant la réintégrande, il en existe par contre qui la refusent.

« Attendu que cette action (la réintégrande) ne peut jamais « être exercée par un fermier à l'encontre de son propriétaire, « parce qu'alors les contestations qui surviennent entre eux ne « peuvent plus s'élever que sur l'exécution du bail ou des conventions faites entre eux ». (Cass. 10 mars 1829, S. 28,30.1.247).

« Attendu que si le locataire peut à la violence des tiers opposer l'action personnelle en réintégrande, il ne saurait, sans « contredire son titre, l'exercer contre son bailleur pour le « compte duquel il détient la possession utile et rapporter ainsi « directement et contrairement à l'art. 1715 C. Civ. la preuve « qu'un bail dénié, fait sans écrit et alors qu'il n'a reçu aucune « exécution ». (Civ. Cambrai, 26 nov. 1903, G. P. 1904.1.42 ; dans le même sens, Civ. Lyon, 17 avril 1928 ; Paix Hirson, 9 nov. 1899, rapport au Juris-cl. pr. Civ., art. 23, applications ; Paix Paris (9^e arrt.), 9 mars 1923, G. P. 23.1.689).

Certains auteurs soutiennent le même point de vue (24).

Ces décisions estiment que l'existence d'une convention entre les parties fait que le juge en statuant sur la réintégrande ne peut que préjuger des droits des parties. De même M. Solus (Revue Trim. dr. civ. 1929, p. 452) déclare « Le litige va mettre en question la mesure et l'étendue

(24) Bourbeau n. 335 et les auteurs cités précédemment comme posant le principe en général. M. Solus Revue Trim. de dr. civil 1928, p. 452 ; 1929 p. 159 ; 1930 p. 149 ; Rodière t. I. p. 76.

respective des droits des parties. Agir au possessoire serait enfreindre la règle du non-cumul ».

Ces points de vue paraissent faire une appréciation inexacte de la réintégrande. Celle-ci n'est pas une action protégeant l'exercice d'un droit ; elle tend seulement à l'interdiction des violences et au rétablissement provisoire d'un état de fait. Appointer le demandeur en réintégrande, comme la fait le Tribunal de Cambrai, à prouver sa détention matérielle au jour de la dépossession n'implique pas que nécessairement cette preuve doive entraîner celle d'un bail dénié. C'est confondre le domaine du fait qui est celui de la réintégrande avec le domaine du droit, qui lui est étranger. En effet prouver le fait ce n'est pas prouver le droit et réintégrer ce n'est pas admettre l'existence du droit. C'est ce que relève bien l'arrêt de la Cour de Cassation du 25 juin 1899 précité en disant qu'en réintégrande le juge n'a pas à se préoccuper des titres que l'une des parties peut faire valoir contre l'autre. Il ne peut donc pas y avoir cumul du possessoire et du pétitoire.

A raison du fondement même de la réintégrande, il faut donc admettre le principe suivant : dès lors qu'est prouvée la détention de fait du demandeur et sa dépossession violente, la réintégrande doit être admise.

Toutefois, les critiques formulées pourraient être justifiées si à l'abri de ce principe le demandeur s'efforçait d'obtenir par l'exercice de la réintégrande l'exécution ou l'interprétation d'une convention dont le juge ne pourrait connaître (Aubry et Rau, § 186, et elles s'appuient surtout sur diverses décisions ainsi conçues :

« Attendu que l'action intentée par les demandeurs et qui avait pour objet apparent de saisir le Juge de Paix d'une question possessoire trouvait à la fois son point de départ

« et sa raison de décider dans les rapports contractuels qui existaient entre les parties ; qu'en réalité elle tendait à faire apprécier par le juge de la cause, non le fait d'une possession troublée, mais bien l'étendue où la mesure des droits respectifs qui compétaient aux parties par suite et en vertu de la convention qui avait rendu l'une nue-proprétaire et l'autre usufruitière d'une certaine portion de terrain ». (Req. 17 nov. 1847, S. 48.1.309 ; Cf. Req. 29 juin 1824, S. 25.1.259).

« Attendu qu'il apparaît de tous les documents de la cause que la contestation est née de l'inexécution des conventions préexistantes intervenues entre les parties relativement au déplacement de la cheminée que P... avait autorisé et que R... devait effectuer dans des conditions déterminées ; d'où le jugement conclut à bon droit que la demande de P... ne présente pas les caractères d'une action possessoire ». (Civ. 26 oct. 1914, D. 16.1.188).

La même solution a été consacrée dans une espèce où un concessionnaire d'électricité avait coupé le branchement d'un abonné (Cass. 1^{er} fév. 1922, G. P. 22.1.462, S. 22.1.462).

Mais il faut remarquer que dans ces diverses espèces, notamment dans la dernière, il s'agissait moins d'un fait quelconque qui aurait pu constituer une violence ou voie de fait, que d'un *non fait*, moins d'une action que d'une omission (25).

En résumé donc la réintégrande doit être admise, alors même qu'une convention existe entre les parties, à la condition que ce dont se plaint le demandeur soit un fait, une action ayant un caractère violent qui aboutisse pour lui à la perte de la détention en sorte que la réintégrande sera irrecevable s'il s'agit d'un non fait, d'une omission dont la répression ne constituerait que l'exécution d'une convention.

(25) L'on verra plus loin que le fait donnant lieu à réintégrande doit être un acte positif et non une abstention (Cf. Rep. Dalloz v. Act. Pos. n. 117 et Req. 4 déc. 1833, S. 34.1.335).

Le juge aura à apprécier si le demandeur rentre bien dans ce cadre, mais il ne devrait pas s'en tenir à la forme sous laquelle cette demande serait introduite. Il paraît en effet nécessaire de prendre en considération les faits eux-mêmes et d'appliquer ici la jurisprudence décidant que pour caractériser l'action dont il est saisi et lui donner sa véritable qualification (complainte ou réintégrande) le juge doit plutôt s'arrêter aux circonstances et à l'objet de la poursuite que de s'en tenir étroitement aux termes de la citation ou des conclusions (Cette jurisprudence sera examinée ci-dessous). D'ailleurs, la personne dépouillée par une personne avec laquelle elle est liée contractuellement, qui peut exercer la réintégrande, pourra, si elle le préfère, exercer l'action du contrat (Bioche, n. 711, p. 219).

CHAPITRE IV

Conditions de recevabilité. Délai d'exercice de l'action.

Il y a lieu enfin d'examiner le délai dans lequel l'action peut être exercée.

L'action ne peut être exercée que dans le délai d'une année (Arg., art. 7, loi 12 juillet 1905). Cette prescription paraît s'expliquer par l'influence du droit romain. On sait en effet que le prêteur obligerait à intenter les interdits possessoires dans l'année (1) et que c'était d'ailleurs le délai de prescription des actions pénales en général.

Ce délai est le même pour la complainte et les règles applicables à cette dernière action s'appliquent également à la réintégrande, en sorte qu'il est inutile d'y insister.

Toutefois, certaines divergences sont à signaler. Alors que pour intenter la complainte, le demandeur jouit du délai annal à compter du jour où le trouble a pris naissance, pour la réintégrande, au contraire, c'est du jour où la violence a pris fin et où la partie spoliée a eu la possibilité d'agir. D'autre part lorsque des faits successifs de violence ou de spoliation se sont produits sur le même bien, chacun d'eux ne fait pas courir un nouveau délai d'une année, à la différence de ce qui a lieu pour la complainte, mais le délai a pour point de départ « le fait initial de spoliation » (V. notamment Cass. 16 déc. 1929, S.

(1) Glasson p. 299.

1930.1.100). Au sujet du délai d'exercice de l'action se pose la question de savoir si c'est un délai de déchéance ou un délai de prescription.

Il est inutile d'exposer en détail la controverse qui est commune à la réintégrande et à la complainte (2). Toutefois une remarque s'impose en la matière.

A l'appui de l'opinion qui voit dans l'annalité de l'action un délai de déchéance, on cite un arrêt de la Cour de Cassation du 27 mai 1891 (D. 91.1.348) décidant que cette déchéance n'est pas susceptible d'être couverte et doit être appliquée d'office par le juge. Un arrêt du 28 oct. 1891 (D. 92.1.385) décide d'autre part qu'il incombe au demandeur en complainte de prouver que sa demande a été formée dans l'année du trouble et est par là même recevable. En matière de prescription, le demandeur n'ayant pas à prouver que son action n'est pas prescrite, et l'exception de prescription pouvant être couverte, on conclut de ces décisions qu'il ne s'agit que d'un délai préfix (3).

Ce délai annal n'en paraît pas moins un délai de prescription. Mais cette prescription obéirait aux règles qui sont applicables à cette matière dans le domaine du droit pénal. Au ministère public incombe en effet l'obligation de prouver que l'action publique qu'il exerce n'est pas prescrite (4), et d'autre part en matière pénale la prescription est un moyen d'ordre public auquel il n'est pas possible de renoncer (5). Or, le caractère pénal et d'ordre public de la réintégrande est assez apparu pour qu'il soit permis de soutenir qu'en cette matière le délai annal doit être soumis aux règles de la prescription criminelle.

(2) V. Bazenet n. 132, Rép. de dr. fr. V. Act. Pos. Supt. n° 311 s.

(3) Aubry et Rau, 4^e éd. t. VIII, p. 426, § 771, texte et note 10.

(4) Rép. dr. fr. V Prescription mat. crim. n. 124.

(5) Loco. cit. n. 45. Cass. 5 juin 1830, S. ch. 29 mai 1847, S. 47.1.878.

TROISIEME PARTIE

Des faits donnant lieu à réintégrande.

Pour donner ouverture à la réintégrande, le demandeur doit prouver, non seulement sa détention matérielle et actuelle, mais aussi sa dépossession violente.

Tels sont les caractères du fait pouvant y donner lieu : il faut qu'il soit violent et entraîne une dépossession.

C'est toutefois en ces termes qu'est indiquée généralement la voie de fait fondant cette action. Pothier (1) définit la réintégrande « l'action que celui qui a été dépossédé par violence de quelque héritage a contre celui qui l'en a dépossédé pour être rétabli dans sa possession ». De même la Cour de Cassation s'explique en ces termes « L'action en réintégrande suppose... d'autre part une dépossession opérée à l'aide d'une violence, qui consiste en un acte agressif sur la personne ou le bien même du plaignant (Cass. 6 juil. 1887, D. 87.1.429, S. 87.1.316).

Mais l'expression « dépossession violente » ne peut être prise dans un sens littéral. La jurisprudence est peu fixée sur son application et l'on verra qu'il faut prendre cette formule non pas comme l'énoncé d'un principe, mais plutôt comme une indication générale et non exclusive des cas pouvant donner lieu à réintégrande. Le présent chapitre portera sur l'examen, tout d'abord de la condition de violence, puis de la condition de dépossession. Acces-

(1) Possession n. 106 Cf. Aubry et Rau § 189 ; Raviart n° 59.

soirement sera étudiée la question de savoir si la voie de fait doit constituer de la part du défendeur une prétention à la possession de la chose usurpée et si la bonne foi du défendeur peut influencer sur la qualification du fait d'usurpation.

SECTION I

DÉPOSSESSION VIOLENTE.

La réintégrande est donc ouverte à celui qui a été dépossédé par violences ou voies de fait.

Cette condition suppose un acte positif et non une abstention.

« Attendu qu'il s'agissait moins en l'espèce d'un fait quelconque que d'un non fait, moins d'une action que d'une omission ; que dans ces conditions en déboutant C... de sa demande en réintégrande, le jugement attaqué a fait une juste application des principes qui régissent la matière ». (Req. 4 déc. 1833, S. 34.1.335).

Et cet acte positif doit être un fait matériel. Ainsi, il a été jugé que la réintégrande ne pouvait être admise contre le fait par un maire d'avoir indiqué dans un arrêté de reconnaissance que cet arrêté vaudrait prise de possession au profit de la commune (Civ. Bordeaux, 8 déc. 1913 ; T. *Gaz. Pal.* 1912-20, v° Act. Pos., n. 46).

La violence consiste selon l'arrêt du 6 juillet 1887 précité « en un acte agressif sur la personne ou sur le bien du plaignant ». La violence suppose donc une résistance du possesseur contre l'usurpation.

La voie de fait au contraire ne suppose aucune résistance (2) ; elle existe par cela seul que l'on s'empare de la

(2) Bioche n° 42, Rep. Dalloz V. Act. Poss. n. 110.

possession d'autrui, arbitrairement, sans aucun titre apparent (3).

Pour certains auteurs, au contraire, la différence entre la violence et la voie de fait résiderait en ce que l'une s'exercerait contre les personnes et l'autre contre les biens (Note ss. Cass. Belgique, 18 mai 1893, D. 95.2.73).

Il faut noter d'ailleurs que cette distinction est sans intérêt pratique.

Le seul point paraissant pris en considération par la jurisprudence, c'est la gravité des faits commis par le défendeur. Et c'est une question de fait laissée à l'appréciation des Tribunaux que celle de savoir quand l'acte agressif sera d'une gravité suffisante. Toutefois, il est possible de définir cet acte ainsi : « la voie de fait positive de nature à compromettre la paix publique, telle en un mot qu'on ne pourrait la commettre sans blesser la sécurité et la protection que chaque individu a le droit d'attendre de la force des lois » (4).

Cette définition convient parfaitement grâce à son imprécision car la jurisprudence est fort large sur ce point.

LA NOTION DE VIOLENCE.

Celle-ci décide tout d'abord qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait combat et violence envers les personnes (Req. 28 déc. 1826, S. 27.1.73 et note Devilleneuve sous S. 1839.1.641). Il n'est même pas exigé qu'il y ait eu des violences physiques ; il suffit d'une contrainte morale tel que des menaces graves de l'usurpateur envers le possesseur.

Mais il est toujours nécessaire que les violences ou voies

(3) Note 1 au D. 83.1.348.

(4) Raviart n° 310.

de fait aient directement porté atteinte à la possession. Une attaque indirecte ne suffirait pas (5).

Mais la jurisprudence par une évolution qui paraît certaine n'exige même plus une violence effective.

« Attendu qu'une entreprise... quelque *paisible*, furtive ou « clandestine qu'elle ait été constituée une voie de fait pouvant « donner lieu à réintégration ». (Cass. 1^{er} fév. 1869, Arch. II, 316).

De même un arrêt de la Cour de Cassation du 12 avril 1933 (*Gaz. Pal.* 33.2.154, S. 1933.1.270 ; cf. en ce sens Civ. Marseille, 13 fév. 1883, ss. Req. 18 fév. 1835, S. 35.1.886) décide spécialement qu'en se réinstallant contrairement à la volonté manifeste du possesseur sur le même terrain dont il venait de le faire expulser par un jugement du juge de paix, un défendeur commet, même en l'absence de toute violence, une voie de fait de nature à rendre recevable de ce chef l'action en réintégration, et un autre arrêt de la Chambre Civile du 16 décembre 1929 (S. 1930.1.100) ne parle pas de violence, mais seulement de voie de fait (*Rev. Trim. dr. civ.* 1933, p. 903, note de M. Solus, cf. Cass. 10 nov. 1819, S. 20.1.209).

Cette jurisprudence a d'ailleurs des bases anciennes. Denisart (V^o Complainte) disait « La possession a quelque chose de si favorable parmi nous, et nos règles sur cette matière sont tellement différentes de celles des Romains que lorsque par violence *ou autrement* le possesseur en est dépossédé, il a ce que nous appelons l'action en réintégration ». Et des auteurs plus récents sont du même avis (6). L'admission de la réintégration en l'absence de violence est

(5) Cf. l'étude de l'interdit unde vi au début.

(6) Boucart p. 309 qui a l'appui de son opinion, p. 313 en note 1, cite Randa p. 154 n. 9 et Lemarignier, thèse, p. 63. V. également Bioche Dict.

conforme au fondement même de l'action. Celle-ci a pour but d'interdire les voies de fait en vue d'empêcher les particuliers de faire justice à eux-mêmes. La notion de violence a pu être la plus importante originairement, mais il est normal que par suite du perfectionnement des moyens de protection de l'ordre public, soit prise en considération la seule intention de se faire justice.

SECTION II

LA NOTION DE DÉPOSSESSION.

La notion de dépossession peut sembler à première vue extrêmement simple. Puisque la détention suffit à l'exercice de la réintégrande, il y aura dépossession quand le détenteur se trouvera séparé de cette chose. Si en principe cette notion ne soulève aucune difficulté, il n'en va pas de même dans les applications pratiques de cette notion. Bien souvent les faits allégués comme dépossession se révèlent comme connexes à la notion de trouble.

Le présent chapitre aura pour objet de montrer que la jurisprudence et la majorité des auteurs paraissent admettre comme principe la recevabilité de la réintégrande au cas de la dépossession seulement et son rejet au cas de trouble. Mais ce chapitre tendra ensuite à établir que la jurisprudence est loin d'être formelle et que divers auteurs n'admettent pas ce principe, pour aboutir à la conclusion que la réintégrande est admise dans certaines circonstances qualifiées de dépossession alors qu'il paraît y avoir un simple trouble violent.

V. Act. Poss. n. 42; cf. Feuillard Thèse p. 151; M. Solus, note précitée; Lecourt p. 233; En sens contraire Wodon t. I, p. 137, n. 145; Appleton p. 381; Carou p. 49 n. 1; Bazenet n. 83.

Le principe dominant de la matière serait le suivant :
« Si après l'entreprise violente d'un tiers le possesseur peut librement reprendre et continuer sa jouissance du fonds sans rencontrer d'obstacle matériel, il a été simplement troublé, ce qui n'autorise que la complainte ; si au contraire il rencontre un obstacle matériel persistant qui l'empêche d'user de la chose alors il s'en trouve dépossédé et a le droit de demander à la Justice de le restituer en la possession dont il est privé et pour cela d'ordonner la destruction de l'obstacle existant » (7).

Ce principe paraît dégagé par diverses décisions jugeant que la voie de fait alléguée ne constituait qu'un simple trouble n'autorisant pas la réintégration.

« Attendu que le demandeur reprochait au défendeur éventuel
« d'avoir fait enlever avec de nombreux ouvriers la paille à
« chaise excrue sur un terrain d'environ un hectare dont il se
« disait propriétaire ; que ce fait qui ne constituait point une
« usurpation du terrain litigieux même, dans la possession du-
« quel le demandeur était libre de rentrer sans rencontrer aucun
« obstacle n'autorisait pas l'action en réintégration » (Req. 12
« août 1874, D. 76.1.501, S. 75.1.28).

« Attendu que des termes mêmes de l'exploit introductif d'ins-
« tance et de ceux des conclusions prises par le demandeur en
« première instance et en appel, il résulte que le fait reproché
« au défendeur éventuel d'avoir fait stationner sa voiture sur
« un terrain dont la Compagnie aurait été en possession, cons-
« tituait un simple trouble à la possession et non pas la dépos-
« session complète donnant lieu à l'action en réintégration ; que
« ce caractère de la demande ressort si évidemment de la na-
« ture des faits que la Compagnie tout en se servant de l'ex-
« pression de réintégration ne se plaignait surtout que du trou-
« ble apporté à sa possession en soutenant d'ailleurs avoir la

(7) Note ss. Civ. 27 février 1894, D. 94.1.369 ; Bazenet n° 88 ; Planiol, Ripert et Picard t. III, p. 212, n° 208 ; « Il y aura dépossession toutes les fois que le possesseur sera dans l'impossibilité matérielle d'exercer sur sa chose des droits dont il jouissait », Raviart n° 305.

« possession annale du terrain litigieux, allégation inutile s'il « se fût agi d'une action en réintégrande... (Req. 31 janvier 1871, « 71.1.7) ».

Dans une espèce où l'agresseur s'était borné à briser une barrière et à traverser le fonds d'un possesseur, la Chambre Civile a déclaré que celui-ci n'avait pas été dépossédé de ce fonds, qu'il y avait été simplement troublé (Cass. 12 déc. 1853, D. 54.1.346 ; Adde, Cass. 19 nov. 1888, D. 90.1.16, S. 89.1.100 ; Adde, Cass. 17 fév. 1914, D. 17.1.194). Il a été également jugé qu'il n'y avait pas dépossession dans le fait par un particulier d'avoir en labourant anticipé sur le terrain voisin (Cass. 3 nov. 1897, D. 98.1.13 ; 8 janv. 1924, D. 24.1.199).

Un jugement du Tribunal Civil de Perpignan du 5 mars 1895 (D. 95.2.248) déclare formellement qu'un trouble violent ne justifie pas l'exercice d'une action en réintégrande. La majorité des auteurs approuve d'ailleurs ce principe (8). Son application ne conduit d'ailleurs pas à décider que la dépossession doit porter sur la totalité du bien. Une dépossession partielle suffirait au contraire (9).

« Attendu en droit qu'un simple fait de trouble de possession « fut-il violent, ne peut autoriser la réintégrande qui par sa « nature même ne peut reposer que sur une dépossession partielle ou complète (Civ. Perpignan 5 mars 1895 précité. La « Cour de Cassation admet également la réintégrande pour démolition d'une partie de mur, Cas. 22 nov. 1846, D. 47.1.33 ; « S. 47.1.286.

DISCUSSION SUR L'ADMISSION DE LA RÉINTÉGRANDE AU CAS DE TROUBLE VIOLENT.

Mais il paraît impossible de s'en tenir à l'application de

(8) Wodon t. I, n. 144, p. 183 ; Appleton § 384 ; Bazenet-Planiol et Ripert, loc. cit. Lecourt p. 195.

(9) Bazenet n. 89, Raviart n. 309.

ce principe. Son application stricte amènerait et a amené la jurisprudence à des solutions qui ne sauraient se justifier logiquement. Ainsi elle a refusé d'admettre la réintégration dans le cas de destruction par un tiers d'une partie de la clôture d'une propriété, de l'abatage de quelques arbres et du dépôt de sables et de débris de toutes sortes sur une grande partie du terrain du demandeur.

« Attendu que si le Tribunal de Mortagne a admis hypothétiquement comme établi que le sieur D... avait détruit une « partie de clôture du fonds possédé par F..., ainsi que quelques arbres et déposé du sable, des débris et des pierres, sur « le sol cultivé, devant la cave et à l'entrée dudit fonds, ces « faits ne constituent pas une dépossession des demandeurs. « (Cass. 27 fév. 1894, D. 94.1.369, S. 94.1.224) ».

Un autre arrêt a été rendu dans le même sens (Cass. 21 fév. 1900, D. 1905.1.271, S. 1900.1.264). Il refuse de considérer comme une dépossession un dépôt de moellons sur le terrain d'autrui et la construction de fondations sur ce terrain. De tels faits paraissent pourtant devoir justifier l'exercice de la réintégration, car ils constituaient un obstacle matériel empêchant le possesseur de continuer sur l'immeuble les actes de jouissance qu'il pouvait exercer auparavant (10) et de nature à troubler l'ordre public.

Ces arrêts toutefois pourraient être considérés comme des décisions d'espèces, ne pouvant porter atteinte au principe posé. Mais il y a plus : certains auteurs rejettent complètement ce principe et soutiennent que la réintégration est recevable, non seulement dans le cas de dépossession violente, mais aussi dans le cas de trouble violent et la jurisprudence comporte des arrêts qui tantôt admettent impli-

(10) Cet arrêt rendu contrairement aux conclusions du ministère public est généralement combattu par la doctrine. V. note sous cet arrêt D. 94.1.360.

citement ce principe, tantôt le consacrent en termes formels.

Ce point de vue est indiqué par Dalloz (1) en ces termes : « C'est exclusivement au caractère du trouble qu'il faut s'attacher pour déterminer dans quel cas peut s'exercer la réintégrande, sans qu'il y ait à considérer si ce trouble a opéré ou non une dépossession totale ». Toutefois, cette opinion paraît trop restrictive. Elle décide en effet qu'au cas de dépossession sans violence, il n'y aurait pas lieu à réintégrande. Cette solution est contraire à la jurisprudence récente et ne saurait être retenue. Il semble qu'il y ait lieu de relever simplement dans cette doctrine l'admission de la réintégrande au cas de trouble violent.

Ce principe paraît d'ailleurs consacré par une décision de la Cour de Cassation :

« Attendu que le jugement attaqué constate qu'il est cons-
« tant en fait que le sieur B... demandeur en cassation avait
« pratiqué dans la berge d'un fossé dépendant de l'héritage
« de son adversaire un fossé ou rigole à l'aide duquel il avait
« inondé cet héritage en y faisant déverser les eaux d'une mare
« lui appartenant. Qu'en considérant cette voie de fait comme
« une spoliation ou un trouble violemment apporté à la pos-
« session du sieur T... et de nature à justifier l'action en réin-
« tégrande formée par ce dernier quelles que puissent être d'ail-
« leurs les prétentions du demandeur à un droit de servitude,
« le jugement attaqué n'a violé aucune loi » (Req. 3 mai 1848,
Arch. II 96) (12).

(11) Rép. D. V. Act. Pos. n. 97 qui renvoie à Bérime n. 209, p. 224. V. également Rep. encycl. dr. fr. Labori eod. v. n. 5 qui renvoie au Répertoire du Journal du Palais eod. v. n. 69 ; Wodon t. I, n. 144, critique l'opinion de Bérime et Dalloz.

(12) Lecourt p. 198 soutient qu'il est inexact de tirer cet argument de l'arrêt rapporté. Il prétend que le mot « trouble » doit être pris ici dans son sens le plus large qui aux termes de la définition d'Aubry et Rau (t. II § 187) renferme la notion de dépossession.

Cette décision est d'autant plus intéressante qu'en l'espèce le fait ne pouvait être considéré que comme un trouble et ce par rapprochement avec un autre arrêt de la Cour de Cassation du 17 nov. 1857 (D. 58.1.72) qualifiant de trouble et non de dépossession le fait par le propriétaire d'un fonds supérieur de détourner les eaux d'une rivière actionnant l'usine d'un fonds inférieur (13). Or, en l'espèce on ne peut considérer le voisin comme s'étant emparé de la possession et comme détenant le fonds d'autrui par le fait qu'il l'a submergé. L'eau même avec laquelle il a envahi le fonds voisin lui appartiendrait-elle qu'elle ne peut être envisagée comme un moyen d'exercer son pouvoir sur ce fonds. Ce n'est qu'un simple moyen de gêner la possession d'autrui, un trouble.

La Cour Suprême a également cassé un jugement du Tribunal Civil de Cambrai du 8 avril 1909 qui avait rejeté la réintégrande exercée contre un particulier ayant en labourant anticipé sur le terrain voisin (Cass. 14 fév. 1912, D. 13.1.176 ; S. 12.1.132 ; Adde, Cass. 24 juin 1851, D. 51.1.154) (14). Elle a aussi admis une action en réintégrande dans une espèce où il n'y avait pas dépossession : celle d'un possesseur d'une prairie et de la moitié du lit du ruisseau qui longeait son fonds à raison : 1° de la voie de fait commise par un voisin en introduisant dans ledit ruisseau les eaux de son canal d'irrigation ; 2° de l'ébranlement d'un mur de soutènement et des éboulements de terrain occasionnés dans l'héritage du demandeur par l'action des eaux (Req. 25 avril 1865, D. 65.1.283).

(13) Lecourt p. 193 et 194.

(14) Cette jurisprudence est exactement contraire à celle citée précédemment à l'appui du principe de la recevabilité de la réintégrande en matière de dépossession seulement.

Il en est de même dans les cas d'obstruction ayant donné lieu à réintégrande. Ainsi a-t-il été jugé pour le fait d'avoir fermé un chemin (Paix Douai, 11 mai 1895, G. P. 95.2.91 ; D. 95.2.336 ; Civ. Bazas, 8 mars 1892, Gaz. Pal. T. Q. 92.97, V^o Act. Pos. n. 142) ; d'avoir obstrué une porte par une solive en rendant l'ouverture impossible (Paix St-Julien, 15 mars 1901, Déc. J. Paix 1902.215 ; Paix Poissy, juillet 1901, Déc. J. Paix 1902.149 ; Juris Cl. Pr. Civ., art. 23, App.), ou par la construction d'un mur (Cass. 4 juin 1904, S. 1905.1.93, D. 1904.1.475).

Une décision récente admet également la réintégrande dans le cas d'enlèvement de voitures remisées sur un terrain pour les ramplacer par des matériaux (Cass. 21 mai 1928, D. H. 28.349, S. 28.1.246, Rev. Trim. dr. civ.).

Dans ces divers cas il n'y avait pas dépossession, notamment de la porte ou du chemin, mais obstacle à la jouissance de leur usage normal et l'on ne peut donc dire que la jurisprudence se borne à l'admission de la réintégrande au cas de dépossession.

La même conclusion doit se dégager des espèces où la réintégrande a pour objet un meuble détaché d'un immeuble. Ainsi la réintégrande a été admise à raison du déplacement des bornes d'un héritage (Civ. Vouziers confirmé par Req. 10 nov. 1819, Arch. et Sonly 11.3). Elle serait également admise dans le cas d'enlèvement d'une barrière (15), dans celui de destruction par un maire d'un barrage appartenant à un particulier (Cass. 18 nov. 1873, D. 75.1.413, S. 74.1.217) ou par l'enlèvement d'un treillage posé sur le

(15) Arg. Req. 12 déc. 1853, D. 54.1.346 ; Bazenet p. 469 in fine. Dans cette espèce la réintégrande avait été rejetée parce que le demandeur avait non pas conclu au rétablissement de la barrière considérée isolément, mais à sa réintégration dans la possession du droit de passage dont elle constituait le signe apparent.

terrain d'autrui (Civ. 15 juin 1898, S. 98.1.460, D. 99.1.379) (16). Ce dernier arrêt est significatif car il déclare qu'il y a eu en l'espèce dépossession alors qu'en fait il n'y a pas eu dépossession, mais trouble violent.

L'espèce se présentait dans les circonstances suivantes : les sieurs Dubruc et Duport sont propriétaires à Bois-Colombes de terrains contigus. Au mois de mars 1895, à la limite d'une bande de terrain contestée et l'incorporant ainsi, le sieur Dubruc fit placer un treillage. Sommation par le sieur Duport d'enlever ce treillage. Au lieu de se conformer à cette sommation, le sieur Dubruc fit au mois de juillet construire un pilastre en maçonnerie. Nouvelle protestation du sieur Duport qui demande l'enlèvement du pilastre et du treillage. Le 6 sept. le sieur Dubruc remplace le treillage par une palissade qu'aussitôt le sieur Duport arrache violemment. Demande en réintégration du sieur Dubruc. Jugement du Juge de Paix de Bois-Colombes en date du 15 octobre 1895, confirmé par un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 27 février 1896 admettant la réintégration. Un pourvoi est formé libellé ainsi : « 2° moyen : en ce que le jugement attaqué a accueilli une demande en réintégration sans constater que la voie de fait incriminée eût entraîné dépossession ».

Arrêt : « Attendu que pour accueillir la réintégration formée « par Dubruc, le jugement attaqué précise d'après les enquêtes « que le treillage a été arraché avec violence par D... ; qu'après « avoir relaté ainsi l'acte agressif et violent entraînant une « véritable dépossession, le jugement a réintégré D... dans la « possession et jouissance de la bande de terrain et du treillage qui la surmontait ; qu'il suit de là que l'exercice de l'action en réintégration a été pleinement justifié... ».

(16) Cette jurisprudence est si bien contraire au prétendu principe qu'elle est critiquée. Weldon t. I, n. 145, Appleton § 385.

Dans ces circonstances aucun obstacle n'empêchait la victime de la violence à rentrer en possession de son bien.

Il en est encore de même dans le fait par un tiers d'avoir fauché un pré appartenant au demandeur et laissé le foin sur la terre pour le récolter ensuite qui a été admis comme cas de réintégration (Cass. 22 janv. 1878, D. 78.1.316 ; S. 78.1.216).

La Jurisprudence, tout en paraissant par conséquent poser en principe que la réintégration suppose une dépossession, la déclare recevable dans des espèces où il paraît y avoir simplement trouble violent.

Les contradictions révélées dans les décisions statuant sur des espèces identiques paraissent provenir de l'hésitation de la jurisprudence à admettre la réintégration au cas de trouble violent : telles celle qui admet la réintégration dans le cas où un pré a été fauché (Cass. 22 janv. 1878 précité) et celle qui la refuse dans le cas où un champ de paille a été fauché (Cass. 12 août 1874 précité), celle qui l'admet dans le cas de submersion du fonds d'autrui par dérivation de l'eau d'une mare (Cass. 3 mai 1848 précité), ou dans le cas de détournement d'eaux (Cass. 11 mai 1841, D. 41.1.242), et celle qui la refuse dans le cas de retenue des eaux qui actionnent l'usine en aval (Cass. 17 nov. 1857, D. 58.1.72 et Req. 6 déc. 1851, Bioche n. 290).

Pourtant les motifs de la réintégration justifient son exercice dans le cas de trouble violent aussi bien que dans le cas de dépossession : ce qui fait le danger d'une voie de fait c'est plus la violence avec laquelle elle a été exercée que la dépossession qui l'a suivie (17).

Toutefois, si dans le cas de dépossession il n'est pas né-

(17) Lecourt p. 203.

cessaire qu'il y ait violence, au cas de trouble, il faudrait exiger cette condition de violence, et poser légalement comme condition que ce trouble violent ait entraîné une dévastation quelconque du fonds d'autrui, un dommage. Ainsi l'enlèvement de terres sous les fondements d'un édifice pour les remplacer par une construction en pierres ne donne pas lieu à réintégration en l'absence de tout dommage (Cass. 27 août 1827, S. ch. et 6 déc. 1827, rapporté sous Cass. 27 août 1827 précité). Il en est de même de la substitution à un tuyau de décharge déversant à ciel ouvert les eaux pluviales, d'un tuyau de descente conduisant ces eaux dans un canal souterrain (Cass. 26 juil. 1882, Arch.) (18). S'il y avait un simple trouble de droit ou de fait n'ayant pas entraîné dévastation, il n'y aurait rien à remettre en l'état primitif, rien à réintégrer.

SECTION III

ACTES D'EXÉCUTION. — ACTES FAITS DE BONNE FOI.

Ainsi donc le cas de dépossession ou de trouble violent peut donner lieu à réintégration ; mais ces seules circonstances ne paraissent pas suffisantes.

En effet l'auteur des faits peut dans certains cas avoir agi dans les formes légales ou encore de bonne foi et croyant faire ce qui était son droit ; il peut aussi avoir agi sans prétendre à l'exercice d'un droit et enfin ses actes peuvent avoir été faits sur son propre fonds et n'avoir eu que des conséquences indirectes.

Ces différents points vont être examinés dès maintenant :

L'auteur des voies de faits peut tout d'abord avoir agi

(18) En matière de plainte au contraire, le trouble peut être réprimé indépendamment de tout dommage (Cass. 6 avril 1859, S. 59.1.503.

dans les formes légales : alors la réintégrande sera irrecevable. C'est le cas de celui qui est en possession d'un titre exécutoire. Cette règle, notre ancien droit la proclamait (19). La jurisprudence s'est conformée à ce principe.

« Attendu qu'en jugeant que le sieur C... n'avait agi qu'en « vertu d'un jugement passé en force de chose jugée qui l'avait « autorisé à faire les travaux dont il s'agit et que ce jugement, « rendu contre B..., était opposable au demandeur en cassation, son cessionnaire, le Tribunal de V... pu, comme il « l'a fait, rejeter la demande en réintégrande, puisqu'il n'y « avait ni ne pouvait y avoir de dépossession violente de la « part de celui qui s'était borné à user d'un titre non attaqué » (Cass. 5 janv. 1837) (19 bis).

Il n'y a même pas lieu à réintégrande dans le cas où l'exécution du jugement est faite prématurément avant la levée de la grosse et sa signification (Civ. 14 déc. 1859, D. 59.1.104).

Mais il faut que le jugement ait prévu formellement l'acte à exécuter (cf. Req. 2 déc. 1856, D. 56.1.448), et il est en outre nécessaire d'exécuter le jugement par les voies de droit. Si par exemple un jugement petitoire attribue à une personne la propriété d'un terrain possédé par un tiers, mais que le bénéficiaire au lieu de le faire exécuter régulièrement s'était fait justice lui-même en dépossédant par voie de fait le possesseur du terrain ayant fait l'objet du litige, ce dernier serait recevable à exercer la réintégrande

(19) Un arrêt du Parlement de Bordeaux du 12 janvier 1672 rapporté au Journal du Palais, t. I, p. 143, éd. 1754, consacre ce principe conformément aux observations du défendeur à la réintégrande qui soutenait que « c'était une règle et une maxime certaine que la réintégrande n'a jamais lieu contre celui qui procède par la voye de droit, suivant cette maxime vulgaire, spoliatio fit a non iudice et juris executio non habet injuriam ».

(19 bis) Paix Bagnères de Bigorre, 19 déc. 1911, Gaz. Pal. T. Q. 1912-20, V^o Act. Pos. n. 45 ; cf. Cass. 1^{er} avril 1856, D. 56.1.461).

(20). Il est nécessaire toutefois que le jugement soit opposable à la personne contre laquelle on veut l'exécuter. Si l'exécution avait lieu contre un tiers, même suivant les voies de droit, il pourrait se pourvoir par réintégrande, car il n'y aurait qu'une apparence de légalité (21). Aussi la réintégrande pourrait être exercée contre un séquestre judiciaire si la décision de nomination de ce séquestre n'était pas opposable au demandeur. La même solution s'étendrait à un syndic de faillite, à un curateur à succession vacante qui représentent des créanciers. Peu importerait même que le demandeur fût à la fois créancier et possesseur car il agit seulement en tant qu'ancien possesseur (22).

Il en est de même des actes faits dans les formes légales. Un arrêt de la Cour de Cassation du 12 juin 1907, (G. P. 1907.2.166) consacre encore le principe sur ce point. A la suite des lois sur les congrégations, des religieuses avaient persisté à se maintenir dans leur établissement et refusé de se disperser. Le liquidateur procéda à leur expulsion manu militari « en vertu des pouvoirs qu'il tenait de la loi du 7 juillet 1904 et du jugement qui lui avait conféré sa qualité ». Les religieuses intentèrent une action en réintégrande contre le liquidateur mais ne purent obtenir satisfaction.

« Attendu que l'action en réintégrande n'est ouverte par la loi qu'à celui dont la déposssession a été le résultat d'actes « violents... et non à celui dont la déposssession a eu lieu en « vertu de la loi et dans les formes légales ».

(20) Milhaud p. 171.

(21) Bourbeau t. VII, n. 345.

(22) Revue Trim. Dr. Civ. 1933, p. 067, note de M. Demogue.

Mais il est nécessaire que le titre soit exécutoire et ne puisse pas être contesté. Un propriétaire notamment ne peut s'autoriser pour expulser son locataire « du congé par lui donné et qu'aucune autorité judiciaire n'avait validé... » (Paix Rouen 1^{er} canton ; inédit cité par Lecourt, p. 228). Et donnerait lieu à réintégration le fait de prendre possession d'un bien malgré les protestations du possesseur en vertu d'un acte translatif de propriété dont la valeur était contestée par le possesseur (Cass. 8 juill. 1861, D. 72.1.190, S. 62.1.617). En l'espèce le maire d'une commune s'était emparé de divers immeubles donnés au bureau de bienfaisance et ce, malgré les protestations du donateur, basées sur la révocation de la donation.

La même solution s'impose au cas d'exécution de travaux publics avec l'accomplissement préalable des formalités légales (23) ou de tout acte administratif régulier (24).

Dans le cas d'exécution de travaux publics la procédure d'expropriation doit avoir été régulière et il est simple en ce cas de le vérifier. Mais la question peut paraître plus délicate dans le cas d'expropriation indirecte. On entend par là le cas où l'administration occupe définitivement une propriété privée sans avoir pu ou dû recourir à la procédure régulière d'expropriation. Certains de ces cas sont d'ailleurs prévus par les lois spéciales. Ainsi, d'après la loi du 21 mai 1836, l'arrêté portant reconnaissance et fixation de la largeur d'un chemin vicinal peut « élargir » le chemin aux dépens des propriétés riveraines, sans recourir aux

(23) Il résulte que l'inobservation de ces formalités peut rendre recevable l'exercice de la réintégration. Les cas de ce genre seront examinés ultérieurement.

(24) Archambault. V. Réintégration n. 13. Bazenet p. 169 ; V. également ci-dessus p. 71 ; Bloche n. 298 p. 95 et Civ. 11 août 1856.

formalités de l'expropriation (art. 15). Ces formalités ne deviennent indispensables que s'il s'agit d'ouverture ou de redressement mais non de simple élargissement. On peut citer encore comme cas d'expropriation indirecte, ceux résultant : de la délivrance d'un arrêté individuel d'alignement (loi du 6 sept. 1807) attribuant à la voie publique la portion de propriété retranchée ; de travaux faits dans les propriétés privées pour l'établissement de lignes télégraphiques (loi du 28 juillet 1885) ; de l'occupation temporaire de terrains pour l'exécution de travaux publics (loi du 29 déc. 1892). Dans tous les cas les particuliers n'ont droit qu'au règlement d'une indemnité.

L'auteur des voies de fait peut avoir également agi de bonne foi. Cette proposition pourrait paraître absurde, si l'on ne se souvenait que la réintégrande est recevable en l'absence de toute violence. En certains cas, ce qui pourrait être considéré comme une voie de fait par le demandeur pourrait ne pas être envisagé comme tel du point de vue du défendeur.

Il est un cas certain toutefois où cette question ne peut se poser : c'est celui où une violence aurait été commise contre une personne, hors bien entendu le cas où cette violence ne serait qu'un acte de légitime défense. Il est impossible de refuser la réintégrande contre l'individu qui, croyant agir sur son propre fonds et rencontrant la résistance d'un autre individu, se laisse aller sur la personne de ce dernier à des actes de violence. Cet individu avait à sa disposition les voies légales pour vaincre la résistance de l'autre qu'il croyait abusive (25). « Celui qui a dépossédé

(25) Lecourt p. 219.

avec violence savait bien qu'il faisait une action condamnable, il est donc nécessairement de mauvaise foi » (26).

Mais quand les violences ou voies de fait n'ont pas atteint directement la personne d'autrui, mais simplement le bien, la bonne foi avec laquelle elles ont pu être pratiquées semble devoir les soustraire à l'exercice de la réintégrande (27). La mauvaise foi n'existant pas chez l'auteur de la voie de fait, il est tout d'abord impossible de dire qu'il a voulu se faire justice à lui-même. Il croyait combler un fossé lui appartenant, détruire un édifice dont il pensait être propriétaire, il n'y a là rien de répréhensible. « La voie de fait commise sans mauvaise foi de la part de celui qui en est l'auteur ne donne pas lieu à réintégrande. Cette action n'a pour objet que la répression d'un délit ou d'un quasi-délit. Si celui qui s'est emparé d'un héritage a eu l'intention d'user légalement de son droit, s'il n'a pas dû raisonnablement supposer que le possesseur s'opposerait à ce qu'il a cru devoir faire, il n'y a ni voie de fait, ni violence dans le sens de la loi » (28).

« Il ne faut pas pousser trop loin la doctrine relative à la réintégrande, dit également Garnier (29). Outre qu'il y a des voies de fait licites, ainsi que nous l'avons dit et que l'enseigne l'auteur du Répertoire V^o Voie de fait, parce qu'il faut bien les distinguer de la violence qui est exigée pour que l'action en réintégrande puisse être formée, nous

(26) Piegeau et Crivelli t. II p. 542.

(27) Cette question ne se pose pas en matière de complainte qui peut être exercée contre un défendeur ayant agi de bonne foi. Civ. 8 août 1888, D. 89.1.20 ; S. 90.1.412. Civ. 1^{er} mai 1889 D. 90.1.479 ; S. 90.1.14.

(28) Bioche n. 43, Cf. Béline n. 384, p. 417. qui refuse la réintégrande contre des ouvriers qui en exécutant ou en détruisant quelque ouvrage sur le terrain d'autrui n'auraient cru agir que sur la propriété de celui qui les employait, n. 301, p. 424. Répe. J. G. Dalloz v. Act. Pos. n. 115.

(29) Garnier n. 219.

ne pouvons même considérer comme une voie de fait proprement dite l'acte du voisin qui étend sa charrue à quelques pouces de terrain de plus ou de moins. On doit penser qu'il était de bonne foi, qu'il ne croyait pas que le propriétaire limitrophe avait des prétentions sur cet objet. Il pourrait en être autrement s'il y avait eu destruction de bâtiments, d'arbres, de haie, etc... Il est peu probable que l'auteur de cette innovation ignore que ces objets sont détenus par un tiers ».

Diverses décisions admettent ce principe. C'est en ce sens que paraît avoir été rendu un jugement du Tribunal Civil de Perpignan le 5 mars 1895 (D. 95.2.248) qui rejette l'action en réintégration « parce qu'il est digne de remarquer que les actes reprochés aux intimés ont été effectués par ces derniers dans des conditions exclusives de mauvaise foi puisqu'ils soutiennent avoir eu le droit d'agir ainsi qu'ils l'ont fait en leur qualité de fermiers des propriétés sur lesquelles se sont produits les faits de trouble litigieux » (30). Il a été également jugé qu'en l'absence de limites naturelles ou artificielles entre deux propriétés, le fait par un propriétaire de s'avancer sur un terrain planté en bois que son voisin prétend être sa propriété et d'y couper quelques brassées de taillis ne donne pas lieu à l'action en réintégration, surtout s'il a cessé tout travail aussitôt prévenu (Paix Ransons-s-Matz 24 avril 1888, G. P. T. Q. 1887-92, V° Act. Pos. n. 136). Un jugement du Tribunal Civil de Nérac du 14 janvier 1887 (rapporté sous Req. 22 fév. 1888, G. P. 88.1.406) statue en ces termes :

(30) Douard thèse p. 183 approuve cette décision. Feillard Thèse p. 150 la critique.

« En ce qui touche la mauvaise foi, attendu qu'il est manifeste que Mme du S... n'a pu avoir aucun doute sur les prétentions de Mme de G... à la haie du C..., après la correspondance suivie d'une invitation devant le Juge de Paix, la tentative d'arbitrage amiable proposée par Mme de G... et les faits du mois d'octobre 1884 ; qu'il est donc certain que Mme du S... a voulu se faire justice elle-même par une voie de fait parfaitement caractérisée et que c'est précisément en vue d'actes de cette nature que la réintégrande a été instituée ».

La Chambre des Requêtes pour les mêmes motifs rejeta le pourvoi formé contre ce jugement.

De même ne constitue pas un acte pouvant motiver la réintégrande l'empiètement de quelques centimètres d'un mur élevé sur le rivage de la mer avec l'autorisation de l'autorité compétente ou l'acte de creuser, avec l'autorisation de l'Administration sur le même rivage, un abri pour un bateau (Paix Marseille 23 août 1904, Jurisp. Civ. de Marseille 1905, p. 128) (31). De même un particulier qui aurait effectué un ouvrage quelconque sur une propriété privée avec l'autorisation de l'administration, ne devrait pas pouvoir être inquiété par voie de réintégrande.

Le même principe peut être dégagé des espèces suivantes : La destruction brusque et violente de la clôture en bois séparant deux terrains contigus, récemment adjugés par le propriétaire de l'un de ces terrains justifie la réintégrande de la part de l'autre propriétaire dès lors que les apparences de fait comme certaines indications du cahier des charges de l'adjudication du défendeur étaient de nature à lui donner des hésitations à disposer seul et à son gré de la clôture (Paix Roubaix 17 mars 1925, déc. J. Paix mai 1926. Sommaires Sirey 1926 n. 2.629).

De ces décisions (notamment Civ. Nérac 14 janv. 1887 et

(31) Rapporté au C. Pr. Civ. ann. Dalloz, art. 23 n. 389.

Paix Roubaix précité), il paraît possible de déduire que la réintégrande n'aurait pas été admise au cas où le défendeur aurait été de bonne foi. Mais la charge de la preuve de la bonne foi incomberait au défendeur (32).

En sens contraire les décisions ne paraissent pas nombreuses. Tout au plus peut-on citer un jugement du Tribunal Départemental des Alpes-Maritimes du 25 oct. 1927 (Gaz. Trib. 6 mars 1928) qui ne paraît pas affirmatif, mais certains auteurs n'adoptent pas cette théorie (33). Notamment Lecourt (34) soutient que la question d'intention est sans intérêt en ces termes : « Si l'auteur de la violence n'a pas eu l'intention de se faire justice à lui-même, il n'en reste pas moins vrai qu'il s'est mis en possession d'un bien qui ne lui appartient pas ou dont il n'avait pas la détention. Il a dépouillé le possesseur de ce bien et c'est ce fait matériel qui doit être réparé... Dire que la réintégrande ne s'appliquera pas au cas où l'auteur de la dépossession a agi de bonne foi, c'est dire que la réintégrande est une action pénale, une action de répression applicable seulement au cas où l'usurpateur a eu l'intention d'agir arbitrairement et violemment... Mais pour satisfaire à ce caractère répressif il faudrait sacrifier le véritable but de cette institution qui est avant tout de réparer le préjudice subi par quiconque a été dépossédé. La réintégrande est avant tout une action en réparation... »

Cette observation est exacte, mais elle permet de justifier par un argument a contrario les solutions jurisprudentielles qui font état de l'intention de l'auteur de la prétendue voie de fait. Il faut rappeler en effet que le début de cette étude

(32) Bioche v. Act. Pos. n. 43, Favard sect. 2 n° 6.

(33) Pigeau et Crivelli t. II, p. 542. Feillard Thèse p. 150.

(34) Thèse p. 220. V. également Feillard thèse p. 150.

a tendu à établir que la réintégrande était une action pénale avant tout.

A cet argument théorique il est possible d'ajouter que la jurisprudence en admettant la réintégrande en l'absence de violence impose au juge de considérer avec quelle intention le fait a été commis. Autrement toute personne avant d'exercer ce qu'elle croit son droit devrait se munir de l'autorisation de son voisin. Le même examen s'impose si l'on admet le possesseur clandestin à agir en réintégrande (35).

Ainsi la question d'intention intervient dans l'appréciation des faits donnant lieu à réintégrande et il paraît nécessaire d'examiner si le défendeur a été de bonne ou mauvaise foi dans l'exécution de l'acte incriminé.

SECTION IV

DE LA PRÉTENTION DU DÉFENDEUR A L'EXERCICE D'UN DROIT.

L'examen de l'intention se borne-t-il là, ou faut-il également savoir si le défendeur doit prétendre à la possession ou à la détention du bien usurpé ?

(35) Il est intéressant d'ailleurs de signaler ici une question relative à l'exécution de travaux publics. La jurisprudence administrative décide que le travail public effectué en dehors des conditions où l'avait conçu l'administration n'est plus un travail public lorsque l'entrepreneur qui en est chargé a opéré en marge des stipulations des contrats ou des dispositions légales que l'administration comptait lui voir observer, il fait un acte privé, il n'agit plus comme représentant de l'administration il ne fait plus le travail public (Cons. d'Etat 23 janv. 1903, D. 1904.3.63. Trib. Conflits 10 déc. 1910, D. 12.3.139; Civ. 8 janv. 1922, D. 23.1.33). Dès lors son acte ne relève plus du conseil de préfecture ou des tribunaux spéciaux qualifiés pour connaître des conditions ou des conséquences du travail public; il ressortit au juge ordinaire (Cons. Etat 23 janv. 1903 précité; 16 fév. 1906, D. 08.3.104). V. note Blaevoet sous Req. 4 nov. 1930, D. 1931.1.79 1^{re} col. § 7. Mais il faut que l'emprise commise soit volontaire ou qu'il y ait mauvaise foi, sinon la juridiction administrative reste compétente. (Trib. Confl. 7 juin 1902, D. 1903.3.51, 7 déc. 1912, Rec. Cons. Etat p. 1.173; 17 nov. 1917, D. 18.3.1. Note Blaevoet précité. Cette question de compétence justifie donc la solution proposée au texte.

Si l'on n'admet la réintégrande que dans le cas de dé-
possession durable, il est évident que cette question ne se
pose pas, car en conservant après la spoliation le bien liti-
gieux, l'usurpateur indique par là sa préention à déten-
tion.

Mais, si l'on admet la réintégrande dans le cas de trou-
ble violent, la solution inverse paraît devoir être admise.

« Si le fait matériel non accompagné de l'intention de
posséder le terrain sur lequel il a été pratiqué ne peut mo-
tiver la complainte, il peut du moins donner ouverture à
la réintégrande » (36). Bioche enseigne la même opinion :
« La coupe d'une certaine quantité de foin faite par un
voisin sans annoncer qu'il a l'intention de posséder le ter-
rain sur lequel il l'a faite ne donne pas lieu à une com-
plainte... Cette action a pour but une maintenue de posses-
sion ; si la possession elle-même n'est pas troublée, il n'y
a pas de motif pour l'intenter ; c'est seulement un cas de
réintégrande » (37).

Ce principe paraît pouvoir se tirer des diverses décisions
admettant la réintégrande au cas de dévastation ou d'obs-
truction. Il est possible de citer en ce sens l'arrêt de la
Cour de Cassation du 28 déc. 1826 précité qui admet la réin-
tégrande dans le cas de destruction d'une digue (Adde Trib.
Civ. Bordeaux 18 mars 1889 ; Gaz. Pal. T. Q. 1887-92, V°
Act. Pos. n. 137) ; destruction d'une muraille et d'une porte
(Cass. 4 juin 1904, S. 1905.1.93 ; D. 1904.1.475), obstruction
d'une porte et toutes les espèces de ce genre (38) (Cass.
3 mai 1848, D. 48.1.157, S. 48.1.714), inondation d'un fonds

(36) C. Pr. Civ. Dalloz, art. 23 n. 139, Rép. Dalloz V. Act. Poss. n. 59.
Comp. Cass. 16 avril 1833 et 28 déc. 1826 S. chr.

(37) Bioche Dic. de procédure. V. Act. Pos. n. 19. V. également Répre.
Journal du Palais. V. Act. Pos. n. 100 et 131.

(38) Voir p. 110 l'énumération de ces décisions.

par déversement des eaux d'une mare à la suite de l'ouverture d'une rigole. Dans ces divers cas, il n'y a pas prétention à la possession ou à la détention de l'immeuble, mais prétention à l'exercice d'un droit contraire à l'état de fait profitant au détenteur.

Toutefois, l'intention d'exercer ce droit ou plutôt un acte de jouissance quelconque n'est pas nécessaire. Il suffira que l'acte lui-même permette de faire croire au demandeur que le spoliateur avait voulu se faire justice à lui-même pour consacrer un droit prétendu.

La jurisprudence paraît avoir posé ce principe dans certaines décisions.

« Attendu que l'absence d'intention de la part de l'auteur « du trouble de discuter la possession du possédant et d'exercer « à son encontre un droit rival du sien ne met pas obstacle « à l'exercice de cette action (la réintégrande) ». (Trib. Dép. Alpes Maritimes, 25 oct. 1927, G. Trib. 6 mars 1928, note et références).

Il y a d'ailleurs lieu d'appliquer la jurisprudence relative à la complainte sur la même question (39).

SECTION V

ACTES COMMIS SUR LE FONDS DU DÉFENDEUR.

Se rattachant à la question qui vient d'être examinée se pose celle de savoir si la voie de fait, pour donner lieu à la réintégrande, doit avoir été commise sur le fonds du plaignant.

On constate en consultant les arrêts que la jurisprudence a une tendance, très légère du reste, à considérer qu'il n'y a jamais ni violence ni voie de fait dans les actes accomplis

(39) Carpentier v. Act. Pos. n. 40.

par le défendeur sur son propre fonds. Cette tendance ne se justifie nullement (40) bien que certains auteurs l'admettent sans discussion (41).

Le présent chapitre indiquera les décisions ayant entraîné cette affirmation et tendra à montrer ensuite qu'il n'est nullement indispensable que la voie de fait ait été commise sur le fonds du demandeur.

Les principales décisions paraissant fonder ce principe sont les suivantes :

« Attendu que dans l'espèce, le canal du moulin sur lequel a été construit un barrage par le défendeur éventuel est la propriété de ce dernier, et que ce n'est que médiatement et par suite de ce travail sur le terrain d'autrui que le demandeur a été privé des eaux qui arrosaient son pré ; que dès lors la voie de la plainte lui était seule ouverte » (Req. 6 Déc. 1854, D. 55.1.23).

« Attenduque pour déclarer recevable et fondée l'action en réintégration de la demois. L... le jugement attaqué se base sur ce que dans le but d'empêcher l'exercice du passage dont il reconnaît ladite demoiselle en possession, le sieur B... avait détruit le chemin existant sur la propriété S..., dont il était le fermier, et ce dans sa partie Nord et en avait interdit l'accès au moyen de plantation de pieux. Mais attendu que l'action en réintégration suppose non seulement la possession actuelle et paisible de l'objet litigieux mais en outre un acte agressif sur la personne ou sur le fonds même du plaignant, qui mette en mouvement le droit de légitime défense et soit de nature à troubler dans une certaine mesure la paix publique. Attendu qu'il est impossible de trouver ce double caractère dans l'œuvre pratiquée dans l'espèce sur le terrain même dont il était fermier » (Civ. 28 oct. 1885, D. 86.1.309).

« Attendu que des constatations souveraines du jugement attaqué, il résulte que A..., au mois de mai 1886, avait établi pour clore sa propriété une palissade dont une partie fut dé-

(40) Douard, p. 184.

(41) Bazenet p. 152, Lecourt p. 201. Bioche n. 190, p. 93, C. Pr. Civ. Dalloz. art. 23, n. 346, Archambault et Senly v. Réintégration n° 22.

« truite par P... au mois d'août suivant ; que cette partie de
 « palissade dans laquelle A... demandait à être réintégré se
 « trouvait tout entière placée non sur le fonds du plaignant,
 « mais sur un canal de décharge dont le défendeur avait con-
 « jointement avec d'autres usiniers la possession constante ;
 « que dans cet état des faits, le Tribunal a pu décider, sans
 « violer aucun texte, qu'A... devait être débouté de son action
 « en réintégration ». (Req. 19 nov. 1888, S. 89.1.100) (42).

Ne donne pas encore lieu à réintégration le fait par le propriétaire d'un mur de faire boucher une ouverture pratiquée dans son mur, alors même que ce travail a eu pour effet de supprimer, au préjudice du voisin, l'exercice d'une servitude d'écoulement d'eaux (Cass. 6 juil. 1887. D. 87.1.429. S. 87.1.316).

La raison de cette jurisprudence est que des travaux exécutés par l'usurpateur sur son propre terrain pour nuire à l'exercice des droits d'autrui peuvent être considérés comme une contradiction à la possession d'autrui, mais non comme une dépossession du fonds lui-même (43).

Cette jurisprudence se rattache à celle qui décide que la réintégration n'est recevable qu'au cas de spoliation ayant entraîné une dépossession telle que le possesseur ne puisse rentrer en possession de son fonds sans rencontrer un obstacle permanent. Cette jurisprudence, on l'a vu, est contredite par de nombreuses décisions admettant la réintégration dans des cas que l'on peut qualifier de trouble violent, où l'auteur de la voie de fait, sans prétendre à la possession ou à la détention d'un fonds, entend simplement exercer des actes de jouissance contraires à ceux du plaignant.

Cette observation permettait de conclure que le principe énoncé au début ne se justifie pas ; l'examen de nombreuses

(42) Cf. Cass. 5 mars 1828, S. chr. 19 nov. 1888, D. 90.1.16.

(43) Cf. Bazenet p. 153. Lécourt, p. 201.

espèces permet de voir qu'il est possible d'affirmer que l'acte commis sur le fonds du plaignant permet de le considérer comme une voie de fait, mais que cette condition n'est pas indispensable à la recevabilité de la réintégration.

Ainsi il a été jugé tout d'abord que le bief traversant l'héritage du défendeur pouvait faire l'objet d'une action en réintégration (Cass. 21 mars 1887, S. 90.1.506). Le motif de cette décision était que le bief devait être considéré comme un immeuble distinct du fonds du défendeur. Ce motif paraît plutôt subtil et la vraie raison a été sans doute que la voie de fait pouvait résulter d'un acte commis sur le fonds du défendeur.

Toutefois, cet argument de jurisprudence serait des plus délicat si des décisions absolument décisives n'avaient été rendues. Ainsi, il a été jugé qu'il y a voie de fait donnant ouverture à réintégration dans le fait par un propriétaire d'avoir abattu une partie du mur construit par le voisin, sous prétexte qu'il empiétait sur son propre terrain (Cass. 16 nov. 1835. Adde. Civ. Mortagne 10 juil. 1925, Sommaires Sirey 1926 n. 39, A. J. P. 1^{er} sept. 1925) (44). La réintégration a été également admise au profit d'un particulier contre les habitants réunis d'une commune qui avaient bouché l'ouverture d'une vanne par laquelle les eaux d'un ruisseau qui arrosait leurs terres, s'écoulaient en partie sur la propriété de ce dernier (Req. 18 fév. 1935, Rép. Dalloz, v^o Act. Pos. n. 114. Adde. Req. 17 juil. 1837, *op. cit.* n. 122). L'arrêt considère la fermeture de cette vanne comme une voie de fait sans constater ni exiger en aucune façon qu'elle se soit accomplie sur le fonds dominant (45).

(44) Traité des Actions Possessoires des Justices de Paix n. 127, p. 49.

(45) Traité des Actions Possessoires des Justices de Paix n. 127, p. 49.

Le droit à réintégrande a été consacré également au profit d'un particulier qui réclamait l'usage d'un chemin et d'une prise d'eau sur le territoire de la commune alors que le maire avait supprimé la prise d'eau sur le territoire communal, sans porter aucune atteinte au fonds dominant (Req. 10 fév. 1864, D. 64.1.343). Il a encore été jugé que le caractère de violence ou de voie de fait donnant lieu à réintégrande le fait par un individu d'élever une haie en masse de terre au devant d'une barrière donnant accès à un champ dont un tiers a la détention ou la jouissance (Civ. Mortain 28 avril 1888, G. P. 88.2. sup. 39). En l'espèce la masse de terre avait été établie sur son propre fonds par le défendeur. Plus récemment la même décision a été rendue à raison de l'établissement d'une barrière et d'un dépôt de fumier empêchant d'exercer des actes de jouissance sur un puits commun (Civ. 11, mars 1925, D. 27.1.32). Le puits et le passage étant communs, l'acte de violence avait été pratiqué sur le fonds du défendeur.

Enfin, il n'est besoin que de rappeler ici la jurisprudence qui admet les détenteurs qui exercent des actes de jouissance en vertu d'une tolérance ou d'une servitude et que protège la réintégrande contre les voies de fait de nature à empêcher l'exercice de ces actes. Il faut remarquer également que la réintégrande peut être exercée par le fermier contre son propriétaire qui a la possession du fonds ; la voie de fait sera alors commise sur le fonds du défendeur.

Il est donc permis de conclure que la voie de fait peut donner lieu à réintégrande alors même qu'elle n'a pas été commise sur le fonds du demandeur.

SECTION VI

CONCLUSION SUR LA NATURE DES FAITS DONNANT LIEU
A RÉINTÉGRANDE.

Ici se termine l'exposé des principes pouvant permettre de déterminer les circonstances dans lesquelles la réintégration peut être admise.

Cet exposé a permis de voir que la jurisprudence donnait des solutions contradictoires.

Certains auteurs ont prétendu dégager de la jurisprudence le critérium de la dépossession violente. La dépossession devrait être telle que le demandeur ne puisse après la voie de fait rentrer en possession de l'immeuble sans rencontrer un obstacle matériel. La violence consisterait dans un acte agressif de nature à troubler la paix publique.

L'exposé qui précède a montré que la dépossession pouvait ne pas être violente et que la notion de dépossession était dépassée au point qu'il paraissait possible d'admettre que la réintégration était recevable au cas de trouble violent.

Le critérium « dépossession par violence » semble donc trop limité.

Le caractère du fait pouvant donner lieu à réintégration devrait au contraire être recherché surtout dans l'intention de l'auteur de la voie de fait. La réintégration a pour but de sanctionner la règle « nul ne doit se faire justice à soi-même ». Constituerait un cas de réintégration tout fait arbitraire et dommageable (46) impliquant de la part de son auteur la prétention à l'exercice d'actes de jouissance contraires à ceux d'un tiers et par là même la volonté de se faire justice à lui-même.

(46) Cf. Milhaud, p. 17 et Aubry et Rau II § 167.

Le critérium ressort d'ailleurs de diverses décisions.

« Attendu qu'il est certain que Madame du S... a voulu se faire justice elle-même par une voie de fait parfaitement caractérisée et que c'est précisément en vue d'actes de cette nature que la réintégrande a été instituée (Civ. Nérac 14 janv. 1887, G. P. 88.1.406).

Il suffit qu'il y ait eu acte commis d'autorité privée (Civ. Mortain 28 avril 1888, G. P., T. Q. 1887-92, V° Act. Pos. n. 21) un acte arbitraire (Cass. 4 mai 1868, D. 68.I.332).

Ainsi l'examen des cas de réintégrande comporte surtout une question d'intention et les voies de fait n'impliquant pas une prétention contraire à celle du demandeur ne donneraient lieu qu'à une action en dommages-intérêts.

SECTION VII

CLASSIFICATION DES FAITS DONNANT LIEU A RÉINTÉGRANDE.

Ces principes exposés, il convient d'énumérer les divers cas pouvant donner lieu à réintégrande. Un certain nombre d'espèces ont déjà été rapportées précédemment. L'énumération qui va suivre sera faite sous forme de classification, une première partie comprenant les actes d'occupation, une deuxième les actes d'obstruction et d'édification et une troisième les actes de destruction.

ACTES D'OCCUPATION.

C'est là le cas le plus simple : un tiers s'introduit dans la propriété d'autrui et y demeure. Ainsi la réintégrande fut admise contre un maire qui avait expulsé des particuliers de l'occupation de terrains prétendus communaux (Cass. 2 juil. 1862, D. 62.1.354. S. 62.1.836) ; contre un maire qui avait donné l'ordre à des ouvriers de pénétrer par une

fenêtre dans une église affectée comme hospice (Cass. 4 juin 1835, aS. 35.1.413) ou qui avait pénétré de vive force dans un presbytère (Cass. 17 déc. 1884, D. 86.1.205, S. 86.1.205) ; contre un propriétaire ayant expulsé son locataire (Paix Lannemezan 2 juil. 1930, G. P. 30.2.507) ; contre un conducteur des Ponts-et-Chaussées s'étant emparé du terrain d'un particulier.

La réintégration serait également admise au cas d'occupation temporaire de propriétés privées, en vue de l'exécution de travaux publics, réglementée par la Loi du 29 décembre 1892, si l'administration avait appréhendé les terrains sans avoir préalablement rempli les formalités prévues par les articles 1^{er} à 8 (arrêtés, notifications, etc...) (Trib. Confl. 2 juil. 1898, Ann. J. de P. 1898.366. Conf. Req. 21 juil. 1897, A. J. P. 1899.205).

Mais l'anticipation par voie de labourage ne donnera pas lieu en principe à la réintégration. Comme dit un auteur (47), on doit penser dans ce cas que l'auteur de cette anticipation était de bonne foi. Sa mauvaise foi résultera d'actes de dévastation graves.

Ainsi pourront se concilier des décisions d'apparence contradictoire.

Ainsi le labourage avec destruction de quelques arbustes venus naturellement (Req. 12 mai 1857, D. 57.1.359) ou de quelques légumes (Cass. 8 janv. 1924, D. 24.1.199) ne donnera pas lieu à réintégration.

La solution contraire sera admise dans le cas de destruction de récoltes (Civ. Cambrai, 8 janv. 1909, D. 1909.5.41) ou de bouleversement du champ (Req. 24 juin 1851, Arch. 11, 119).

(47) Garnier, p. 219, passage rapporté, p. 100.

ACTES D'OBSTRUCTION.

Les actes d'obstruction sont ceux par lesquels un tiers empêche le détenteur de jouir de la chose qu'il détient. Ils donnent lieu à réintégration.

Tels seraient le fait de fermer un chemin par des barrières (Paix Douai 11 mai 1895, D. 95.2.236. Civ. Dijon 24 fév. 1897, D. 97.2.265), le fait d'établir une porte de façon à interdire l'accès d'un terrain au détenteur (Cass. 14 mars 1876, S. 76.1.266, D. 78.1.68) ou encore une clôture (Cass. 18 juin 1866 S. 66.1.365, D. 66.1.425).

La Cour de Cassation a bien rendu un arrêt contraire (Req. 28 oct. 1885, S. 86.1.199) dans une espèce où un fermier avait, dans le but d'empêcher le passage dont il reconnaissait la possession au demandeur sur le fonds loué, détruit le chemin par lequel le passage s'exerçait et planté des pieux pour en interdire l'accès. Mais cet arrêt se fonde sur ce motif que les travaux ont été accomplis sur le fonds du défendeur. Or, ce principe n'est pas exact et la décision de la Cour ne se trouve pas justifiée.

Tels seront également le fait de placer une barrière obstruant l'issue qu'à un fonds sur un chemin (Civ. Bazas 8 mars 1892, G. P., T. Q. 92-97 V° Act. Poss. n. 142) ; le fait d'élever une haie en masse de terre au devant d'une barrière donnant accès à un champ (Civ. Mortain 28 avr. 1888, G. P. 88.2 supt. 39) ; le fait d'obstruer une porte par la construction d'un mur dans l'encadrement de cette porte (Civ. 4 juin 1904, S. 1905.1.93, D. 1904.1.475 et sur renvoi prononcé par arrêt Civ. Figeac 10 janv. 1908 Gaz. Trib 30 mai 1908) ou par une solive (Paix St-Julien 15 mars 1901, J. cl. Pr. Civ. art. 23, Appl.) ou par des matériaux

(Paix Poissy juil. 1901, J. cl. eod. loc), le fait de supprimer l'accès d'une cave (Paix Oyonnax J. cl. eod).

Le fait donnant lieu à réintégration peut être aussi constitué par l'inondation d'un terrain (Cass. 3 mai 1848, D. 48.1.157) et même par un détournement d'eau commis par un propriétaire supérieur (Cass. 11 mai 1841, D. 41.1.242). Sur ce dernier point une décision a été rendue en sens contraire (Req. 6 déc. 1854, D. 55.1.23, S. 56.1.203), mais elle prend pour motif que le fait commis sur le fonds du défendeur ne peut constituer une violence. Ce principe n'étant pas exact, cette décision ne peut être retenue, non plus qu'une autre (Cass. 17 nov. 1857, D. 58.1.72 et Arch.) qui n'est guère explicite.

L'acte d'obstruction peut encore être constitué par un dépôt de matériaux sur un terrain (Cass. 21 mai 1928 (S. 28. 1.246, DH. 1928.349). En sens, contraire deux arrêts sont signalés (Cas. 27 fév. 1894 et 21 fév. 1900) (48) mais ils ne doivent pas être retenus.

Le fait de stationnement d'une voiture sur un terrain ne constituerait pas un cas de réintégration (Cass. 31 janv. 1871, D. 73.1.142) car il n'implique pas l'existence d'un dommage.

La réintégration est également admise au cas où l'obstruction résulte d'actes d'édification sur le terrain du demandeur, notamment d'un lavoir public sur un terrain planté d'arbres et utilisé au pacage des animaux (Cass. 20 juil. 1880, D. 81.1.476), S. 82.1.215), de l'exécution de travaux contre un mur non mitoyen (C. Seine 17 déc. 1894 G. P. T. Q. 92.97 V° Act. Pos. n. 110). De même la construction

(48) V. p. 93. Les deux arrêts sont critiqués. Le premier notamment a été rendu contrairement aux conclusions du ministère public. V. Lecourt, p. 197.

d'un mur mitoyen sur une partie du terrain du voisin constituerait un cas de réintégration. L'art. 603 C. Civ. oblige bien les propriétaires à se clore dans les villes et à fournir la part de terrain nécessaire pour la construction du mur mitoyen, mais le voisin qui veut le construire n'a pas le droit de prendre d'office chez le voisin la largeur du terrain que celui-ci doit fournir (Milhaud p. 61).

L'installation de fils au-dessus d'un terrain (antenne de T. S. F.) par un particulier sans l'autorisation du propriétaire semble devoir être également considérée comme une dépossession (cf. Paix Lille 15 nov. 1899, D. 1900.2.361 ; Civ. 6 janv. 1930, D. 30.1.174 (49).

Celle-ci peut résulter également de l'exécution de travaux publics. C'est tout d'abord le cas où l'administration a opéré en fait une expropriation purement arbitraire, sans remplir aucune formalité légale. C'est ensuite le cas où l'exécution de ces travaux ayant été confiée à un entrepreneur, celui-ci exécute des travaux en marge des stipulations des contrats ou des dispositions légales (50).

La réintégration du détenteur et notamment la destruction de ces travaux sera toutefois soumise à certaines conditions (51).

ACTES DE DESTRUCTION.

Les actes de démolition ou de destruction révélés par la jurisprudence sont nombreux et divers.

Ainsi la réintégration a été admise dans le cas où un

(49) La possession du sol entraîne possession du dessus, art. 552 C. Civ.

(50) Bazenet p. 117 et 118 n. 69 et 70 et ci-dessus et notre Blaevoet D. 1931.1.77 et Riom 8 juil. 1930, D. 30.2.31, en matière d'installation de lignes électriques, V. Req. 4 nov. 1930, D. 31.77, et de lignes télégraphiques. Ricard Dr. et Jurisp. en matière de P. T. T. t. II n. 86.

usurpateur avait comblé un fossé, détourné des pommiers, détruit une récolte en orge (Cass. 19 août 1839, S. 39.1.641) ; dans le cas de destruction d'une muraille et d'arrachement d'arbres (Cass. 25 mars 1857 D. 57.1.359), d'abatage d'arbres (Cass. 22 fév. 1888, D. 88.1.387), de creusement de tranchées et d'abatage d'arbres (Cass. 21 juil. 1897, D. 98.1.345), de destruction d'une digue.

Il est d'ailleurs inutile d'insister sur ces divers cas qui ont fait précédemment l'objet d'une discussion.

QUATRIEME PARTIE

La procédure et le jugement sur la réintégrande.

La procédure de la réintégrande est la même que celle des actions possessoires en général et notamment les conditions de capacité pour intenter la réintégrande ou y défendre sont les mêmes que celles relatives à la complainte. Toutefois, rien ne s'oppose à ce qu'il en soit ainsi et pour cette raison il est inutile d'insister sur ce point.

En conséquence, ce chapitre ne sera consacré qu'à l'examen du contenu du jugement, puis à l'étude de ses effets.

Puis les particularités de l'instance en réintégrande seront signalées.

SECTION I

CONTENU DU JUGEMENT.

Le jugement ordonne le rétablissement provisoire de l'immeuble dans l'état où il se trouvait avant la voie de fait ; il peut dans ce but ordonner la destruction de travaux accomplis indûment sur le fonds. Dans le cas où ce rétablissement est impossible, le jugement alloue au demandeur des dommages-intérêts. Mais ce rétablissement est provisoire et le jugement n'a pas l'autorité de la chose jugée au point de vue possessoire, la complainte restant toujours ouverte aux parties.

Les développements précédents ont permis de voir que les conditions d'admission de la réintégrande étaient fort larges. Mais par contre les effets en sont très restreints.

Le rétablissement qui est ordonné est simplement provisoire.

« Attendu qu'à l'égard de la réintégrande, le jugement ne « rend au détenteur que la jouissance momentanée, matérielle, « provisoire, et qui peut être anéantie, même au possesseur ». (Cass. 28 déc. 1826, S. chr. Adde Req. 18 nov. 1883. S. 74.1,217),

Le jugement ordonne que le défendeur devra rétablir les lieux dans l'état où ils se trouvaient avant la voie de fait, et restituer également toutes les choses qui se trouvaient sur l'héritage au moment où il s'en est emparé. D'ailleurs le demandeur ne serait pas obligé de faire la preuve que chacune des choses dont il requiert la restitution se trouvait dans l'héritage au moment de son expulsion. Il doit à cet égard être cru sur son serment jusqu'à concurrence du moins d'une certaine somme que le juge doit arbitrer eu égard à la vraisemblance résultant des circonstances et de la qualité de la personne (1).

La restitution effectuée, le demandeur sera considéré comme ayant gardé la possession sans interruption (2). La restitution des fruits doit également être ordonnée (3).

Le juge compétent pour ordonner la restitution est également compétent pour prescrire la destruction des travaux qui ont été exécutés arbitrairement. Ainsi, il peut ordonner la destruction d'une clôture (Cass. 18 juin 1866, S. 66.1. 365) ; il peut autoriser le demandeur s'il s'agit d'un cours

(1) Pothier Poss. n. 127 et 131. Favard, Rép. V. Réintégrande ; Rép. Dalloz, V. Act. Pos. n. 717 ; Bioche n. 956-57, p. 303.

(2) En sorte que si le spoliateur évincé recourait à la plainte pour recouvrer la chose qu'il s'est vu obligé de restituer par le résultat de la réintégrande, ce n'est pas à lui que compterait pour former la possession annale le temps pendant lequel il avait occupé la chose au moyen de la voie de fait, Dunod. De la prescription, p. 19. Bourbeau, p. 523.

(3) C. Pr. Civ. Dalloz, art. 25, n. 484 s. Dans notre ancien droit il était nécessaire de donner caution de la restitution des fruits. V. Champeaux p. 479. Cette caution ne paraît pas exigée actuellement.

d'eau dont les eaux ont été détournées à les rendre à leur ancien cours (Cass. 11 août 1856, S. 57.1.126). Ces travaux devraient être détruits même s'ils se trouvaient sur le fonds du défendeur (4).

Cette solution est acceptée sans difficulté lorsqu'il s'agit de travaux privés (Cass. 15 mars 1881, D. 81.1.355). Mais il n'en est pas de même toutefois si les travaux ont été exécutés par l'administration ou présentent le caractère de travaux publics.

En principe, l'autorité judiciaire est incompétente pour prescrire la destruction des ouvrages ordonnés par l'administration (5) ou de travaux publics (6). Cette solution est la conséquence du principe de la séparation des pouvoirs. Si l'on permettait à l'autorité judiciaire d'ordonner l'enlèvement de tels ouvrages, il y aurait empiètement du judiciaire sur l'exécutif (violation de la déclaration des droits de l'homme du 3 sept. 1791, art. 16 ; Const. du 4 nov. 1848, art. 190).

Toutefois, l'autorité judiciaire est compétente pour ordonner la destruction de tels ouvrages dans certains cas.

Cette solution devra être admise, ainsi qu'on l'a vu précédemment, dans le cas de l'expropriation arbitraire, c'est-à-dire lorsque cette expropriation aura lieu sans l'accomplissement des formalités légales, et dans le cas où des travaux ont été exécutés sans l'observation des formalités légales, cas de travaux non compris dans le cahier des charges.

(4) Bazenet n. 100 in fine, p. 181, enseigne le contraire. Son opinion paraît motivée par ce fait qu'il n'y a pas lieu à réintégrande dans le cas où les travaux sont exécutés sur le fonds du défendeur. Mais, on l'a vu, cette opinion n'est pas justifiée.

(5) Conférences Aucoc II, n. 866, Aubry et Rau § 188, p. 245 n. 67.

(6) Agen 22 nov. 1861, S. 62.2.212 et la note ; Cass. 8 nov. 1864, S. 74.1.495.

Toutefois, l'action en réintégration n'aboutira pas forcément à l'enlèvement des ouvrages, si ceux-ci ont réellement le caractère de travaux publics, c'est-à-dire s'ils répondent à un but d'utilité publique et qu'ils ont été régulièrement autorisés, mais que les formalités d'expropriation qui étaient nécessaires n'ont pas été remplies (7). Au point de vue pratique la solution générale consistant dans la suppression des ouvrages pour toutes les voies de fait ne manquerait pas d'inconvénient dans le cas de simple inobservation des formalités : les travaux établis prématurément peuvent dans certains cas être fort probablement approuvés ultérieurement. Par conséquent, si des ouvrages construits irrégulièrement devaient être démolis ce serait pour être reconstruits à bref délai. Il y aurait donc démolition en pure perte (cf. Riom 8 juil. 1930, D. 31.2.31).

Si la situation a été régularisée en cour d'instance, la destruction ne sera pas ordonnée (Cass. 27 janv. 1868, D. 68.1.115) ; Civ. Vesoul, 24 mai 1927, D. 30.2.137 ; Paris, 30 mars 1925, *Gaz. Trib.* 8 juil. 1925) et un sursis pourra même être ordonné pour permettre cette régularisation (Civ. Nica, 28 janvier 1931, D. 31.2.31). Ensuite, même si la situation est restée irrégulière, les tribunaux ne pourront condamner l'administration à la suppression des travaux, si le travail public étant terminé, l'ouvrage en résultant est devenu un ouvrage public par l'affectation au service public. Il y aurait en ce cas une expropriation indi-

(7) V. Bazanet p. 357-358. La jurisprudence ne considère plus l'autorisation comme essentielle à l'existence du travail public. V. note de M. Hauriou ss. Cons. Etat 28 juin 1895 S. 97.3.49 et Trib. Conf. 3 avril 1897, D. 98.3.42. Cf. Civ. 8 avr. 1913, D. 16.1.258. Il suffit que le travail soit entrepris en vue de l'utilité générale et par une collectivité administrative ou pour son compte. Cons. Etat. 10 juin 1921. D. 22.3.26, et Trib. Conf. 26 mai 1924. D. 25.3.13 et la note. Adde note Blaevoet D. 31.1.77.

recte donnant lieu à indemnité (note Blaevoet, D. 1930.1.174).

Toutefois, le Conseil d'Etat ouvre une alternative à l'administration : payer une indemnité ou démolir (Conseil Etat 10 mars 1905, *Rec. Cons. Etat*, p. 255 ; 23 nov. 1906, D. 1908.3.32, S. 1907.3.65, et la note de M. Hauriou. V. également note de M. Blaevoet sous D. 1930.2.138.139).

Mais la restitution n'est pas toujours possible, c'est le cas par exemple où la chose a péri depuis l'usurpation. Alors le défendeur doit restituer le prix du bien. « D'après la loi I § XXV f. f. de vi et de vi armata, le spoliateur était tenu de restituer le prix de l'héritage détruit pendant la dépossession, lors même qu'il eût également dû périr entre les mains du légitime possesseur, comme dans le cas où il s'agissait d'une maison incendiée par le feu du ciel, parce que le spoliateur est par le seul fait de la spoliation réputé de plein droit en demeure de restituer la chose et qu'il est de principe qu'une chose dont la restitution est due est aux risques du débiteur en demeure de la restituer. La décision doit être la même d'après l'art. 1302 C. Civ. qui oblige celui qui a soustrait frauduleusement une chose à en restituer le prix de quelque manière que la chose ait péri. Tel est aussi le sentiment de Pothier, *Traité de la possession*, n. 128 (8). Mais nous pensons avec ce jurisconsulte que lorsque, comme dans l'exemple cité, la chose eût également dû périr entre les mains du spolié, quelque défavorable que soit un spoliateur, il ne doit pas dans le fort intérieur être tenu d'en payer le prix, parce

(8) Favard de Langlade. V. *Complainte* sect. 2, n° 10. V. également Appleton p. 166.

qu'il est certain qu'à compter de la destruction de la chose la spoliation n'a porté aucun préjudice au spolié » (9).

Mais au cas où le spoliateur doit restituer le prix de la chose, il paraîtrait logique que le demandeur dût fournir caution de la restitution. Le spolié n'a en effet à prouver aucun droit sur la chose et le spoliateur prouvera peut-être en définitive que c'est lui qui a droit à la chose. L'exigence d'une caution serait donc normale. Cette solution se justifie par celle de l'ancien droit qui exigeait caution de la restitution des fruits.

L'action se résoudra encore en dommages-intérêts lorsque l'objet de l'action en réintégrande se trouvera entre les mains d'un tiers qui n'aura pas été complice de la spoliation. Alors la réintégrande étant une action personnelle ne pourra atteindre ce tiers et elle se résoudra en dommages-intérêts, et en ce cas les dommages-intérêts devront être évalués au montant du préjudice causé au spolié.

Mais en ce cas, de même que dans tous ceux de réintégrande où des dommages-intérêts peuvent être alloués au demandeur, l'indemnité accordée ne représentera pas la réparation du préjudice subi par la spoliation, mais seulement du préjudice causé par l'acte arbitraire du spoliateur.

Au contraire, le juge saisi de la réintégrande serait incompétent pour accorder une indemnité en réparation du préjudice subi par la chose. Aussi, lorsque dans une action en réintégrande portée devant le Tribunal de première instance, le demandeur conclut à une indemnité pour dépréciation de la valeur capitale et locative de son immeuble, le caractère pétitoire de l'indemnité se communique à cette demande qui s'en empreint même exclusivement si le défen-

(1) Favard eod. loco.

deur de son côté prétend être propriétaire de l'immeuble litigieux et dès lors la Cour royale est incompétente pour connaître de l'affaire comme juge d'appel (Cass. 10 août 1842, J. P. 1843, t. II, p. 272). Ce principe a été formulé également dans une décision récente de la Cour d'Alexandrie du 16 mai 1931 (Rev. Trim. Dr. Civ. 1932, p. 882) qui décide que les dommages-intérêts prononcés contre l'auteur de la dépossession doivent réparer uniquement le préjudice causé par la dépossession en tant qu'acte arbitraire et non pour la privation de jouissance.

Enfin, le jugement porte condamnation aux dépens du défendeur tenu de réintégrer. La condamnation aux dépens est définitive et le défendeur qui postérieurement parviendrait à faire la preuve de son droit sur la chose dont il avait pris possession de sa propre autorité ne pourrait obtenir du demandeur à la réintégration le remboursement de ces dépens. La réintégration « donne les couz et dépens » indiquaient dans notre ancien droit les Etablissements de Saint-Louis 10).

Cette condamnation peut d'ailleurs être prononcée contre l'auteur de la voie de fait alors même qu'il n'a agi que comme mandataire ; cela résulte du caractère pénal de l'action. Il a été jugé par application de ce principe que le maire assigné en réintégration pour une voie de fait opérée en qualité de maire et qui ne s'est pas fait autoriser à plaider au nom de la commune a pu être condamné personnellement aux dépens (Cass. 31 août 1836, A. J. P. 1^{re} série, t. IV, p. 325).

(10) « Cil qui perdra la querelle rendra à l'autre ses couz par droit qu'il aura mis ou plais ». Et de St. Louis ch. XCVI, livre I. Cette condamnation définitive aux dépens prouve encore le caractère pénal de l'action ; S'il s'agissait d'une simple action en réparation le sort des dépens suivrait le sort de la question de possession.

Enfin, certaines dispositions accessoires peuvent se trouver dans le jugement sur la réintégration.

Tout d'abord si la violence ou voie de fait avait été commise par plusieurs personnes, elles pourraient être condamnées solidairement en vertu du principe posé par l'art. 55 C. Pénal que la solidarité peut être prononcée contre tous les auteurs d'un même acte délictueux (11).

Au surplus, si la voie de fait ou la violence constitue un crime, un délit ou une contravention, la contrainte par corps peut être prononcée contre le défendeur en vertu de l'art. 2060 du C. Civ. combiné avec l'art. 2 de la loi du 22 juillet 1867. Le juge en ce cas est tenu de prononcer la contrainte par corps au profit du demandeur qui a pris des conclusions formelles sur ce point, la contrainte étant de droit, mais il ne doit pas la prononcer d'office (Bourbeau, n. 438, p. 736).

Telles sont les dispositions portées au jugement. Mais, ainsi qu'on l'a vu, ces mesures ne sont que provisoires, sont sans influence sur les droits respectifs des parties (Cass. 4 juin 1835, S. 35.1.413), ne préjugent pas la question de propriété ni même de possession (Civ. St-Quentin, 6 nov. 1896, G. P. 97.1, supp. 6), et ne préjugent rien du droit du demandeur.

SECTION II

AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE.

Les effets du jugement de réintégration sont donc entièrement différents de ceux du jugement sur la plainte. Cette solution résulte d'ailleurs de ce qu'il n'y a pas iden-

(11) Pothier Poss. n. 113. Bérime p. 422, n. 388. Cass. 27 avr. 1842, D. 42.1.234. V. Bourbeau n. 487 et Raviart n. 324, p. 313.

tité entre les deux demandes dont la cause et l'objet sont différents ; la réintégrande fondée sur une voie de fait et tendant à recouvrer la détention physique ; la complainte fondée sur un simple trouble et tendant à la maintenir dans la possession annale.

Il est nécessaire en conséquence d'examiner quelle peut être l'autorité de la chose jugée des décisions statuant sur la réintégrande ou la complainte lorsque ces deux actions sont engagées successivement. Cet examen comprendra d'une part l'hypothèse de l'action en complainte exercée postérieurement au jugement de réintégrande et ensuite l'hypothèse inverse.

Si la partie qui a exercé la réintégrande veut exercer ensuite la complainte fondée sur les mêmes faits et relativement au même immeuble qui avait été l'objet de cette réintégrande, il faut distinguer suivant que cette partie a triomphé ou succombé.

Si elle a triomphé, elle pourra ensuite exercer la complainte, à l'effet de faire reconnaître à son profit la possession légale. Seulement, il ne lui suffira pas d'invoquer le jugement rendu sur la réintégrande. Il a été décidé en ce sens que le jugement qui admet une action en réintégrande, ne reconnaissant et n'attribuant pas au demandeur une possession réunissant les caractères exigés par les art. 2.229 C. Civ. et 23 Pr. Civ., n'a pas l'autorité de la chose jugée, quant à l'action possessoire engagée ultérieurement et fondée sur une possession de même nature, alors même qu'il contiendrait défense « de ne plus troubler le demandeur dans sa jouissance et possession » (Cass. 12 août 1874, S. 75.1.8. D. 76.1.501).

Si le demandeur a succombé sur la réintégrande, il pourra également se porter ensuite demandeur en com-

plainte, mais seulement dans le cas où il aurait été débouté de son action parce que le fait qu'il incriminait pouvait donner seulement lieu à complainte ; alors en effet, le jugement rendu sur l'insistance en réintégrande n'a pas autorité de chose jugée en ce qui concerne la complainte, puisque les deux actions ne sont pas fondées sur les mêmes moyens (12).

Mais si la réintégrande a été repoussée parce qu'elle n'était pas intentée dans l'année de la dépossession, ou encore parce que le demandeur n'avait même pas la détention de la chose objet du litige, dans ce cas, le jugement rendu sur la réintégrande a autorité de chose jugée quant à la complainte de ce qui se fonde sur les mêmes moyens ; et le demandeur ainsi débouté de la réintégrande ne pourra plus exercer désormais la complainte, à moins qu'il ne se fonde sur une possession nouvelle acquise depuis le jour du jugement (13).

Telles sont les conséquences de l'autorité de la chose jugée de la décision statuant sur la réintégrande.

Les conséquences de l'autorité de la chose jugée sont maintenant à examiner lorsque l'action en réintégrande est exercée à la suite d'un jugement rendu sur l'action en complainte et pour les mêmes faits.

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que cette question ne se pose pas lorsque le demandeur en complainte a obtenu satisfaction ; il n'a aucun intérêt à former une demande en réintégrande. Mais si la complainte a été rejetée, la réintégrande pourrait néanmoins être admise, sans que l'autorité de la chose jugée puisse être opposée sur cette

(12) Bioche n. 60 Carré et Chauveau t. I, quest. 132 bis. Appleton § 343.

(13) Rép. de dr. fr. V. Action Poss. n. 1.149. Contra. Aubry et Rau, t. 2, p. 169, § 189, note 20.

deuxième instance. En effet, les deux actions ne reposent pas sur les mêmes moyens. Quand on intente la complainte, on invoque sa possession annale ; quand on intente la réintégration, on invoque simplement sa détention et le fait d'une expulsion. Dès lors l'autorité de la chose jugée ne s'oppose pas à ce qu'une personne qui a été déclarée n'avoir pas la possession annale soit déclarée avoir la détention (14).

Il en serait autrement toutefois si la complainte avait été repoussée en raison de l'inexistence d'une condition commune à la réintégration et à la complainte, ce qui arriverait notamment au cas où le demandeur n'aurait même pas prouvé sa détention, ou encore au cas où l'action aurait été exercée après l'expiration du délai d'une année. La même solution devrait être donnée si la possession annale avait été exercée après l'expiration du délai d'une année. La même mais encore attribuée au défendeur sur la demande reconventionnelle de ce dernier. On ne saurait alors l'obliger à restituer la chose pour la reprendre au moyen d'une complainte dans laquelle il a déjà triomphé (15).

L'étude de l'autorité de la chose jugée en cette matière se trouve ainsi terminée.

Il faut encore faire une remarque sur la relativité de la chose jugée. A la différence de ce qui se passe en matière de complainte ou de jugement est opposable à tout détenteur de l'immeuble litigieux, les décisions sur la réintégration ne sont, conformément au droit commun, opposables qu'aux successeurs universels du défendeur. La victime pourrait donc agir au pétitoire seulement contre le détenteur. Il en serait toutefois autrement si ce tiers pou-

(14) Appleton § 342, Wodon t. 2, n. 662, Rép. du dr. fr. V. Act. Poss. N. 1.151. Bazenet p. 314. Contra Carré, et Chauveau t. I, quest. EAL bis.

(15) Bazenet, p. 315.

vait être considéré comme complice de la voie de fait, auquel cas il serait responsable personnellement des suites du délit (16). Toutefois, le jugement ne lui serait opposable que s'il avait été mis en cause sur l'instance en réintégrande et jugé complice du défendeur.

L'exposé des principes de la réintégrande est maintenant terminé. Le chapitre qui terminera cette étude va être consacré à la procédure proprement dite.

Il portera sur la compétence, sur la forme de la demande qui peut cumuler la plainte et la réintégrande ou être formée sur une demande en plainte pure et simple, sur diverses questions qui peuvent se présenter en appel et devant la Cour de Cassation. Enfin, il sera fait allusion à l'application de la règle du cumul du possessoire et du pétitoire à la matière de la réintégrande et au délai dans lequel l'action doit être intentée.

SECTION II

COMPÉTENCE.

La réintégrande est en première instance de la compétence exclusive du juge de paix, comme la plainte ou la dénonciation de nouvel œuvre.

Les règles relatives aux actions possessoires en matière de compétence s'appliqueront sans restriction à l'action en réintégrande.

Le juge de paix sera donc compétent en toute matière et même s'il s'agit de travaux publics. Il est nécessaire d'insister sur ce point, car un arrêt récent semble avoir oublié ce principe.

(16) Aubry et Rau II, § 189.

Il a été ainsi décidé que l'implantation de pylônes de ligne aérienne dans une propriété privée par le concessionnaire d'une distribution d'énergie électrique, sans l'autorisation du propriétaire, et avant l'approbation préfectorale du projet de détail du tracé, constitue une atteinte au droit de propriété qui relève non du juge de paix, mais du Tribunal Civil (Req. 4 nov. 1930, D. 31.1.77). Cette décision est exacte en ce qu'elle accorde à l'autorité judiciaire la connaissance d'une telle voie de fait, mais elle est critiquable en ce qu'elle déclare le juge de paix incompétent. En effet, en ce cas, il y a véritable déposssession (cf. Riom 8 juil. 1930.31), et l'exercice des actions possessoires, en l'espèce la réintégration, est possible ainsi que l'ont admis deux arrêts (Cas. 11 juil. 1922, S. 24.1.2.92 et 6 janv. 1930, D. 30.1.174 et note (17)).

Au surplus, il est à signaler qu'au cas où l'entrepreneur de travaux publics a effectué certains ouvrages en dehors des conditions où les avait conçus l'administration, il est considéré comme ne faisant plus un travail public. Son acte peut alors constituer une voie de fait relevant de l'autorité judiciaire (Cons. Etat 23 janv. 1903, D. 1904.3.63 ; 16 fév. 1906, D. 1907.3.104, et note Blaevoet précitée en note), mais il faut que l'emprise commise soit volontaire ou qu'il y ait mauvaise foi; sinon, la juridiction administrative reste compétente (Trib. Conf. 7 juin 1902, D. 1903.3.51 ; 7 déc. 1912, Rec. Cons. Et., p. 1.173 ; 17 nov. 1917, D. 18.3.1) (18).

(17) V. note de M. Blaevoet sous Req. 4 nov. 1930, D. 31.1.78, 2^e col. in fine. Adde. Trib. Civ. Vesoul 24 mai 1927, D. 1930.2.137.

(18) Si l'on n'admet pas que la bonne foi est exclusive de la réintégration il est nécessaire d'admettre que des cas de réintégration peuvent être soumis à l'autorité administrative.

Mais la juridiction pénale ne pourrait être saisie d'une demande en réintégration (19).

Cette question se pose dans le cas où la voie de fait autorisant la réintégration constitue en même temps un délit pénal, notamment dans le cas d'usurpation de terrain commise par bris de clôture réprimé par l'art. 456 C. Pén. L'ordonnance d'avril 1667 décidait formellement que l'action en réintégration pouvait être portée devant les tribunaux de répression et un ancien arrêt de la Cour de Cassation du 5 juillet 1828 l'a aussi admis. Mais la grande majorité des auteurs décide au contraire que le cumul est impossible (20), car la juridiction pénale compétente pour appliquer la peine ne saurait ordonner la réintégration du demandeur dans l'immeuble, car elle est incompétente pour décider d'une question de possession immobilière.

Par suite, on peut, après jugement sur l'action pénale, exercer la réintégration devant le juge possessoire, sans que puisse être opposée la règle « *Una via electa, non datur recursus ad alteram* ». L'application de cette maxime suppose en effet que la première juridiction saisie avait le droit de statuer sur tous les chefs de la demande. Or, le Tribunal correctionnel auquel par hypothèse on s'est adressé tout d'abord étant incompétent pour connaître la restitution du terrain, la partie lésée se trouve, quant à ce chef, dans la même situation que si elle n'avait intenté encore aucune action. Et il n'est même pas besoin d'avoir expres-

(19) Arg. Avis du Conseil d'Etat 4-8 fév. 1812, Cass. 11 août 1837, D. 38.1. 184; Merlin V. Voie de fait. Garnier Act. Poss. p. 346; Bioche n. 787, p. 248; Favard V. Complainte sect. 2, n. 5; Vilade thèse p. 401; Bazenet. p. 173.

(20) V. également Mangin Act. publ. II, 203. Poncet Actions, p. 60. Bioche Act. Pos. n. 38.

sément conclu à la réserve de cette voie devant le juge de répression (21).

La voie pénale n'aura donc pas d'utilité pour le spolié puisqu'elle ne lui permettra pas d'obtenir la restitution. Néanmoins, elle pourra présenter un intérêt dans certains cas. En effet, le spolié a trois ans pour agir par la voie criminelle alors qu'il n'a qu'un an pour exercer la réintégrande. La voie pénale pourra constituer un moyen de pression lui permettant d'obtenir satisfaction après l'expiration du délai d'un an (22).

Au surplus, si une décision a été rendue par une juridiction de répression, elle influera sur le sort de l'action en réintégrande. En effet, la chose jugée au criminel ayant en principe autorité au civil, le juge devra reconnaître la responsabilité civile du défendeur s'il a été condamné pénalement ; la rejeter au contraire si le juge pénal l'a relaxé parce qu'il n'était pas l'auteur du délit. Si la relaxe était fondée sur l'insuffisance de preuve, le juge possessoire recouvrerait toute liberté d'appréciation pour statuer sur la réintégrande (23).

Tels sont les tribunaux devant lesquels la réintégrande peut être exercée. Il reste à examiner dans quelle forme ils pourront être saisis de cette demande.

CUMUL DE LA RÉINTÉGRANDE ET DE LA COMPLAINTÉ.

La réintégrande peut se présenter tout d'abord sous forme d'instance principale. C'est là le cas le plus normal et qui ne donne lieu à aucune observation.

(21) Carré, Just. de Paix II 1.371, Garnier p. 69, Béline II. 392.

(22) Cf. Traité des Act. Pos. Recueil des Justices de Paix p. 60.

(23) En effet pour que le principe de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil soit respecté, il suffit que le juge civil ne décide rien d'inconciliable avec ce qui a été jugé au criminel (Crim. 3 déc. 1891, D. 92.1.366. Civ. 1^{er} janv. 1893, D. 93.1.84. Req. 16 juin 1902 ; D. 1902.1.432.

Elle peut également être formée par voie de demande reconventionnelle. Cette demande reconventionnelle interviendra sur une instance en complainte. En ce cas c'est la réintégrande qui doit être examinée en premier lieu (Civ. 5 avril 1841, Arch. II 48). Mais elle ne serait pas recevable sur une instance en réintégrande (24).

L'instance en réintégrande peut être ainsi une réponse à l'action en complainte. Mais il en est autrement parfois et les instances de complainte et de réintégrande peuvent se cumuler.

On peut en effet bien qu'ayant la possession annale de l'objet litigieux avoir intérêt à se pourvoir en réintégrande pour obtenir plus promptement le rétablissement des lieux dans leur ancien état (25). Le demandeur pourra alors introduire l'action en réintégrande et exercer en même temps la complainte pour obtenir la maintenue possessoire. Il pourra également avoir à craindre de ne pouvoir faire la preuve de sa possession annale ; dans ce cas, il pourra introduire la complainte en concluant subsidiairement à l'admission de la réintégrande, au cas toutefois où les faits s'y prêteraient (26).

Cette précaution sera très utile car s'il ne parle dans sa citation que de complainte, s'il demande sa maintenue possessoire et non sa réintégrande et s'il échoue dans l'offre de preuve de sa possession, le juge peut s'en tenir uniquement à la complainte et le débouter (Cass. 9 fév. 1837, Arch. II 30).

(24) Cass. 5 août 1845, D. 45.1403. Civ. Millau 6 déc. 1912, Gaz. Pal. T. Q. 1912.20. V. Act. Pos. n. 47, Archambault v. Réintégrande n. 12.

(25) Leligeois n. 78. Pand. Fr. Rép. V. Act. Pos. n. 1.009.

(26) Sur l'action en réintégrande introduite par le détenteur précaire, le possesseur annal peut intervenir pour exercer son action en complainte, J. P. Arreau 16 juil. 1923, Sirey Sommaires 1924 n. 845.

Au contraire, les faits s'y prêtant, si le demandeur en complainte a conclu subsidiairement à sa réintégration, le juge possessoire ne pourrait pas écarter la réintégrande au prétexte que le demandeur aurait en même temps offert de prouver une possession annale et régulière.

« Attendu que la demande de T... constituait dans ses termes
 « comme dans son intention manifestée par la conduite qu'il a
 « tenue dans le cours de la procédure, une véritable action en
 « réintégrande que vainement pour lui refuser ce caractère le
 « jugement attaqué allègue qu'en offrant de faire la preuve de
 « sa possession depuis plus d'un an et jour, T... aurait suffi-
 « samment démontré qu'il choisissait l'action en complainte
 « de préférence à l'action en réintégrande ; qu'en effet le de-
 « mandeur en réintégrande à qui il suffirait de prouver sa
 « possession au moment où la violence a été commise, ne peut
 « pas être censé déroger à cette action lorsqu'après l'avoir dis-
 « sertement énoncé dans l'exploit introductif il offre de prou-
 « ver non seulement que sa possession existait au moment de
 « la violence, mais qu'elle remontait même à une année et
 « plus ». (Cass. 19 août 1839, Arch. II, 41 ; 3 mai 1851, D. 51.1.
 154) (27).

La jurisprudence a décidé encore que le juge saisi à la fois d'une réintégrande et d'une complainte peut accueillir la réintégrande, alors qu'il n'est pas certain que la complainte subordonnée aux résultats d'une enquête, doive plus tard être admise.

« Attendu qu'il est reconnu par le jugement attaqué que la
 « dame L... a été privée par une voie de fait du maire de C...
 « de la prise d'eau dont elle jouissait paisiblement et publi-
 « quement, par elle ou ses auteurs, depuis un grand nombre
 « d'années et notamment depuis plus d'un an et jour avant la
 « dépossession ; que dans ces circonstances elle a exercé à la
 « fois la réintégrande pour faire ordonner le rétablissement du

(27) V. toutefois en sens contraire Cass. 16 mai 1827. S chr. 9 févr. 1837, S. 37.1.609.

« sentier et de sa prise d'eau et la complainte pour obtenir sa
« maintenue en possession des lieux ainsi rétablis. »

« Attendu que la réintégrande se justifie par le fait incon-
« testé de la possession de la dame L... ; qu'en ce qui concerne
« la complainte, le caractère de la possession étant surbor-
« donné à la nature du terrain sur lequel la prise d'eau était
« établie, c'est avec juste raison qu'avant de statuer sur la
« maintenue possessoire, le Tribunal a renvoyé la cause de-
« vant l'autorité administrative pour faire décider si la voie
« de communication dont il s'agit constitue une rue. Rejette ». (Req. 10 fév. 1864, D. 64.1.343).

Par suite de la possibilité de ce cumul d'actions, il arrivera parfois qu'une rédaction imparfaite ou imprécise de la citation ne permettra pas au juge de distinguer immédiatement s'il s'agit d'une complainte ou d'une réintégrande. Pour caractériser l'action dont il est saisi et lui donner sa véritable qualification, le juge doit plutôt s'arrêter aux circonstances et à l'objet de la poursuite que s'en tenir trop étroitement aux termes de la citation ou des conclusions. Comme l'a dit un arrêt « le caractère des actions ne dépend pas du nom qui leur aura été donné par la demande des parties ou attribué par la déclaration du juge et c'est ce qu'exprime la maxime « Plus est in re quam in nomine » (Req. 17 nov. 1857, D. 58.1.72). Ce n'est donc qu'à défaut d'autres éléments d'appréciation ou si ces éléments sont contradictoires que le juge devra envisager l'action dans la formule adoptée par le demandeur. En tous cas le fait qu'on a donné à cette action une qualification inexacte ne peut prévaloir sur la nature des choses. Les arrêts contiennent de nombreuses applications de ce principe :

« Attendu que C... n'a invoqué ni la possession annale de
« ses bailleurs, ni la possession civile qu'il n'avait pas, mais
« seulement sa détention à titre de fermier ; et que si par une
« expression impropre ou inexacte, sa citation, ses conclusions

« et la décision attaquée ne parlent que de son maintien et non
 « de son rétablissement en possession, il est clair toutefois
 « d'après les circonstances et l'objet de la poursuite, que sa de-
 « mande ne constituait qu'une action en réintégrande et non
 « une action en complainte, d'où il suit que c'est justement
 « et sans aucune violation de la loi que C... a été rétabli dans
 « sa possession ». (Req. 22 janv. 1878, D. 78.1.316, Adde, Cass.
 31 janv. 1871, S. 71.1.7 ; 18 mai 1897, S. 98.1.227).

Si l'exploit introductif d'instance a un sens équivoque au point de vue de la qualification donnée à l'action, il sera permis de les modifier et d'en préciser la portée par conclusions devant le juge saisi. Ainsi le demandeur peut au cours de l'instance préciser qu'il a entendu exercer la réintégrande et non la complainte. D'ailleurs, le demandeur peut même, s'il a introduit une action en complainte, restreindre ses conclusions et déclarer qu'il se borne à agir en réintégrande, sans qu'on puisse lui opposer qu'il substitue à sa demande originaire une demande nouvelle dans sa cause et dans son objet.

« Attendu que bien que l'action... constituait une demande en
 « complainte, B... a pu, par les conclusions qu'il a prises tant
 « devant le juge de Paix qu'en appel exercer en même temps
 « une action en réintégrande ; qu'en procédant ainsi, il n'a
 « n'a pas substitué à son action originaire, une action toute
 « différente de celle-ci, ni dans sa cause, ni dans son objet.
 « d'où il suit qu'en déclarant irrecevable la réintégrande, par
 « le motif exclusif qu'il s'agissait d'une demande nouvelle qui
 « ne peut être formée par simples conclusions, le jugement
 « attaqué a fausement appliqué et par suite violé l'art. 7 de la
 « loi du 12 juillet 1905 ». (Civ. 4 août 1913, D. 17.1.66, Adde.
 Req. 18 nov. 1878, D. 75.1.413).

Cette substitution peut intervenir tout au début de l'instance, mais également après un jugement interlocutoire ayant admis le demandeur à faire la preuve de sa possession annale, et même après l'enquête si les résultats n'en sont

pas satisfaisants (28). Ainsi que le déclare la jurisprudence, cette substitution ne constitue pas une demande nouvelle. En effet, on l'a vu, la réintégrande est comprise dans l'exercice de la complainte, dans le domaine de la voie de fait, et il y a plutôt là une restriction qu'une substitution. Or, il n'est pas douteux que la demande qui se borne à restreindre la demande originaire ne constitue pas une demande nouvelle (V. Cass. 9 janv. 1901, S. 1901.1.171 ; 30 janv. 1911, S. 11.1.372 et les renvois).

Ainsi la réintégrande peut être cumulée par le demandeur. Mais ce cumul ne pourrait avoir lieu de la part du défendeur et la complainte formée reconventionnellement serait irrecevable. Cette solution est l'application même de la règle « *spoliatus ante omnia restituendus* » (29), et est destinée à assurer la remise en possession rapide du spolié. La jurisprudence l'a consacrée souvent.

Le défendeur ne serait donc pas recevable dans son offre de preuve de possession annale (Cass. 17 nov. 1835, S. 36.1.15 ; 5 avril 1841, S. 41.1.295). La réintégrande serait même admise si le défendeur prouvait sa possession annale (Cass. 3 mai 1848, S. 48.1.714).

L'application du même principe conduit d'ailleurs à rejeter toute exception quelle qu'elle soit.

Il en est ainsi de l'exception de domanialité (Req. 10 fév. 1864, Arch. 11, 240). Le juge ne peut non plus ordonner un sursis à statuer aux fins d'interprétation d'un règlement

(28) Cass. 18 nov. 1873 précité. Civ. Bordeaux 24 juillet 1895, G. P. T. Q. 1892-1897, Y. Act. Pos. n° 108. Archambault v. Réintégrande n. 28. En sens contr. Civ. Cognac, 27 juin 1894, G. P. loc. cit. n. 107.

(29) Il est possible également de dire : la complainte a pour but et objet la possession uridique alors que la réintégrande n'a pour but que la détention ; comme il n'y a aucune connexité entre la possession et la détention, la demande reconventionnelle doit être repoussée. Wodon t. I, p. 170. Appleton § 382.

administratif invoqué par le défendeur (Cass. 11 mai 1841, S. 41.1.728) ou d'un acte administratif (Douai 28 juin 1882, D. 83.2.143) Le juge de paix ne saurait également refuser de statuer sous prétexte que le fait dont se plaint le demandeur constitue un délit, car la partie lésée est libre de choisir la voie qu'elle préfère (30), ou sous prétexte qu'une demande reconventionnelle en validité de congé aurait été formée par le défendeur (Coucy-le-Château 4 nov. 1863 ; Bioche n. 954, p. 303) ou que celui-ci se serait inscrit en faux contre les titres détenus par le possesseur (Civ. Casablanca 31 janv. 1927, *Sirey Sommaires* 1927, n. 2.182).

Toutefois, il ne faudrait pas poser comme principe que toute exception doit être rejetée.

Lorsque l'interprétation d'un acte administratif est nécessaire, le sursis doit être prononcé par le juge de paix. Ainsi sur la demande en réintégration formée par un propriétaire à raison de la voie de fait commise par un entrepreneur de travaux publics, en l'absence de notification de l'arrêté préfectoral d'occupation temporaire dix jours au moins avant l'occupation, une exception de sursis peut être admise au cas de difficulté sur la question de savoir si les formalités prescrites ont été accomplies (Civ. 18 oct. 1887, Arch. 11 539, Civ. Douai 28 juin 1882, S. 83.2.182. D. 83.2.143).

Le sursis a été également admis dans les cas suivants : Une personne, en vertu d'une autorisation donnée par le conseil municipal, a exécuté certains travaux sur un terrain communal détenu par un tiers. Sur la réintégration du détenteur, la commune est appelée en garantie. A raison du caractère administratif de l'autorisation donnée par la com-

(30) Bioche, n. 788, p. 248.

mune, le juge ne pourra statuer sur la réintégrande (Civ. Nntua 14 juin 1911, G. P. 1911.2.275. Cass. 28 avril 1914, G. P. 14.2 et 51.1.31). Le sursis devrait également être prononcé si l'acte produit par le défendeur pour justifier son acte était un jugement ou un arrêt dont les dispositions présenteraient des difficultés d'interprétation (Cass. 9 avril 1851, D. 51.1.92) (Bourbeau p. 698-99, n. 420).

INTERDICTION DU CUMUL DU POSSESSOIRE ET DU PETITOIRE.

L'application de la règle « *spoliatus* » qui conduit à rejeter de façon générale toute exception et notamment celle de possession annale conduit à plus forte raison à exclure toute exception fondée sur la propriété, à interdire le cumul du possessoire et du pétitoire.

Ce principe du cumul comporte plusieurs règles.

Il est interdit au juge de refuser de statuer sous prétexte que la question de possession se trouverait liée à la question du droit de propriété, et même de surseoir à statuer sur le possessoire en le subordonnant au jugement à intervenir au pétitoire.

Au surplus, le défendeur au possessoire ne peut se pourvoir au pétitoire avant que le jugement au possessoire n'ait été exécuté.

Toutes ces règles qui sont examinées à propos de la complainte et sur lesquelles par conséquent il est inutile d'insister s'appliquent à la réintégrande car elles ne sont que la conséquence de la règle « *Spoliatus* » (31). Il ne faudrait

(31) La jurisprudence paraît bien admettre que l'art. 27 C. Pr. Civ. ne prévoit qu'une simple exception dilatoire, Req. 13 nov. 1894, S. 96.1.123. Cf. Riom. 30 déc. 1873, D. 74.5.11.

donc pas conclure de ce que les règles de l'interdiction du cumul s'appliquent à la réintégrande, que cette action soit assimilée à la complainte, action possessoire par excellence.

Et c'est le principe contraire qui devrait être posé semble-t-il : la complainte comporte l'interdiction du cumul par analogie avec la réintégrande.

D'ailleurs la véritable interdiction du cumul paraît se trouver dans la règle qui interdit au juge de statuer sur le pétitoire dans le dispositif de son jugement, ni de statuer en fondant sa décision sur des motifs exclusivement tirés du fond du droit. Ce principe signifie alors que chacune des matières doit être examinée séparément et par des juges différents : le possessoire exclusivement par le juge de paix ; le pétitoire exclusivement par le tribunal civil et en outre que le possessoire et le pétitoire ne peuvent pas être soumis simultanément, l'un au juge de paix, l'autre au Tribunal, ou en d'autres termes que l'action possessoire et l'action en pétitoire ne peuvent pas être portées en même temps devant les juridictions respectivement compétentes.

Les cas où la possession annale est opposée à la réintégrande et l'interdiction de surseoir à une action en réintégrande sur un motif tiré du pétitoire doivent être soigneusement distingués du dernier cas de cumul signalé qui interdit au juge de paix de statuer sur le pétitoire.

Dans ce cas la prohibition du cumul se rattache aux limites tracées entre les juridictions et il est inutile d'insister pour démontrer que même du consentement des parties le juge de paix ne pourrait pas juger la question de propriété et qu'il violerait les règles de sa compétence si pour adjuger la possession il constatait le droit de propriété.

Mais dans les cas de cumul signalés au début, la prohibition n'a pas le même caractère juridique. Notamment

dans le cas où la possession annale est opposée comme moyen de défense à la réintégrande, le juge de paix serait également compétent pour connaître de la plainte et de la réintégrande et si la plainte ne peut être cumulative-ment jugée avec la réintégrande, c'est parce que la défense tirée de la possession annale est sans force contre le droit du spolié qui demande à être réintégré. Mais si le demandeur à la réintégrande acceptait le débat sur la question de possession annale, il n'est pas douteux que le juge de paix n'aura le droit et le devoir d'en vérifier l'existence. Et si le spolié gagne son procès, son adversaire n'ayant pu prouver la possession alléguée, la condamnation prononcée à son profit produira les effets attachés à la réintégrande ; mais si la possession annale est justifiée contre lui, un retour tardif aux principes de la réintégrande ne pourrait plus être accueilli (32).

Les principes ne paraissent pas s'opposer non plus à ce que le juge de paix ordonne un sursis à statuer en subordonnant sa décision au jugement du pétitoire si le défendeur ne s'y oppose pas.

Ainsi la prohibition du cumul du possessoire et du pétitoire est une règle qui est plus fondée en réintégrande qu'en plainte, et il ne faut pas dire que ce principe s'applique à la réintégrande parce que cette action serait possessoire.

Une dernière règle qui est rattachée à la prohibition du cumul (33) est en effet applicable à la réintégrande. Mais cette application est douteuse.

(32) Bourbeau, n. 426, p. 710, Curasson 4^e édit. p. 93, Comp. Req. 25 avril 1865.

(33) Le rapprochement n'est d'ailleurs pas exact. Sans doute le demandeur au pétitoire contreviendrait à la prohibition du cumul s'il s'agissait au pétitoire avant la fin de l'instance possessoire, mais l'art. 26 lui défend de le faire, même après que cette instance est terminée, car cependant où il ne peut plus y avoir cumul. V. Bazenet, p. 298, n. 1.

L'art. 26 du Code de Procédure Civile décide en effet « le demandeur au pétitoire ne sera plus recevable à agir au possessoire ». L'individu dépossédé qui aurait agi en revendication ne pourrait plus se pourvoir par la voie de la réintégration (34). Cette solution peut être admise, mais Pothier (35) admettait dans ce cas le spolié à agir en réintégration en abandonnant la première demande pourvu qu'il soit encore dans l'année de la dépossession.

Rien ne s'oppose en effet à appliquer à la réintégration celles des dispositions du code de procédure concernant les actions possessoires qui sont compatibles avec la nature de cette action (36).

INSTANCE EN COUR D'APPEL ET EN CASSATION.

Ce qui précède a montré l'exercice de la réintégration devant le juge de première instance. Il y a lieu maintenant d'examiner les situations qui peuvent se présenter devant le juge d'appel ou devant la Cour de Cassation et notamment la question du contrôle de cette Cour.

Le jugement rendu sur la réintégration est toujours susceptible d'appel. La jurisprudence estime en effet que l'intérêt du litige est indéterminé. C'est la solution qui est d'ailleurs consacrée par la Loi du 25 mai 1838. Mais la question avait été controversée et avait motivé plusieurs changements de jurisprudence de la part de la Cour de Cassation (37).

En appel, la situation des parties est en principe la même que devant le juge de première instance. Le demandeur

(34) Carré et Chauveau 1928 ; p. 43. C. Pr. Civ. Dalloz, art. 26, n. 56.

(35) Possession n. 125.

(36) Rép. Dalloz. V. Act. Poss. n. 130.

(37) V. note sous Req. 5 mars 1828 ; S. chr.

peut substituer à la complainte l'action en réintégration, puisque cette modification ne constitue pas une demande nouvelle. Il peut également proposer des moyens qu'il n'aurait pas fait valoir devant le juge de première instance (38). Ainsi il peut offrir pour la première fois en appel la preuve de sa détention (Cass. 17 janv. 1849, D. 49.5.9).

De même si le juge de paix, saisi d'une action en complainte et en réintégration, n'envisageant que l'action en complainte, qu'il a déclarée mal fondée, a négligé de statuer sur la réintégration il n'en est pas moins vrai que cette dernière action lui a été soumise, qu'elle s'est trouvée introduite au début du litige, qu'elle ne constitue donc pas une demande nouvelle devant le juge d'appel, qui dès lors peut l'examiner, sans violer le principe de l'art. 464 C. pr. Civ. (Civ. Dijon 24 fév. 1897, Ann. d. J. P. 1898.133). En ce cas, le juge d'appel peut statuer en vertu de l'effet dévolutif de l'appel sur le chef omis, sans évocation ni annulation (Req. 12 mai 1874, D. 76.1.501) (39) et sans que celui qui demande qu'il soit statué sur ce chef ait à interjeter appel incident s'il était intimé.

Le droit de contrôle de la Cour de Cassation va maintenant être examiné.

Pour caractériser l'action dont il est saisi, le juge doit examiner à la fois les termes de la citation, les faits et les circonstances du litige. Et il lui appartient de relever souverainement les circonstances ayant donné lieu à réintégration. Mais ce pouvoir en quelque sorte absolu cesse lorsqu'il

(38) Garnier, p. 480.

(39) V. aussi Bazenet, p. 177 ~~et~~ n. 1.

s'agit de déterminer le caractère juridique ou les conséquences légales du fait qu'il a retenu comme constant.

Par exemple, le Tribunal peut bien, sans risquer d'être contredit, admettre l'existence du fait dont se plaint le demandeur, mais lorsqu'il le qualifie en disant que ce fait constitue un simple trouble et non une déposssession, il donne alors une solution de droit qui tombe sous le contrôle de la Cour de Cassation. Cette distinction est exprimée dans les arrêts par des formules variables mais équivalentes.

Ainsi une décision a pu être cassée parce que le juge a donné à une qualification juridique erronée au fait qu'il a retenu :

« Attendu que l'action de la commune était fondée sur un trouble et non sur une déposssession, qu'ainsi malgré la qualification de réintégrande qui lui a été donnée dans la citation introductive d'instance et dans le dispositif du jugement attaqué, cette action n'était que la complainte possessoire (Civ. 10 mai 1897, D. 98.1.105).

Autre exemple d'une décision cassée parce que le juge a refusé à tort de déduire d'un fait les conséquences légales qu'il comportait et en a méconnu le caractère :

« Attendu que le Tribunal a méconnu le caractère légal des faits articulés, en refusant de considérer comme des actes de violence, pouvant donner ouverture à la réintégrande, l'emploi abusif de la force publique requise arbitrairement par le maire dans l'intérêt privé de la commune... » (Civ. 2 juil. 1862, D. 62.1.354).

Tels sont les moyens qui peuvent être invoqués devant la Cour de Cassation contre un jugement statuant sur une demande en réintégrande.

Mais celui qui a conclu à être rétabli dans la détention d'un immeuble et dont la demande a été rejetée, peut-il invoquer pour la première fois devant la Cour de Cassation le moyen tiré de la réintégration? Il est constant que les moyens nouveaux ne sont pas recevables devant la Cour de Cassation, à l'exception des moyens d'ordre public, reposant sur des faits et actes soumis aux juges du fond (Cass. 5 déc. 1877, S. 78.1.200) et des moyens de pur droit (Cass. 5 août 1879, S. 79.1.405).

Le moyen ne paraît pas d'ordre public. Il ne pourrait être considéré comme tel que par suite d'une confusion entre l'action qui a été créée dans un intérêt d'ordre public et l'invocation du moyen qui ne touche pas à l'ordre public. En effet, l'ordre public n'est aucunement intéressé à ce que le possesseur dépouillé invoque ou non le bénéfice de la réintégration, y renonce ou non. Le moyen ne paraît pas non plus être de pur droit, et comme tel, étant susceptible d'être suppléé par le juge, pouvoir être proposé pour la première fois devant la Cour de Cassation.

Mais il semble toutefois nécessaire de faire une distinction. Si celui qui a été spolié opte pour l'action en complainte, il ne peut après le rejet de sa demande fondée sur ce que la possession ne réunissait pas les caractères légaux, se faire un moyen de cassation de ce qu'il ne se serait point agi d'une complainte, mais d'une réintégration pour laquelle il n'était point besoin d'une possession civile (Cass. 18 mai 1827, S. chr. et 9 fév. 1837, S. 37.1.609). Mais il en serait autrement quand le demandeur a opté pour la réintégration; dans ce cas, il peut après le rejet de sa demande, basée sur ce que sa possession ne réunirait pas les caractères légaux, se faire un moyen de cassation de ce qu'il de-

CONCLUSION SUR LA NATURE DE LA RÉINTÉGRANDE.

vait être rétabli en dehors même de toute possession (Cass. 19 août 1839 S. 39.1.641) (40).

Ainsi cette étude se termine sur la note dominante de tout cet exposé de la réintégrande : le caractère pénal de l'action.

La réintégrande, produit du droit canonique, influencée par les principes de l'interdit unde vi, a certainement la même nature que cet interdit. C'est une action pénale privée, destinée à permettre à chaque individu d'être protégé contre les voies de fait en obligeant celui qui prétend à l'exercice d'un droit à employer les voies judiciaires en vertu du principe, base de toute société « Nul ne doit se faire justice ».

Ce ne peut être une action en réparation fondée sur les mêmes règles que les dispositions des articles 1.382 et suivants du Code Civil, puisque ces articles supposent la lésion d'un droit.

Par voie de conséquence, cette action pénale privée a un caractère personnel en vertu du principe que toute peine est personnelle.

La réintégrande est donc une action tout à fait différente de la complainte, action possessoire par excellence.

Les principes de cette dernière ne s'appliquent pas à la réintégrande et leur résumé fera d'autant mieux apercevoir ici cette différence.

Un simple détenteur peut exercer la réintégrande et il est inutile que sa possession remplisse les conditions exigées pour la complainte. Le caractère paisible et public de la détention qui paraît exigé n'est même pas identique : la

(40) V. note s. liv. 8 nov. 1880 S. 81.1.53.

détention ou sera paisible ou n'existera pas ; elle pourra être prouvée et sera publique ou cette preuve ne sera pas faite.

Tout détenteur, qui pourra être un usurpateur, pourra exercer la réintégrande contre le véritable propriétaire du bien.

L'action pourra être intentée par un locataire contre son bailleur, par le concessionnaire d'un bien du domaine public contre l'administration ; le détenteur d'un bien bénéficiant d'une simple tolérance a la même possibilité.

La réintégrande peut donc bénéficier au non possesseur à l'encontre du véritable possesseur ; elle est donc le contraire d'une action possessoire.

D'autre part, alors que l'action en complainte est réelle, qu'elle atteigne tous les détenteurs du bien litigieux, la réintégrande a un caractère personnel. Celle-ci n'atteint que les personnes coupables ou complices du fait répréhensible.

Toutefois, la réintégrande paraît avoir un point commun avec les actions possessoires, elle réprime les faits qui impliquent de la part du défendeur prétention à l'exercice d'un droit contraire à l'état de fait qui existe au profit du demandeur.

Cette prétention aura toujours pour objet la possession du bien litigieux si l'on admet que la réintégrande n'est recevable qu'au cas de dépossession absolue, telle que le demandeur se trouve dans l'impossibilité de rentrer en possession de sa chose, mais cette prétention pourra avoir pour objet autre chose que la possession du bien litigieux si l'on admet la réintégrande dans des cas de trouble violent.

Alors la voie de fait qui n'impliquerait aucune prétention

de la part du défendeur ne pourrait donner lieu qu'à une action en dommages-intérêts.

En somme, la complainte est une action possessoire en ce qu'elle protège la possession pour elle-même, en la personne du demandeur. La réintégrande est également possessoire, mais prise sous un autre angle ; elle protège contre la prétention du défendeur à la possession ou à tout autre droit.

Vu : *Le Président,*
SOLUS.

Vu : Pour le Doyen :
L'Assesseur,
G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris.
Pour le Recteur :
L'Inspecteur de l'Académie,
J. PERRON.

PLAN DES TITRES

INTRODUCTION

Possession et détention	10
La légitime défense des biens	12
LA RÉINTÉGRANDE.	
Notion	16
Comparaison avec la complainte	17
Fondement	18

PREMIERE PARTIE

HISTORIQUE.

Section I. — L'interdit un vi	20
Conditions d'exercice	21
Nature de l'interdit	23
Section II. — Persistance de l'interdit V ^e ou ix ^e siècle :	25
Section III. — Influence du droit canonique	26
Modification directe de l'interdit	27
Système du remedium spoliï	28
Section IV. — Justification de l'origine canonique et ro- maine de la réintégrande	30
Section V. — Persistance de la réintégrande du xvi ^e au xviii ^e siècle	34
Section VI. — Caractères généraux dans l'ancien droit ..	39

DEUXIEME PARTIE

Nature de la réintégrande	42
Définition	49

CHAPITRE PREMIER

CONDITIONS DE RECEVABILITÉ	51
En la peronne du demandeur	

Section I. — Détention actuelle et matérielle	52
Détention paisible et publique	57
Section II. — Personnes remplissant ces conditions.....	64
Détenteurs précaires proprement dits	65
Détenteurs bénéficiant d'une concession ré- vocable	68
Détenteurs bénéficiant d'une tolérance	69
Détenteurs prétendant à l'exercice d'une ser- vitude	70
Détenteurs ayant une possession équivoque.	77

CHAPITRE II

CONDITIONS DE RECEVABILITÉ.

Des biens protégés.	
Meubles	80
Immeubles par destination et récoltes	82
Domaine public	84

CHAPITRE III

CONDITIONS DE RECEVABILITÉ.

En la personne du défendeur	87
Section I. — Administration	87
Domaine public	88
Domaine privé	91
Actes du pouvoir exécutif	93
Section II. — Personnes agissant pour compte. — Agent ad- ministratif.....	94
Mandataire	95
Section III. — Ayants-cause du spoliateur	97
Tiers de bonne foi	98
Complice	98
Section IV. — Personnes liées par un contrat	99
Bailleur et preneur	105
L'exercice de la réintégrande ne doit pas aboutir à l'exécution d'une convention ..	108

CHAPITRE IV

DÉLAI D'EXERCICE DE L'ACTION	110
------------------------------------	-----

TROISIEME PARTIE

FAITS DONNANT LIEU A RÉINTÉGRANDE.

Nécessité d'un acte positif	112
Section I. — Dépossession.	113
Nécessité d'une violence	114
Section II. — Notion de dépossession	116
Discussion sur l'admission au cas de trouble violent	119
Section III. — Actes d'exécution	125
Actes faits de bonne foi	129
Section IV. — Prétention du défendeur	134
Section V. — Actes commis sur le fonds du défendeur ..	136
Section VI. — Conclusion sur la nature des faits donnant lieu à réintégrande	141
Section VII. — Classification des faits donnant lieu à réintégrande	142
Actes d'occupation	143
Actes d'obstruction	144
Actes de destruction	146

QUATRIEME PARTIE

LA PROCÉDURE ET LE JUGEMENT.

CONDITIONS GÉNÉRALES	148
Section I. — Contenu du jugement	149
Restitution	149
Destruction de travaux publics	150
Perte de la chose	152
Dommages-intérêts	153
Solidarité des défendeurs	155
Contrainte par corps	155
Section II. — Autorité de la chose jugée	156
Section III. — Compétence	159
Juridiction civile	160
Juridiction pénale	161
Cumul de la réintégrande et de la complainte.	163
Inopposabilité des exceptions	167
Interdiction du cumul du possessoire et du pétitoire	168
Instance en cour d'appel et en cassation.....	172
CONCLUSION SUR LA NATURE DE LA RÉINTÉGRANDE	176

